

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

**Le Forum social québécois :
L'émergence d'une action collective**

par
Marie-Hélène Arruda

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maîtrise ès Science (M. Sc.)
en science politique

Juillet 2009

© Marie-Hélène Arruda, 2009



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Le Forum social québécois :
L'émergence d'une action collective

Présenté par :

Marie-Hélène Arruda

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Denis Saint-Martin
président-rapporteur

Pascale Dufour
directrice de recherche

Frédéric Mérand
membre du jury

RÉSUMÉ

C'est en août 2007 qu'est organisé au Québec le tout premier Forum social québécois (FSQ). Inspiré des Forums sociaux mondiaux, le Forum social québécois s'inscrit dans la mouvance altermondialiste de recherche d'alternatives à la mondialisation économique néolibérale. L'objectif de ce mémoire est d'analyser l'émergence de ce type d'action collective au Québec.

Pour ce faire, nous étudions d'abord la forme forum social et soutenons qu'il y a eu diffusion et appropriation de cette forme particulière par les acteurs-clés du Forum social québécois. Ensuite, nous étudions le contexte politique dans lequel émerge cette mobilisation et soutenons que la montée de la droite ainsi que l'historique de la contestation altermondialiste au Québec ont favorisé l'émergence d'une action collective altermondialiste. Finalement nous démontrons que le Forum social québécois a été rendu possible grâce à la disponibilité des ressources qui sont nécessaires à l'organisation de ce type d'événement.

Tout ça, dans le but ultime de répondre à la question : Pourquoi un Forum social au Québec en 2007?

Mots-clés : altermondialisme, action collective, mondialisation, mouvements sociaux, néolibéralisme, mobilisation, Forum social mondial, droite, gauche, contexte politique, ressources, diffusion, Québec.

ABSTRACT

In August 2007, the first Quebec Social Forum (QSF) was organised. Inspired by the World Social Forum, the QSF emerged as a part of the alterglobalization movement which looks for viable alternatives to economic globalization. This study proposes to analyze the emergence of this type of collective action in Quebec.

First, we suggest that the form of the Social Forum has been diffused and appropriated by QSF's collective actors. Second, we analyze the political context in which this mobilization took place and propose that the rise of the Right in Quebec and the past "alterglobalist" mobilizations have contributed to the emergence of an "alterglobalist" collective action. Finally, we demonstrate that QSF resulted in the availability of resources that are essential to organize this type of event.

The ultimate purpose of all this is to answer a fundamental question: How can we account for the emergence of a Social Forum in Quebec in 2007 ?

Key words: alterglobalism, globalisation, social movements, neoliberalism, mobilisation, World Social Forum, Right, Left, political context, resources, diffusion, Quebec.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iii
ABSTRACT.....	iv
TABLE DES MATIÈRES.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	viii
REMERCIEMENTS.....	x
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 – Comment analyser le Forum social québécois ?.....	8
Revue de la littérature.....	8
1. Qu'est-ce qu'un forum social.....	9
1.1. Le forum social en tant que processus.....	9
1.2. Un espace controversé.....	11
1.2.1. Un espace ouvert ?.....	11
1.2.2. Un espace ou un acteur ?.....	14
1.3. À quoi servent les forums sociaux ?.....	15
2. Contexte de mondialisation économique.....	16
3. Facteurs explicatifs de l'émergence des forums sociaux.....	19
3.1. La diffusion de la formule des forums sociaux.....	20
3.1.1. Diffusion attribuable au FSM.....	20
3.1.2. Du mondial au national.....	22
3.1.3. Du local au national.....	22
3.2. Éléments contextuels (contexte national).....	23
3.3. Importance des ressources dans l'organisation d'un forum social.....	24
4. Comment conceptualiser le forum social ?.....	26
Cadre théorique.....	26
1. La théorie de la diffusion transnationale.....	28
2. La théorie des opportunités politiques.....	30
3. La théorie de la mobilisation des ressources.....	32
Méthodologie.....	33
1. Analyse de contenu.....	33
2. Observation participante.....	35
3. Entrevues.....	36
CHAPITRE 2 – Pourquoi un forum social ?.....	39
La diffusion mondiale des forums sociaux.....	40
1. La diffusion par la mondialisation.....	41
2. Le Forum social mondial : transmetteur de la diffusion.....	41
2.1. La logique de délocalisation du FSM.....	42
2.2. La logique de multiplication des forums sociaux.....	43
La réception du forum social au Québec : l'appropriation collective.....	46
1. L'appropriation par l'expérimentation.....	46
1.1. Le Québec bien représenté à Porto Alegre.....	46
1.2. Des Québécois unis au Forum social mondial.....	49
1.3. Et une idée émerge.....	49
1.4. L'expérience du Campement.....	50

2. L'appropriation de la forme par la forme : la nature des forums.....	51
2.1. Lieu de réseautage.....	51
2.2. Espace non-délibératif.....	53
2.3. Processus horizontal de mise en pratique de la démocratie participative.....	55
Diffusion du local au national ?.....	60
Conclusion.....	62
CHAPITRE 3 – Pourquoi au Québec ?.....	64
Le contexte politique au Québec : la montée de la droite néolibérale.....	65
1. La gauche et la droite : esquisse de définition.....	65
2. La montée de la droite néolibérale et la fermeture de l'accès au pouvoir politique.....	67
3. La mobilisation de la gauche.....	73
La contestation altermondialiste québécoise.....	75
L'articulation du contexte politique et historique chez les acteurs.....	79
1. Alter-UQAM – Le secrétariat du Forum social québécois.....	79
2. La Confédération des syndicats nationaux (CSN).....	82
Conclusion.....	85
CHAPITRE 4 – Pourquoi en 2007 ?.....	87
Les échecs passés.....	88
1. Le Forum social Québec-Canada-Premières nations.....	88
2. Le Forum social québécois 2006.....	91
L'épisode de 2007 : enfin un succès.....	95
1. Ressources matérielles, logistiques et communicationnelles.....	95
2. Ressources humaines et mobilisation des groupes.....	97
3. Contribution des organisations.....	98
3.1. Alter-UQAM.....	99
3.2. Alternatives.....	99
3.3. Autres organisations.....	100
4. Les causes des échecs maintenant disparues.....	100
4.1. L'implication des syndicats.....	100
4.2. Les relations entre les groupes : le litige autour de la participation citoyenne.....	103
Conclusion.....	105
BIBLIOGRAPHIE.....	114
ANNEXE I – Questionnaires d'entrevues.....	126

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I. Cadre d'analyse.....	33
---------------------------------	----

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADQ	Action démocratique du Québec
AFL-CIO	American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations
ALÉ	Accord de libre-échange canado-américain
ALÉNA	Accord de libre-échange nord-américain
ASC	Alliance sociale continentale
ATTAC	Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyennes et citoyens
ATTAC-Qc	Association québécoise pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyennes et citoyens
AQOCI	Association québécoise des organismes de coopération internationale
CIJ	Campement intercontinental de la jeunesse
CLAC	Convergence des luttes anti-capitalistes
COJITÉ	Collectif jeunesse internationale de l'Estrie
CPDS	Centre de recherche sur les politiques et le développement social
CQJ	Campement Québécois de la Jeunesse
CSI	Confédération syndicale internationale
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSQ	Centrale des syndicats du Québec
CUT	Central Unica dos Trabalhadores (syndicat de travailleurs)
FEUQ	Fédération étudiante universitaire du Québec
FFQ	Fédération des femmes du Québec
FIQ	Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec
FSJE	Forum social de la jeunesse estrienne
FSM	Forum social mondial
FSQ	Forum social québécois
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
IEIM	Institut d'études internationales de Montréal
MMF	Marche mondiale des femmes
MST	Mouvement des sans-terre
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OQAJ	Office Québec-Amériques pour la Jeunesse

PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti Québécois
PT	Partido dos Trabalhadores (Parti des travailleurs)
QS	Québec solidaire
RAP	Rassemblement pour une alternative populaire
RQGE	Réseau québécois des groupes écologistes
RQIC	Réseau québécois sur l'intégration continentale
UFP	Union des forces progressistes
UQÀM	Université du Québec à Montréal
ZLÉA	Zone de libre-échange des Amériques

REMERCIEMENTS

C'est avec une immense fierté que je présente ce mémoire enfin complété. La tâche n'aura pas été facile; le parcours ayant été long et parsemé d'embûches, de perte de motivation, de questionnements, de remises en question et de surcharge de travail de toutes sortes. Toutefois, j'ai fait preuve d'une grande persévérance et j'en suis extrêmement fière.

Je crois que cette entreprise n'aurait pu être possible sans le support de plusieurs personnes. Tout d'abord, je tiens à remercier ma famille et mes amis qui ont toujours cru en moi et m'ont encouragé et soutenu tout au long de mon parcours académique. Un merci tout particulier à Marilyn et Maude pour leurs encouragements constants et à la foi qu'elles ont eue en mes capacités. Merci aussi d'avoir célébré avec moi chaque étape de ma rédaction. Merci à mes colocataires et à ma sœur, à qui j'ai cassé les oreilles avec mon mémoire mais qui n'ont pas eu l'air de s'en lasser.

Merci à tous mes collègues du Centre de recherche sur les politiques et le développement social pour vos encouragements et vos précieux conseils. Merci à mes anciens collègues du C-3110 : Vanessa, Renaud, Célia, Macrine. Ce fut un réel plaisir de vous côtoyer durant ma maîtrise. Merci Mireille d'avoir partagé avec moi ton expertise en informatique et en gestion du temps. Ton aide m'a permis d'atteindre mon objectif de rédiger mon mémoire en trois mois. Un gros merci à Renaud pour tes corrections, tu as sans contredit contribué à l'enrichissement de mon mémoire par tes brillants conseils.

Je tiens à remercier spécialement Louis Roy, Valérie Eme et Martin Rodrigue pour le temps qu'ils m'ont accordé et pour m'avoir transmis des informations qui ont été capitales à la rédaction de ce mémoire.

Je remercie infiniment ma brillante et si compétente directrice de recherche, Pascale Dufour. Merci pour ta patience et ta disponibilité. Merci d'avoir continué à croire en moi malgré les deux ans d'arrêt que j'ai pris. Merci aussi de m'avoir permis de travailler pour toi durant ces années. Cette expérience m'aura grandement enrichi.

Finalement, merci à tous ceux qui ont manifesté un intérêt à lire mon mémoire; vous m'avez poussé à me dépasser.

LE FORUM SOCIAL QUÉBÉCOIS : L'ÉMERGENCE D'UNE ACTION COLLECTIVE

La mondialisation est plus qu'un phénomène économique visant l'accroissement des échanges commerciaux entre les nations, elle constitue un réel phénomène politique ébranlant à la fois les États et les populations. Devant les conséquences qui en découlent, des forces sociales se regroupent dans ce qu'il est convenu d'appeler la mouvance altermondialiste afin de s'opposer à cette mondialisation qu'ils conçoivent comme étant destructrice. C'est dans ce contexte contemporain et en réaction directe à ce phénomène récent qu'on voit apparaître de nouvelles formes d'action collective. Par exemple, des mobilisations de type « contre-sommet » s'organisent. Elles prennent la forme de manifestations de rues principalement à l'occasion de rencontres entre les principaux promoteurs de l'approfondissement de la mondialisation. De cette forme oppositionnelle et réactive d'action collective, on assiste en 2001 à l'émergence d'une forme plus propositionnelle et constructive de mobilisation. À l'initiative de Chico Whitaker, Bernard Cassen et Oded Grajew (Teivainen 2002) est créé le Forum social mondial (FSM). Le FSM se définit comme étant :

un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'humain (Forum Social Mondial 2001).

C'est au Brésil, plus particulièrement dans la ville de Porto Alegre, que s'est tenu le premier Forum social mondial. Cet événement annuel¹ favorise le rassemblement de multiples acteurs issus de divers mouvements sociaux ou organisations qui ont en

¹ Les Forums sociaux mondiaux se tiennent habituellement à chaque année vers la fin du mois de janvier. Cependant, depuis quelques années, l'événement se tient à chaque deux ans, ce qui explique pourquoi il n'y a pas eu de FSM en 2008 et qu'il n'y en aura pas non plus en 2010 ; le prochain étant prévu pour 2011. Sinon, des Forums sociaux mondiaux se sont organisés à chaque année entre 2001 et 2007.

commun leur opposition à la mondialisation néolibérale et le désir de trouver des alternatives à ce modèle économique.

Ce premier épisode à Porto Alegre a débouché sur l'organisation d'autres Forums sociaux mondiaux, mais également sur plusieurs centaines de forums sociaux continentaux, nationaux, régionaux, locaux et thématiques. Plus près de nous, des militants québécois s'emploient, depuis quelques années, à transporter la formule des Forums sociaux mondiaux en sol québécois et c'est en 2007 que s'est tenu le premier Forum social québécois. Bien qu'il y ait eu avant 2007 des forums sociaux régionaux, locaux et thématiques au Québec (Forum social UQÀM, Forum social de la jeunesse estrienne, Forum québécois théologie et solidarités, Forum social Québec/Chaudière-Appalaches, Forum social régional 02/Saguenay-Lac-Saint-Jean, Forum social Villeray), c'est la toute première fois que s'y tient un forum social d'envergure nationale.

Dans le document de présentation du Forum social québécois, on définit cet événement comme suit:

Le FSQ se veut un espace de prise de parole, d'échange, de dialogue, d'éducation populaire, de pratique citoyenne, de réseautage et d'élaboration de programmes d'actions concertés dans le but de stimuler le dynamisme des mobilisations sociales et de la vie démocratique afin de construire, ensemble, une société solidaire, démocratique, juste et durable au Québec (Comité communication et mobilisation 2007, 4).

Avec le Forum social québécois, on cherchait à atteindre les objectifs suivants :

- 1- favoriser un débat de société constructif, inclusif et mobilisateur au Québec ;
- 2- susciter la participation citoyenne individuelle et collective ;
- 3- partager, promouvoir et diffuser les initiatives et projets alternatifs ;
- 4- stimuler l'émergence d'actions concrètes et la convergence des luttes sociales s'opposant au capitalisme néolibéral et à toutes formes d'oppression ;

- 5- promouvoir un développement durable, solidaire, juste, égalitaire et harmonieux du Québec (Comité communication et mobilisation 2007, 6).

Le Forum social québécois – tout comme les forums sociaux en général – s’inscrit dans la mouvance altermondialiste laquelle, selon Canet (2008a), constitue une utopie reposant sur quatre valeurs centrales qui sont le rejet du néolibéralisme, la lutte contre l’impérialisme, l’éloge de la diversité ainsi que l’horizontalité des relations de pouvoir.

D’après ses organisateurs, le Forum social québécois, fut un grand succès. En effet, alors qu’on n’espérait réunir qu’environ 3 000 personnes (Canet 2007a), c’est plus de 5 000 personnes qui ont pris part à l’événement d’août 2007. On a également mesuré le succès du Forum par la forte participation des individus non affiliés à une organisation (39% des participants), ainsi que par la grande représentation régionale (on estime à 1 500 le nombre de participants provenant de l’extérieur de Montréal, représentant 36,12% du total des participants) (Bilan organisationnel du Forum social québécois 2007, 49). Au total, 313 activités ont été autoprogrammées et quatre grandes conférences se sont tenues (Bilan organisationnel du Forum social québécois 2007, 12-14). Bref, on va même jusqu’à qualifier le Forum social québécois de plus grand rassemblement de la gauche dans l’histoire du Québec (Rebick 2009 ; Guay² citée dans Shields 2007).

Dans le cadre de ce mémoire, nous étudions ce premier Forum social québécois. Plus qu’un événement nouveau et rassembleur voué à la promotion d’alternatives et de valeurs altermondialistes, le Forum social québécois se veut aussi l’expression d’un mécontentement social. Il est également révélateur de l’état de la militance altermondialiste au Québec et nous informe sur les relations entre les acteurs sociaux. Comme le dernier événement altermondialiste d’envergure remonte au Sommet des

² Nathalie Guay était coordonnatrice du comité mobilisation du Forum social québécois.

peuples tenu à Québec en avril 2001, il nous semble important de documenter un événement qui pourrait marquer la résurgence de l'altermondialisme québécois.

Nous verrons, au cours de l'analyse, que des acteurs québécois ont tenté d'organiser un forum social national au Québec en 2003-2004 ainsi qu'en 2005-2006, mais en vain. Les échecs passés d'organisation d'un forum social national au Québec rajoutent à la complexité de l'objet d'analyse et rendent l'étude du premier Forum social québécois d'autant plus intéressante. De plus, nous croyons pertinent de documenter un événement aussi récent que le Forum social québécois puisque nous contribuons de cette façon à produire de la littérature sur un sujet qui n'a pas été très développé.

Avec la multiplication des expériences « forum social » aux quatre coins du globe, les forums sociaux constituent un phénomène planétaire contemporain. L'étude du Forum social québécois nous permet d'appréhender ce phénomène qui s'inscrit dans un mouvement global de résistance altermondialiste qui dépasse les dynamiques purement nationales. De plus, en comparaison notamment à l'Amérique latine et à l'Europe, peu de forums sociaux se sont organisés en Amérique du Nord. Compte tenu du succès du Forum social québécois qui a mobilisé aux alentours de 5 000 participants, il nous apparaît significatif d'étudier un phénomène aussi mobilisateur et innovateur en Amérique du Nord.

Le présent mémoire entend étudier l'implantation de cette innovation politique que sont les forums sociaux en territoire québécois et ce, en développant une explication de leur émergence au niveau national. Pour ce faire, nous proposons trois façons d'expliquer l'émergence d'un forum social. En premier lieu, nous démontrons que l'organisation d'un forum social national s'inscrit dans une dynamique de diffusion des forums sociaux. En deuxième lieu, nous soutenons que le contexte politique national ainsi que l'historique de la contestation altermondialiste au Québec favorisent l'émergence d'une action collective. En troisième lieu, nous envisageons la

disponibilité des ressources comme facteur essentiel à l'organisation d'un forum social.

L'élaboration de facteurs explicatifs de l'émergence d'une action collective de type forum social contribue à développer un modèle d'analyse du phénomène de la régionalisation des forums sociaux et de leur prolifération. Nous souhaitons ainsi contribuer à l'avancement de la recherche sur les forums sociaux. De plus, nous croyons que le modèle que nous développons peut être utile pour comprendre l'émergence d'autres types d'actions collectives.

Nous accordons une attention particulière au rôle des acteurs-clés dans l'organisation du Forum social québécois soit, Alter-UQÀM, un groupe de recherche activiste constitué principalement d'étudiants, et la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la deuxième centrale syndicale en importance au Québec. Nous considérons l'implication des acteurs locaux comme l'élément premier de l'action collective. La forme a beau se diffuser, le contexte être propice à l'émergence d'une action collective et les ressources disponibles ; sans les acteurs, une action collective ne peut émerger. Ainsi, le rôle des acteurs constitue la toile de fond de l'analyse.

L'objectif du mémoire est de comprendre quels sont les mécanismes en œuvre dans l'émergence de ce nouveau type de mobilisation au Québec. Pour ce faire, nous nous proposons de répondre à la question suivante : « pourquoi un forum social au Québec en 2007 ? » En vue d'y répondre, nous décortiquons la question principale en trois sous questions qui constituent les trois derniers chapitres de la présente analyse : pourquoi un forum social ? (Chapitre 2) ; pourquoi au Québec ? (Chapitre 3) ; pourquoi en 2007 ? (Chapitre 4).

Avant de répondre à ces questions, nous présentons au premier chapitre le cadre théorique et méthodologique à partir duquel s'est construit le mémoire. Ce chapitre fait état de la littérature sur les forums sociaux à partir de laquelle les éléments utiles

à l'analyse d'un forum social ressortiront. Une fois la revue de littérature réalisée, il y aura présentation du cadre théorique et finalement de la méthodologie employée pour mener à bien l'étude du Forum social québécois.

Afin de répondre à la première partie de la question qui est « pourquoi un forum social ? », nous nous interrogeons dans le Chapitre 2, sur la forme particulière d'action collective de type altermondialiste choisie. Nous expliquons pourquoi les acteurs québécois ont décidé d'organiser précisément un forum social et non pas un autre type de mobilisation. À l'aide de la théorie de la diffusion transnationale de Chabot et Duyvendak (2002) nous démontrons que c'est parce que la forme forum social s'est diffusée au niveau mondial ainsi qu'auprès des acteurs québécois que peut être compris le choix de cette forme particulière. Cette démonstration s'articule autour de trois logiques. Premièrement, nous étudions la stratégie d'internationalisation mise de l'avant par l'organisation du Forum social mondial. Nous démontrons que c'est le FSM lui-même qui a favorisé la diffusion de la forme forum social et ce, en cherchant à exporter son modèle en d'autres lieux ainsi qu'à des échelles plus réduites. Deuxièmement, c'est par la prise en compte de la forte participation des acteurs québécois aux Forums sociaux mondiaux ainsi que par les caractéristiques inhérentes à la nature des forums sociaux qu'a été facilitée l'appropriation par les acteurs québécois de cette forme d'action collective. Finalement, nous renversons la direction de la diffusion afin de voir – compte tenu des forums sociaux qui ont été organisés au Québec à l'échelle régionale, locale et thématique – s'il y a eu diffusion non pas du mondial au national, mais plutôt du local au national avant 2007.

Le Chapitre 3, qui s'articule autour de la question « pourquoi au Québec », relie l'émergence du Forum social québécois au contexte politique ainsi qu'à l'histoire de la contestation altermondialiste au Québec. Par le recours aux concepts de gauche et de droite politique, ainsi que par l'utilisation de la théorie des opportunités politiques, nous démontrons en premier lieu que le contexte politique au Québec est marqué par

la montée de la droite néolibérale gouvernementale, ce qui provoque la fermeture de l'accès des acteurs sociaux progressistes au pouvoir politique. De plus, avec l'adoption de politiques néolibérales, est accru le mécontentement des acteurs, ce qui contribue à leur mobilisation. En second lieu, nous retraçons l'évolution de la contestation altermondialiste et soutenons que le Forum social québécois s'inscrit en continuité avec ce passé contestataire. Nous illustrons finalement, par le biais des acteurs-clés impliqués dans le Forum social québécois, que la conjugaison du contexte politique et la référence à l'histoire de la contestation altermondialiste au Québec leur sert de justification à l'organisation d'une mobilisation altermondialiste de type forum social.

Dans le Chapitre 4, nous démontrons pourquoi c'est en 2007 que s'est tenu le premier Forum social québécois. Alors que des actions ont été menées en 2003-2004 et en 2005-2006 en vue d'organiser un forum social national au Québec, nous analysons, à l'aide de la théorie de la mobilisation des ressources, pourquoi ce n'est qu'en 2007 que ces actions ont porté leurs fruits. Pour ce faire, nous étudions les deux tentatives passées d'organisation d'un forum social national au Québec, soit le Forum social Québec-Canada-Premières nations et le Forum social québécois de 2006. Nous mettons en relief les manquements, spécialement en terme de ressources, ayant causé l'annulation de ces événements. Nous démontrons ensuite que le succès de Forum social québécois de 2007 est attribuable à la disponibilité des ressources dans l'entreprise. Nous accordons une attention particulière aux relations entre les acteurs que nous considérons comme un facteur de réussite.

C'est en conclusion que nous relient entre elles les trois sous questions, puisque c'est leur conjonction qui nous permet de démontrer pourquoi il y a eu un forum social au Québec en 2007. Mais tout d'abord, il importe de présenter le cadre à partir duquel se construit cette démonstration.

CHAPITRE 1 : COMMENT ANALYSER LE FORUM SOCIAL QUÉBÉCOIS?

Ce premier chapitre est voué à la présentation du cadre d'analyse du mémoire de maîtrise. Nous posons ici les bases à partir desquelles se construit l'analyse de l'émergence du Forum social québécois. Nous commençons par passer en revue la littérature ayant été produite sur les forums sociaux afin d'en ressortir les éléments utiles à la présente étude. Une fois la revue de la littérature complétée, nous présentons le cadre théorique qui oriente l'analyse, pour finalement expliquer la méthodologie employée pour mener à bien l'étude du Forum social québécois.

Revue de la littérature

Lors de la recension des écrits sur les forums sociaux, un premier constat s'est imposé : peu de littérature a été produite sur l'émergence des forums sociaux. À partir de la littérature étudiée nous avons également constaté l'absence relative d'analyse sur les forums sociaux régionaux ou nationaux ; les chercheurs paraissant préférer étudier les événements mondiaux et/ou continentaux.

Une partie substantielle de la littérature sur les forums sociaux a été consacrée à l'explication de ce phénomène nouveau. Plusieurs auteurs (de Sousa Santos 2002, 2009a, 2009b ; Albert 2009 ; Whitaker 2003, 2005, 2009 ; Wallerstein 2004 ; Sen 2009) ont cherché à définir les forums sociaux, à questionner leur pertinence, leur fonction, leur nature ainsi qu'à prédire leur futur. Bien que l'objet de la présente étude ne soit pas tant d'alimenter le débat autour de la nature des forums sociaux, il importe néanmoins d'exposer succinctement comment la littérature tente de les définir. Cette entreprise sera utile afin de mieux saisir le concept de forum social qui constitue l'objet du présent mémoire.

Bien que les débats autour de la définition des forums sociaux monopolisent une large part des écrits, des textes et ouvrages traitent de l'émergence de ceux-ci. D'une

part, certains auteurs (della Porta et Tarrow 2005 ; Rojo, Milani et Arturi 2004 ; della Porta, Andretta, Mosca et Reiter 2006 ; della Porta 2008 ; Farrer 2009 ; Brunelle 2009) se sont employés à expliquer l'émergence de ce type d'action altermondialiste par l'établissement d'une relation entre la mondialisation néolibérale, la transnationalisation de l'action collective et l'émergence des forums sociaux. D'autre part, il fut possible de retracer des ouvrages traitant plus ou moins directement des conditions d'émergence des forums sociaux à différentes échelles (Allahwala et Keil 2005 ; Mathieu 2005 ; Giraud, Garcia, Mouchard et Yon 2005 ; Canet 2008a ; Guerrero, Luu et Wiesner 2009).

La présente revue de la littérature est divisée en trois parties. La première est articulée autour de la définition des forums sociaux, la seconde traite de la mondialisation néolibérale comme point de départ de l'élaboration de la formule des forums sociaux, et la troisième ressort de la littérature les facteurs explicatifs de l'émergence et de la multiplication des forums sociaux à différentes échelles.

1. Qu'est-ce qu'un forum social?

1.1. Le forum social en tant que processus

Des auteurs tels que Whitaker (2005, 2009), de Sousa Santos (2002, 2008), Sen (2009), Conway (2005), Canet et Perrault (2006) et Wallerstein (2004), se sont employés à définir le concept de forum social. Tout d'abord, en dépit de son caractère événementiel, la plupart des auteurs s'entendent sur le fait que le Forum social mondial est plus qu'un événement; c'est un processus (Allahwala et Keil 2005, Conway 2005). Pour Conway (2005), le Forum social mondial ne peut se réduire à n'être qu'un événement annuel puisque celui-ci est en constante évolution. En effet, des centaines de forums sociaux se sont organisés et s'organisent toujours à travers le monde et ce, à différentes échelles et sur différents territoires. Ceci lui permet de qualifier les forums sociaux de « global process ». En ce sens, le forum social ne doit pas être considéré comme un événement annuel ou, comme le dirait Ventura (2006), comme une « foire ».

Toutefois, l'idée d'un processus mondial ne fait pas l'unanimité. Bien que l'expansion des forums sociaux soit positive pour le mouvement altermondialiste qui voit ainsi une diffusion sans précédent des idées et valeurs dont il fait la promotion, il n'empêche que pour Sen (2009), le Forum « is becoming an alienating event suffering from gigantism » (167). Ce dernier en vient à qualifier la formule des forums sociaux de marque de commerce et de franchise mondiale.

Il est vrai qu'on assiste ces dernières années à un processus d'expansion et de diffusion des forums sociaux à différentes échelles. D'abord conçu en réaction au Sommet économique de Davos, le Forum social mondial a évolué depuis sa création en 2001 notamment au niveau du nombre croissant de participants passant de 16 400 lors du premier Forum social mondial à 100 000 lors du troisième qui s'est tenu seulement deux ans plus tard (della Porta et al. 2006).

De plus, c'est en 2002 qu'est mise en œuvre une « stratégie de mondialisation et d'enracinement des forums sociaux » (Corrêa Leite 2005 dans Canet 2008a). Cette stratégie, développée par le Conseil international du FSM, s'est tout d'abord traduite par la délocalisation du FSM – qui quitte en 2004 le territoire brésilien pour tenir le quatrième FSM en Inde – ainsi que par l'exportation de la formule des forums sociaux à différentes échelles (continentale, nationale, régionale et locale). C'est donc à partir de 2002 qu'on assiste à la multiplication des forums sociaux à l'échelle locale et macro régionale (della Porta 2008). C'est dans cette logique de multiplication des forums sociaux que s'inscrit le Forum social québécois.

1.2. Un espace controversé

Élément central de la définition d'un forum social, le concept d'espace suscite beaucoup de réactions chez les auteurs. Dans sa définition, le Forum social mondial, se décrit comme un espace de rencontre³. Pour l'un de ses fondateurs, Whitaker, le forum social constitue un « espace d'expression pluraliste », un « espace planétaire d'échange et d'apprentissage » (cité dans Perez et Ferrari 2007). On parle aussi du forum comme étant un « espace de convergence de la diversité des pratiques alternatives » (Canet 2008a), « a space for the affirmation, amplification and construction of rights in the global arena (...) a space for widening democracy, subjective and symbolic horizons -- for the recovery of a utopian perspective and for thinking about a different possible world » (Vargas 2009, 185). La majorité des auteurs conçoivent les forums sociaux comme un espace. Toutefois, des questionnements se fondent autour de la qualification de ce concept.

1.2.1. Un espace ouvert ? Plusieurs auteurs se questionnent sur le caractère ouvert du Forum social mondial. Le concept d'espace ouvert est défini comme suit par Keraghel et Sen (2004) : « an undifferentiated space, with no structure, no mediation or control, no centre, and no margins ; and no exclusions » (489). Pour Pleyers (2004), l'idée d'un espace dépourvu de structure, d'exclusion et de pouvoir constitue une utopie. S'appuyant sur Crozier et Friedberg (1977 dans Pleyers 2004), il soutient que le pouvoir et la structure sont inhérents à tout contexte social et que le forum social n'en est pas dépourvu. Ce dernier souligne que plusieurs éléments des forums comme par exemple, son lieu, sa fréquence, les sujets qui y sont abordés ainsi que l'exclusion de certains groupes résultent de relations de pouvoir (Pleyers 2004). Ce pouvoir serait détenu principalement par les organes du Forum social mondial, soit le

³ « Le Forum Social Mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain » (Forum Social Mondial, 2001).

Conseil international et le Comité organisateur et serait ainsi en contradiction avec les concepts d'espace ouvert et d'auto-organisation :

In other words, there would appear to be a sharp contrast between the tendencies to autonomous, self-organised behaviour exhibited by participants in a large process such as the organisers of the Forum profess to believe in and the tendencies among organisers to somewhat centralised and opaque decision-making (Keraghel et Sen 2004, 489).

Waterman (2009) abonde dans le même sens en critiquant la concentration du pouvoir au Centre, c'est-à-dire entre les mains des comités du FSM, mais également le traitement différencié de certaines « célébrités » des forums sociaux. Pour Wallerstein (2004), il est essentiel qu'une organisation hiérarchique se mette en place, sans quoi, c'est l'existence même du forum qui est remise en cause. Teivainen (2004) est également conscient de la présence de relations de pouvoir au sein des Forums sociaux mondiaux, mais n'entend pas la remettre en cause puisque, selon lui, cette présence est essentielle ; dans le cas contraire, le FSM serait un événement apolitique.

En outre, le concept d'espace ouvert implique l'absence totale de discrimination ou d'exclusion, ce qui ne semble pas être le cas. En effet, le concept d'espace ouvert est largement remis en question en ce qui a trait à sa réelle ouverture. La relativité du concept d'ouverture se constate dans la définition même du Forum social mondial tirée de sa Charte des Principes :

Le Forum Social Mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain (Forum Social Mondial 2001).

On constate que le Forum social mondial est ouvert aux *instances et mouvements de la société civile*, excluant ainsi l'individu non-affilié à une organisation. Sen (2009) déplore en fait cette catégorisation des participants, divisés en deux groupes, soit les organisations participantes et les individus observateurs. Ce dernier relève une autre

contradiction en lien avec le concept d'espace ouvert, soit l'impérative nécessité d'adhésion aux valeurs altermondialistes. En effet, la Charte est claire sur ce point : pour participer aux FSMs, il faut préalablement *s'opposer au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et [s'employer] à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain* (Forum Social Mondial 2001). Pour Sen (2009), « if the Forum is indeed restricted to only those who already have a clear and defined position, how can it be considered to be 'open' ? » (170). Il va même jusqu'à parler d'espace fermé:

In sum, the World (Social Forum) is being rendered in black and white with no spaces for shades of grey. If this is so, what is the difference between the Forum and any other ideologically driven organisation, such as a political party or an organised religion? There are many signs that the WSF is fast becoming a closed space, reserved for the committed and convertes alone. And that 'the Forum' is becoming a party or institutionalised religion with its own leaders, priests and congregation (Sen 2009, 172).

Toujours en lien avec la notion d'espace ouvert d'inclusion, plusieurs auteurs s'entendent pour contredire cette notion en arguant qu'au contraire le FSM serait « coupable » d'exclusion. Tout d'abord, par sa Charte, le FSM exclut explicitement les partis politiques et les groupes armés : « Ne pourront participer au Forum en tant que tels les représentations de partis, ni les organisations militaires » (Forum social mondial 2001). De plus, sans que ce soit explicitement formulé, des auteurs déclarent que certains groupes sont victimes d'exclusion. Pensons aux populations très pauvres, qui ne peuvent accéder au Forum puisqu'ils ne peuvent déboursier les frais d'inscription. Aussi, c'est principalement lors du Forum social mondial de 2004, qui s'est tenu en Inde, que les musulmans, les Dalits (intouchables) ainsi que les indigènes furent exclus (Caruso 2004). Pour Caruso (2004), l'exclusion est attribuable à l'absence de régulation. Daulatzai (2004), pour sa part, dénonce le caractère séculier des Forums sociaux mondiaux, qui selon elle, serait responsable de l'aliénation des croyants.

Pour Whitaker (2009), la nuance se situe au niveau de la neutralité de l'espace. Selon lui, les forums sociaux sont bel et bien des espaces ouverts exempts de discrimination qui font de la diversité un principe fondamental. Toutefois, il soutient que cet espace n'est pas neutre, en ce sens qu'il est réservé exclusivement aux participants adhérant aux principes de la Charte. Selon Whitaker (2009), cette absence de neutralité ne remettrait donc pas en question le caractère ouvert du forum.

1.2.2. Un espace ou un acteur ? Les auteurs ne s'entendent pas non plus sur le maintien ou non du forum en tant qu'espace, certains désirant passer de « forum-espace à forum-acteur » (Teivainen 2004). Le Forum social, tel qu'il est conçu, rejette toute forme de délibération et de représentation. Aucune décision n'est donc prise au sein du forum, aucune action n'est orchestrée en son nom. Bref, dans sa conception, le forum refuse d'être un acteur social, il reste un espace accueillant des acteurs et mouvements, un espace au sein duquel peuvent émerger des actions, mais de façon indépendante.

Selon Whitaker (2009), l'un des plus grands potentiels du forum réside justement dans le fait d'être un espace puisqu'il permet ainsi la création de mouvements qui eux, vont mener des actions en vue de créer une autre mondialisation. Il a d'ailleurs élaboré une comparaison différenciant le mouvement de l'espace. Pour lui, un mouvement rassemble afin de mener à bien certains objectifs collectifs et ce, en élaborant des stratégies permettant l'atteinte de ces objectifs préalablement définis. Il implique la formulation d'un programme d'action ainsi que la répartition des responsabilités entre les membres du mouvement. En dépit du caractère démocratique du mouvement, la structure organisationnelle est nécessairement pyramidale. L'espace, quant à lui, est exempt de chef et est essentiellement horizontal (Whitaker 2009).

Ce débat a fait – et fait encore – couler beaucoup d'encre, nous laisserons à d'autres le soin de le trancher, puisque ce n'est pas l'objet du présent mémoire.

1.3. À quoi servent les forums sociaux ?

Une partie de la littérature porte sur l'utilité des forums sociaux. La majorité des auteurs s'entendent sur deux principales fonctions des forums sociaux. D'abord, les forums sociaux constituent un « espace public de débat et de confrontation » (citation de Whitaker dans Aguiton (collectif) 2003). Pour Allahwala et Keil (2005), le FSM est une place de rencontre, un espace communicatif où sont partagées des expériences. Pour Canet (2008a), l'expansion des forums sociaux « a permis l'éclosion d'une multiplicité de lieux de débat, de rencontres, de mise en réseau de pratiques alternatives » (42). Ces rencontres auraient entre autres permis, selon de Sousa Santos (2002), de faire prendre conscience aux groupes altermondialistes de leur globalité.

Ensuite, les forums sociaux remplissent une fonction essentielle à l'avancée du mouvement altermondialiste soit de promouvoir la formation de mouvements, la création d'alliances et de réseaux de solidarité ainsi que la formulation d'alternatives (Allahwala et Keil 2005). Les forums sociaux servent, selon Brunelle (2009), de catalyseurs ainsi que de facilitateurs de mobilisation aux niveaux mondiaux, nationaux, communautaires ainsi que locaux. Ainsi, l'émergence d'un forum social au sein d'une société donnée pourrait s'expliquer par la volonté de créer un espace de débat et de favoriser la mobilisation et le réseautage à l'intérieur même de cette société.

Une des façons permettant de comprendre l'émergence d'un forum social est de s'interroger sur ses fonctions ainsi que sur les bénéfices pouvant découler de la tenue d'un tel événement. Nous présupposons une forme de rationalité inhérente aux organisateurs de forums sociaux à partir de laquelle s'élabore leur intérêt à organiser un forum social. Ainsi, la prise en compte de l'utilité des forums sociaux nous permet d'expliquer en partie les motivations derrière l'organisation d'un forum social.

2. Contexte de mondialisation économique

Au-delà des débats définitionnels sur la nature des forums sociaux, certains auteurs se sont intéressés à comprendre d'où viennent les forums sociaux, c'est-à-dire à expliquer l'émergence de la formule forum social qu'ils lient au contexte mondial marqué par la mondialisation de l'économie et par la transnationalisation de l'action collective. Il s'agit maintenant de repérer dans la littérature les éléments contextuels en lien avec l'avènement de la mondialisation. Ces éléments découlant de la mondialisation contribuent à la compréhension de l'émergence des forums sociaux par ses effets sur l'action collective.

Tout d'abord, plusieurs s'entendent pour dire que les mobilisations contre l'OMC à Seattle en 1999 constituent un point tournant dans la constitution du mouvement altermondialiste. Selon della Porta et ses collaborateurs (2006), c'est à la suite des événements de Seattle qu'entre dans la sphère publique les revendications en faveur d'une transformation de la mondialisation. C'est aussi à partir de ce moment que débute une vague de contre-sommets et de manifestations orchestrées en réaction aux réunions internationales réunissant les principaux acteurs et promoteurs de la mondialisation économique néolibérale. Ce serait à Seattle qu'aurait « été établie une forme de cérémonial qui s'est reproduit lors des grandes rencontres internationales d'organisations ou regroupements de pays dont l'ordre du jour était dicté par la mise en place de réformes ultralibérales » (Vaillancourt 2008, 17).

L'étude de la signification de la « bataille de Seattle » (Smith 2001) nous est utile principalement parce qu'elle met en lumière l'émergence de nouveaux répertoires d'action ainsi que le retour aux manifestations de rues ; ces dernières ayant renforcé les liens entre les différents acteurs. C'est à ce moment-là que s'est effectué un changement identitaire chez les activistes qui sont passés de défenseurs d'un enjeu particulier à défenseurs d'enjeux globaux visant l'élaboration d'une autre mondialisation (della Porta et al. 2006). Bref, si l'on se fie à ces propos, les événements de Seattle auraient en quelque sorte donné naissance au mouvement

altermondialiste.

Pour della Porta (2008), la mondialisation néolibérale aurait eu un double effet sur les mouvements sociaux. D'abord, elle soutient que la mondialisation aurait diminué la capacité de mobilisation des mouvements sociaux ainsi que la possibilité d'action collective vu l'internationalisation du politique ainsi que la diminution de la capacité d'intervention économique et de régulation sociale des États. Les mouvements sociaux auraient moins de prise sur le pouvoir politique national puisque ce dernier aurait lui-même vu ses pouvoirs diminuer. Parallèlement, l'auteure soutient que la mondialisation, mais surtout la mobilisation contre la mondialisation, aurait généré de nouvelles opportunités pour les mouvements :

Suite à Seattle, il est devenu évident que les différents phénomènes combinés de manière aléatoire, dans la définition de la mondialisation, produisent des conflits nouveaux, créant une structure complexe d'opportunités et de liens. Comme cela a été le cas à Prague, à Porto Alegre, à Göteborg et à Gênes, les divers acteurs impliqués dans ce mouvement de contestation se sont en outre « mis en réseau », ce qui a donné naissance à une mobilisation commune.

En effet, elle va même plus loin en avançant que la principale caractéristique du mouvement contre la mondialisation néolibérale est d'avoir créé des opportunités favorisant les contacts entre des groupes, associations, réseaux, organisations et individus ayant leurs propres structures organisationnelles, leurs propres modes d'action ; bref leurs propres différences (della Porta et al. 2006).

L'aspect « générateur d'opportunités » de la mondialisation est également soulevé par Guidry, Kennedy et Zald (2000) lorsqu'ils évoquent que la « (...) globalization has provided social movements with new possibly significant opportunities and resources for influencing both state and nonstate actors » (1). La mondialisation a également créé de nouvelles opportunités pour le mouvement altermondialiste. En effet, les différentes organisations le constituant ont vu apparaître de nouvelles arènes leur permettant non plus seulement d'agir au niveau national, mais également au niveau transnational. Ceci leur permet de créer de nouveaux réseaux, de coordonner leurs

activités et de construire des programmes et des cadres globaux (Passy 1999).

Dans *Globalization from Below*, della Porta et ses collaborateurs (2006) soulignent que les circonstances entourant la mondialisation de l'économie (auto-régulation des marchés, libération des mouvements de capitaux et de biens, détérioration des programmes sociaux et incapacité des gouvernements à régler certains problèmes économiques et sociaux) ont entraîné un désintérêt ainsi qu'une perte de confiance du citoyen dans les formes traditionnelles de participation politique. Cette perte de confiance dans les institutions représentatives contribue à la création d'espaces publics autres, autonomes des partis politiques, de la logique marchande ainsi que des médias traditionnels (della Porta et Tarrow 2005). Le Forum social mondial serait l'expression d'une nouvelle forme de participation politique créée en réaction à cette crise de la représentation politique (Rojo et al. 2004). Les Forums sociaux seraient également une réponse à la diminution de l'engagement dans les partis politiques (Farrer 2009).

Avant de conclure cette partie, il importe de citer le travail de Brunelle (2009), qui semble avoir été l'un des seuls à avoir développé une argumentation traitant directement des facteurs – en lien avec la mondialisation – ayant permis l'émergence des forums sociaux. Selon lui, la mondialisation via les accords de libre-échange en Amérique, aurait créé un « ajustement structurel majeur » qui a permis la convergence entre les opposants à ces accords tant au niveau national que transnational. Il rend cette mobilisation sociale responsable de la mise en place des forums sociaux, tout comme le sont également les mouvements de protestation contre le Forum économique mondial, l'émergence des mouvements populaires manifestant contre les institutions internationales, ainsi que l'insatisfaction grandissante des organisations non-gouvernementales (ONG) à l'égard de l'Organisation des Nations Unies (ONU). De ces mobilisations se serait développé une conscience chez les mouvements sociaux que l'action collective ne doit plus uniquement être orientée autour de l'espace national, mais qu'elle doit également se transposer à l'échelle

transnationale (Brunelle 2009).

Ce qu'il y a d'intéressant avec la thèse de Brunelle (2009), c'est qu'il réaffirme la pertinence de la mobilisation nationale. Selon lui, ces nouvelles pratiques de mobilisation sont intimement liées à la perte de souveraineté de l'État ainsi qu'à la réduction de sa capacité à favoriser le bien commun.

Bref, la littérature sur les forums sociaux, par le fait qu'elle touche à la transnationalisation de l'action collective, nous éclaire sur le processus d'émergence des forums sociaux. Tout ce qui précède a bien été résumé par Tarrow (2000) :

(...) l'émergence de la mondialisation modifie les rapports entre les États et les individus qui les composent mais également la nature même des mouvements sociaux et les institutions internationales créées par les États pour servir des intérêts communs, ont un effet d'ancrage et de montée en puissance pour les acteurs non étatiques, et leur fournissent les ressources, les opportunités et les motivations grâce auxquelles il peuvent s'organiser et se mobiliser à l'échelon transnational.

L'émergence des forums sociaux est donc intimement liée au contexte de mondialisation économique néolibérale qui a accru les opportunités de réseautage et de concertation des luttes et réorienté l'action collective au niveau transnational. La mondialisation aurait ainsi posé les jalons de la création du Forum social mondial.

Cette littérature, bien qu'elle explique l'émergence de la formule des forums sociaux, n'explique pas précisément le phénomène de multiplication et de régionalisation des forums sociaux. C'est davantage la littérature traitant des conditions d'émergence des forums sociaux qui le fait.

3. Facteurs explicatifs de l'émergence des forums sociaux

Outre les facteurs liés à la mondialisation néolibérale, la littérature nous a permis de dégager quelques éléments permettant d'expliquer pourquoi des acteurs en viennent à vouloir organiser un forum social. C'est entre autres par cet apport, que la littérature nous permet de comprendre pourquoi des forums sociaux émergent. Cette question

est directement liée à l'objet de recherche puisqu'il sera ainsi possible d'effectuer des parallèles entre ces conditions d'émergence recensés dans les écrits et celles ayant mené à l'organisation d'un forum social national au Québec.

Ce que la littérature nous apprend à ce propos sera divisé en trois catégories :

- 1- La diffusion de la formule des forums sociaux
- 2- Éléments contextuels (contexte national)
- 3- Importance des ressources dans l'organisation d'un forum social

3.1. La diffusion de la formule des forums sociaux

Le premier facteur explicatif de l'émergence des forums sociaux locaux ou macro régionaux relevé est lié à la diffusion de la formule des forums sociaux qui s'articule, d'après la littérature, de trois façons : diffusion par le Forum social mondial, diffusion du mondial au national et diffusion du local au national.

3.1.1. Diffusion attribuable au FSM. Tout d'abord, la propension à organiser des forums sociaux à d'autres échelles que l'échelle mondiale, serait à prime abord attribuable au Forum social mondial lui-même. En effet, à la lumière des principes 13 et 14 de la Charte des Principes du Forum Social Mondial, nous constatons que c'est dans la logique du FSM de favoriser la mobilisation à d'autres échelles et dans d'autres lieux :

Principe 13 :

Le Forum Social Mondial, en tant qu'espace d'articulation, cherche à fortifier et à créer de nouvelles articulations nationales et internationales entre les instances et mouvements de la société civile qui augmentent, tant dans la sphère de la vie publique que de la vie privée, la capacité de résistance sociale non violente au processus de déshumanisation que le monde est en train de vivre et à la violence utilisée par l'État, et renforcent les initiatives d'humanisation en cours, par l'action de ces mouvements et instances.

Principe 14 :

Le Forum Social Mondial est un processus qui stimule les instances et mouvements qui y participent à situer, au niveau local ou national, leurs actions, comme les questions de citoyenneté planétaire, en

cherchant à prendre une part active dans les instances internationales, introduisant dans l'agenda mondial les pratiques transformatrices qu'ils expérimentent dans la construction d'un monde nouveau (Forum Social Mondial 2001).

D'ailleurs, Canet (2008a) soutient que le Conseil international du FSM, dans le but de favoriser la diffusion de la formule des forums sociaux, a élaboré une stratégie d'internationalisation des forums sociaux comprenant quatre logiques. La première, est la logique de délocalisation du FSM, a pour but de permettre l'inclusion et de stimuler la participation des peuples dont la présence aux Forums sociaux mondiaux est faible, voire nulle. Pour ce faire, de nouvelles formules ont été pratiquées comme par exemple, le Forum polycentrique. En 2006, au lieu d'organiser le FSM dans un seul et même lieu, on décide de le tenir en trois lieux distincts, soit à Caracas (Vénézuéla), à Bamako (Mali) ainsi qu'à Karachi (Pakistan) (Beudet, 2006). La seconde logique, soit celle de la multiplication des forums sociaux, nous intéresse particulièrement car c'est celle qui vise à multiplier les forums aux niveaux nationaux, régionaux et locaux. L'organisation de forums sectoriels en parallèle au FSM s'inscrit dans la logique de déclinaison des forums. On cherche ici à rapprocher des groupes issus d'un même secteur d'activités qui ont des intérêts en commun, dans le but d'approfondir le débat autour d'enjeux spécifiques. Finalement, la logique de diversification des thématiques a pour but de créer des espaces de réflexion, géographiquement situés sur le territoire du FSM, autour de thématiques particulières. Nous verrons que la tenue d'un Forum social québécois est en partie attribuable à cette stratégie d'internationalisation décrite par Canet (2008a).

Précisons que les déclinaisons continentales, nationales, régionales, locales et thématiques des forums sociaux sont autonomes du Forum social mondial. Elles sont organisées au sein de leur espace sans entretenir de liens organisationnels formels avec les organes du FSM (Wallerstein 2004). Ainsi, le Forum social mondial n'est pas en mesure de « commander » des forums sociaux. Ce sont les acteurs locaux qui prennent, eux-mêmes, l'initiative de l'organisation d'un forum social.

3.1.2. *Du mondial au national.* La seconde façon dont la diffusion s'opère est directement liée à la participation à l'événement mondial. Le fait de participer à un Forum social mondial stimulerait le désir d'importer la formule des forums sociaux en sol national. Ainsi, la participation d'acteurs aux Forums sociaux mondiaux serait un élément d'analyse incontournable dans la compréhension de la multiplication des expériences locales et macro-régionales.

Dans *World Social Forum : Challenging Empires*, Guerrero et al. (2009) ont documenté le premier Forum social États-Unis (United States Social Forum (USSF)) et mis en lumière le rôle d'une organisation soit le *Grassroots Global Justice* (GGJ) dans le succès de l'événement. En fait, le rôle premier de cette organisation, qui a d'ailleurs été créée à la suite et en lien avec le second FSM à Porto Alegre, était de constituer des délégations composées de leaders de différentes organisations progressistes américaines dans le but de participer aux Forums sociaux mondiaux (Guerrero et al. 2009). Nous savons que la délégation québécoise aux Forums sociaux mondiaux est imposante. Nous questionnerons le lien entre la forte participation des Québécois à ces événements mondiaux et l'importation de la formule des forums sociaux au Québec.

3.1.3. *Du local au national.* La troisième et dernière façon dont la diffusion de la formule des forums sociaux se matérialise est via la tenue de forums sociaux locaux au sein de l'espace national. Toujours selon Guerrero et al. (2009), le succès du Forum social États-Unis tenu en 2007, est attribuable en partie à la tenue, un an auparavant, de deux forums sociaux régionaux, soit le *Southeast Social Forum* à Durham ainsi que le *Border Social Forum* (Forum de la frontière). Le *Border Social Forum*, qui s'est tenu en octobre 2006 au Mexique près de la frontière américaine, serait, selon Brunelle (2007) « l'ancêtre immédiat » du Forum social États-Unis (6). Ces deux forums sociaux « set the tone for the USSF in 2007 » (Guerrero et al. 2009, 323). Le succès de ces événements a, selon Guerrero et ses collaborateurs (2009),

créé un effet d'entraînement à la grandeur du pays (Guerrero et al. 2009). Tout comme dans le cas des États-Unis, avant qu'ait lieu le premier forum social national au Québec, plusieurs forums sociaux locaux, thématiques et régionaux ont été organisés. Peut-on dans le cas du Québec, parler de diffusion du local au national? C'est ce que nous étudions à la fin du deuxième chapitre.

3.2. Éléments contextuels (contexte national)

Par la recension de la littérature sur les forums sociaux, nous avons découvert que l'intérêt à organiser un forum social à l'échelle nationale peut être lié au contexte politique de cette société.

Tout d'abord, certains auteurs, dont Allahwala et Keil (2005) et Teivainen (2002), s'entendent pour dire que le fait que plusieurs Forums sociaux mondiaux se soient tenus au Brésil, relève de conditions propres à ce pays, dont principalement le fait qu'un gouvernement de centre-gauche, dirigé par le Parti des Travailleurs (PT), soit au pouvoir. Ce gouvernement, dirigé par Luiz Inácio Lula da Silva, a donné son appui à l'organisation de forums sociaux au Brésil (Beaudet 2006). Le retrait des mouvements sociaux traditionnels brésiliens au profit des nouveaux mouvements sociaux aurait également contribué à faire du Brésil un lieu propice à l'accueil de Forums sociaux mondiaux (Allahwala et Keil 2005).

Aux États-Unis, c'est principalement le contexte politique qui a permis le United States Social Forum (USSF). En effet, le Forum social États-Unis est en quelque sorte une réaction aux politiques de l'administration de Bush (la militarisation de la frontière mexicaine, la guerre en Irak et l'invasion de l'Afghanistan). Ces décisions politiques ont eu un effet sur la mobilisation du peuple américain, ce qui permet à Guerrero et ses collaborateurs (2009) de les qualifier de « *movement building moments* », c'est-à-dire de moments fondateurs (323). Ainsi, on peut affirmer qu'il existe un lien entre l'activité gouvernementale et la mobilisation des acteurs. Au

Québec, nous verrons que la montée de la droite gouvernementale a motivé l'organisation du Forum social québécois.

3.3. *Importance des ressources dans le processus*

La littérature nous a permis de réaliser l'importance des ressources dans l'organisation d'un forum social. Notons que par ressources nous attachons une importance particulière à celles émanant des acteurs et des organisations, mais également aux ressources matérielles et humaines.

La littérature insiste particulièrement sur l'importance des organisations syndicales dans le processus des forums sociaux. En effet, le mouvement altermondialiste a cherché à établir des « connexions étroites avec les syndicats » (Mathieu 2005) qui eux, au départ, résistaient à se joindre au mouvement. Une fois impliqués, ils se sont érigés en « acteurs indispensables » (Giraud et al. 2005). Ils ont d'ailleurs permis l'élargissement du Forum social européen. Selon Giraud et ses collaborateurs (2005) :

l'investissement de permanents syndicaux dans l'organisation du forum et le rôle prépondérant qu'ils ont joué grâce à leur savoir-faire militant et à la mise en œuvre de stratégies de coopération durable ont constitué autant de ressources pour imposer et rendre visibles leurs préoccupations (204).

Bien que la participation des syndicats soit vue comme un facilitateur de la réussite d'un forum social, leur absence elle, peut nuire au processus. Sans insinuer que la non participation des syndicats aurait retardé le Forum social États-Unis, il n'empêche que Guerrero et ses collaborateurs (2009) évoquent le fait que le dialogue avec les syndicats était pratiquement impossible en 2005 puisque l'*American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO) était en pleine tourmente. C'est seulement en décembre 2006 que les organisateurs du USSF ont pu former un groupe sur la thématique du travail constitué essentiellement de syndicalistes et d'organisations syndicales. Et c'est en juillet 2007 qu'on a pu voir se tenir le premier Forum social États-Unis. Le rôle prépondérant des syndicats dans l'organisation du Forum social québécois sera analysé au quatrième chapitre.

Outre les syndicats, d'autres acteurs jouent un rôle primordial dans l'organisation d'un forum social. C'est d'ailleurs ce que soutient Lilian Mathieu (2005) lorsqu'il fait état de l'importance de l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyennes et citoyens (ATTAC) dans la préparation du Forum social européen de Saint-Denis en 2003. Parallèlement, le rôle d'Alternatives et d'Alter-UQÀM dans le Forum social québécois sera questionné.

Au Brésil, c'est à trois organisations que sont attribuables la tenue des forums sociaux en sol brésilien. Premièrement, deux organisations majeures, soient le Mouvement des sans-terre (MST) et le Central Unica dos Trabalhadores (CUT)⁴ auraient initié des changements dans la vie politique brésilienne. À cet effet, l'expérience du budget participatif à Porto Alegre aurait révélé le désir d'aller vers une démocratie participative. Deuxièmement, le Parti des Travailleurs (PT) aurait joué un rôle non-négligeable, principalement en finançant l'événement (Allahwala et Keil 2005).

De plus, l'absence ou la présence de certains groupes soit elle aussi déterminante dans la tenue d'un forum social. En effet, Guerrero et ses collaborateurs (2009) soulignent que le *Northwest Social Forum* de 2004 a été annulé seulement deux semaines avant sa tenue parce que le comité des Premières nations, et ensuite le comité de la jeunesse, ont décidé de ne plus prendre part à l'événement.

La littérature sur les forums sociaux, parce qu'elle nous permet de saisir la nature de cette forme particulière de mobilisation, de lier sa création au contexte de mondialisation économique et d'établir des facteurs expliquant leur émergence et, conséquemment, leur multiplication, nous servira de référence pour le présent mémoire.

⁴ La CUT est la plus grande fédération syndicale du Brésil.

4. Comment conceptualiser le forum social ?

À la lumière des débats autour de la nature des forums sociaux, nous avons élaboré notre propre conception du forum social. Ainsi, nous envisageons le forum social comme étant un mode nouveau et particulier d'action collective altermondialiste qui permet de rassembler une pléthore d'acteurs issus de divers secteurs et lieux qui ont en commun leur opposition à la mondialisation néolibérale. Même si nous croyons que la dynamique des forums sociaux constitue un processus, nous envisageons pour l'instant le Forum social québécois comme un événement. Éventuellement, le Forum social québécois pourrait se concevoir comme un processus, si ce premier Forum social québécois débouchait sur la tenue régulière d'autres forums sociaux au Québec. Nous considérons le forum social essentiellement comme un espace au sein duquel peuvent émerger des actions et ce, par la création de réseaux et l'établissement de liens entre les participants. Même si nous considérons le forum social comme un espace et non un acteur, nous tenons à préciser que nous envisageons la tenue d'un forum social comme étant une action collective menée par des acteurs. Nous considérons que les forums sociaux contribuent à renforcer l'activisme et la force du mouvement altermondialiste et finalement, qu'ils s'inscrivent dans le contexte de mondialisation et de transnationalisation de l'action collective.

Notre vision des forums sociaux maintenant précisée, nous présentons le cadre à partir duquel nous étudions le Forum social québécois.

Cadre théorique

Afin de répondre à la question « pourquoi un Forum social au Québec en 2007? », nous empruntons à la théorie des mouvements sociaux trois approches particulières, soit la théorie de la diffusion transnationale, la théorie de la structure des opportunités politiques ainsi que la théorie de la mobilisation des ressources. Avant de justifier la pertinence de ces approches théoriques, il importe de spécifier, compte tenu de la

forme particulière et non conventionnelle de l'objet d'étude, en quoi la théorie sur les mouvements sociaux est appropriée.

Les auteurs ne s'entendent pas sur la nature du forum social en ce sens qu'on hésite à le qualifier de mouvement social. Toutefois, la littérature produite sur les forums sociaux s'inspire essentiellement de théories, de concepts et de la littérature sur les mouvements sociaux.

Nous envisageons les forums sociaux comme étant une action collective. Par action collective, nous entendons un « agir-ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une « cause » » (Neveu 2005, 9-10). Mais est-ce un mouvement social ? della Porta et Diani (2006) ont élaboré une définition du mouvement social. Le mouvement social constitue un processus par lequel des acteurs s'engagent dans une action collective. Pour eux (2006), les acteurs des mouvements sociaux : « are involved in conflictual relations with clearly identified opponents ; are linked by dense informal networks ; share a distinct collective identity » (20).

Trois éléments composent cette définition. L'un des éléments est l'élément d'appartenance. En effet, l'existence d'un mouvement social présuppose un réseau d'échanges entre les membres du mouvement (individus et/ou organisations) qui tient lieu de structure organisationnelle. De plus, le partage d'une identité collective constitue une caractéristique essentielle d'un mouvement social. Cette identité se construit en relation avec une cible de protestation et par la définition de valeurs ou idées partagées permettant aux membres l'identification au mouvement (della Porta et al. 2006). La dernière caractéristique du mouvement social est l'interaction conflictuelle avec les opposants. Pour qu'il y ait mouvement social il faut qu'il y ait des actions menées, des formes de protestation.

En reprenant l'élément d'appartenance de la définition de della Porta et Diani (2006), nous pouvons dire qu'au sein du forum social mondial existe plusieurs réseaux et qu'il y a une forme de structure organisationnelle. La caractéristique d'identité partagée, convient au forum social. En effet, la participation au forum présuppose l'adhésion aux principes de la Charte des Principes du Forum social mondial, ce qui implique de partager les valeurs y étant promulguées. Les participants adhèrent aux valeurs altermondialistes et s'opposent à la mondialisation néolibérale, ayant ainsi une cible de protestation commune. Là où la définition de mouvement social ne cadre pas avec le forum, c'est au niveau de la dimension action. Être un mouvement social implique de mener des actions. En dépit du débat entourant la transformation du « forum-espace en forum-acteur », il demeure que pour l'instant le forum demeure un espace se refusant à l'action.

Certains qualifient le Forum social mondial de « mouvement de mouvements » notamment parce qu'il favorise la réunion de mouvements sociaux ainsi que la création de réseaux. Ainsi, sans être un mouvement social en lui-même, le forum remplit une fonction non négligeable pour les mouvements sociaux et ce, en « helping such movements organize, clarify focus and implement strategies ». (Marcuse 2005, 421). Mais même si, dans ses principes, le forum social se refuse à toute action et ne se définit pas comme étant un mouvement, nous allons tout de même, pour les fins de l'analyse, le considérer comme tel en utilisant tout comme la majorité des chercheurs ayant étudié les forums sociaux, les théories des mouvements sociaux.

1. La théorie de la diffusion transnationale

Les théories sur les mouvements sociaux se sont intéressées à la diffusion de la contestation et des formes d'action collective dans le contexte de la transnationalisation des mouvements sociaux. L'approche privilégiée afin d'étudier la question de la diffusion de la formule des forums sociaux est celle développée par Chabot et Duyvendak (2002) et ce, pour les raisons suivantes.

Alors que plusieurs théoriciens de la diffusion conçoivent l'item de diffusion – dans notre cas, les forums sociaux – comme étant figé, Chabot et Duyvendak (2002), pour leur part, avancent que celui-ci peut être dynamique, malléable et ambigu, tant dans sa transmission que dans sa réception. Cette conception convient à l'item de diffusion à l'étude, puisqu'on considère le forum social comme quelque chose de mouvant, d'adaptatif et d'évolutif. Conway (2005) définit le forum social comme un « multifaceted phenomenon » qui évolue constamment et qui est caractérisé par « great ongoing creativity and dynamism » (426). La formule des forums sociaux, bien qu'elle soit conçue selon un cadre et des principes définis, est loin d'être une forme figée dans le temps et dans l'espace. En effet, l'appropriation de la formule dans un espace autre que celui de sa naissance est sujet à des adaptations contextuelles et culturelles que Chabot et Duyvendak (2002) associent à leurs concepts de dislocation et de relocation. Ces concepts renvoient à un processus de déterritorialisation de l'information (de l'item de diffusion) par les acteurs récepteurs dans le but d'appliquer l'item de diffusion à leur milieu (2002).

De plus, Chabot et Duyvendak (2002) s'intéressent, à la façon dont les récepteurs interprètent et emploient une innovation étrangère. Ils ne cherchent pas tant à comprendre le canal de communication en lui-même, mais plutôt à saisir comment l'information est traitée.

Au lieu d'insister sur le rôle des leaders d'opinion et des sources médiatiques, Chabot et Duyvendak (2002) s'intéressent aux « communautés critiques » réceptrices. Ce concept, emprunté à Rochon (1998) se définit comme suit : « networks of excluded citizens who identify new social problems, formulate new modes of thinking and feeling, and develop new political and cultural solutions » (Rochon cité dans Chabot et Duyvendak 2002, 706). Cette définition cadre bien avec les acteurs à l'étude, qui sont tous plus ou moins liés au mouvement altermondialiste ; ce dernier étant un mouvement critique de la mondialisation néolibérale qui s'emploie à y rechercher des alternatives et solutions. Pour nous, les communautés critiques réceptrices sont les

acteurs québécois impliqués dans la lutte contre la mondialisation néolibérale ayant participé à des Forums sociaux mondiaux.

L'étude de la diffusion via les leaders d'opinion et des médias n'est pas très appropriée pour la présente étude notamment parce que la couverture des forums sociaux est plutôt faible, celle-ci se réduisant plus ou moins aux médias alternatifs. Nous croyons aussi que la diffusion de la forme forum social ne se réalise pas vraiment via les leaders d'opinions, ni les médias, mais plutôt par les réseaux et via les délégations de participants aux Forums sociaux mondiaux. Ceci réaffirme la pertinence de l'approche théorique choisie.

L'approche de Chabot et Duyvendak (2002) prévoit que la diffusion transnationale peut évoluer de façon non linéaire et qu'elle s'appuie souvent sur des mécanismes fluides et dynamiques. Selon eux, il n'existe pas nécessairement un parcours préétabli constitué d'étapes par lequel s'effectue la diffusion transnationale.

Pour certains théoriciens tels McAdam et Rucht (1993), les innovations politiques protestataires prennent origine en Occident et la diffusion se fait entre démocraties libérales à l'intérieur de systèmes sociaux hiérarchiques et ordonnés. Cette conception ne s'arrime pas du tout à l'étude de la diffusion des forums sociaux. Premièrement, parce que l'innovation forum social n'est pas née en Occident et deuxièmement, parce que la diffusion des forums sociaux s'effectue de multiples façons et entre systèmes sociaux hétérogènes. En effet, le lieu d'origine de l'innovation « forum social » est le Brésil et tous les Forums sociaux mondiaux à ce jour se sont tenus hors de l'Occident.

2. La théorie des opportunités politiques

Si l'on s'intéresse à savoir pourquoi un forum social a eu lieu au Québec, la théorie du processus politique ou d'opportunités politiques s'avère une approche théorique appropriée puisqu'elle s'intéresse au contexte politique dans lequel émergent les

mouvements sociaux. Cette théorie permet d'établir un lien entre la conjoncture politique et l'action collective. Ainsi, le contexte politique peut créer une ouverture ou une fermeture en terme d'opportunités politiques qui influence la mobilisation.

Tarrow (1994) a décomposé la structure des opportunités politiques en quatre points qui sont : le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions, le degré de stabilité des alignements politiques, l'absence ou la présence d'alliés influents et l'existence de conflits ou de divisions entre les élites politiques. Dans le cadre du troisième chapitre nous utilisons le premier élément de l'approche de la structure des opportunités politiques de Tarrow (1994), soit le degré de fermeture ou d'ouverture des institutions.

della Porta (2005) soutient que des changements se sont opérés vers la fin des années 1990 dans la structure des opportunités internationale affectant la mobilisation transnationale, mais également nationale. Selon elle, le contexte de mondialisation néolibérale a affirmé le pouvoir du marché sur celui de l'État, a accru le pouvoir de l'exécutif sur le législatif, a également renforcé le pouvoir des institutions internationales au détriment des institutions nationales. Ceci a contribué à l'affaiblissement de la démocratie représentative et à une diminution du pouvoir d'influence des mouvements sociaux sur le pouvoir politique étant donné la fermeture de leurs accès à ce dernier. La crise du keynésianisme et la prégnance de l'idéologie néolibérale aurait réduit la possibilité d'alliances entre les partis politiques et les mouvements sociaux. Conséquemment, ces derniers ont ressenti le besoin de se réappropriier l'activité politique et de favoriser la participation citoyenne (della Porta 2005). Bien que nous n'insistions pas sur le changement de la structure des opportunités internationale – car nous privilégions une approche centrée sur le national – il importe de spécifier que le contexte politique au Québec s'inscrit tout de même dans cette dynamique internationale.

3. La théorie de la mobilisation des ressources

La théorie de la mobilisation des ressources, surtout présente aux États-Unis, s'inspire des idées avancées par Mancur Olson (Olson 1965) et analyse les mouvements sociaux dans une perspective individuelle. On part du postulat que l'individu est rationnel, qu'il cherche à maximiser ses bénéfices et qu'ainsi, il s'engagera dans une action collective après avoir procédé à un calcul coûts-bénéfices. Puisque nous étudions un mouvement social à la recherche du bien commun, qui défend des valeurs collectives telles que la concertation, la participation, la justice sociale, l'égalité, cette théorie n'est peut-être pas la plus appropriée. Certes, les individus participant au Forum social québécois sont loin d'être dépourvus d'intérêts individuels, ils retirent certains bénéfices personnels à prendre part à cet événement, mais la présente recherche écarte plus ou moins la dimension individuelle pour adopter une perspective collective.

Plus précisément, la théorie de la mobilisation des ressources explique la participation à l'action collective en terme de disponibilité des ressources. Ainsi, l'émergence d'une action collective dépend de la capacité des acteurs à mobiliser des ressources telles que l'expertise, l'argent et les militants. Ce courant, représenté par McAdam, McCarthy et Zald (1996) sera largement utile afin de déterminer pourquoi le Forum social québécois a eu lieu en 2007. Nous tenons compte des ressources matérielles, financières et humaines dans l'organisation du Forum social québécois, mais nous insistons plus particulièrement sur l'organisation puisque que comme le soutiennent Bélanger et Lemieux (1996) : « (...) s'il est une ressource significative, c'est bien l'organisation ou, en d'autres termes, l'action concertée structurée et soutenue » (227). L'importance de l'organisation dans la mobilisation des ressources tient au fait qu'elle permet le rassemblement et l'aménagement d'autres ressources, qu'elle renforce la cohésion et le recrutement de militants et qu'elle attire l'attention des médias, de l'opinion publique et du pouvoir politique (Bélanger et Lemieux 1996). Ainsi, une attention particulière est accordée aux groupes, à leurs relations et, plus particulièrement, à l'importance de l'implication des syndicats dans le processus.

Par le biais de la théorie de la mobilisation des ressources, nous vérifions au Chapitre 4, l'hypothèse selon laquelle la réalisation du Forum social québécois 2007 est attribuable à la disponibilité des ressources.

Le tableau 1 résume la structure analytique du mémoire :

Tableau I. Cadre d'analyse

Chapitre	Objet du chapitre	Question du chapitre	Théorie appliquée
2	La diffusion de la forme forum social	Pourquoi un forum social?	Diffusion transnationale
3	Le contexte politique au Québec	Pourquoi au Québec?	Opportunités politiques
4	La disponibilité des ressources	Pourquoi en 2007?	Mobilisation des ressources

Méthodologie

Dans le cadre de ce projet de recherche, l'objectif est d'expliquer l'émergence du Forum social québécois. L'explication de la variable dépendante « Forum social québécois » se construit essentiellement par le biais de l'analyse de trois principales variables indépendantes soit, la diffusion de la formule des forums sociaux, le contexte politique québécois ainsi que la disponibilité des ressources. Cette analyse qualitative est réalisée grâce à l'utilisation de trois méthodes particulières : l'analyse de contenu, l'observation participante et la conduite d'entrevues.

1. L'analyse de contenu

Par l'analyse de contenu, nous cherchons à dégager des éléments d'information via l'étude de sources primaires et secondaires. En ce qui concerne les sources primaires, nous utilisons les procès verbaux des assemblées générales du Forum social québécois, les documents officiels élaborés par l'organisation du Forum (ex : communiqués de presse, programme du Forum social québécois, site Web, bilan

organisationnel, etc.). Les sources secondaires sont variées. Nous nous référons à des articles de journaux, à des colloques organisés sur le Forum social québécois ainsi qu'à des écrits sur le sujet. Le recours à la littérature sur les forums sociaux et sur l'action collective en général nous est également fort utile.

Une des difficultés à laquelle nous avons été confrontés par rapport aux sources secondaires est en lien avec l'identité militante des auteurs auxquels nous nous référons. En effet, plusieurs auteurs ayant produit de la littérature sur les forums sociaux – même la majorité d'entre eux – possèdent cette double identité d'être à la fois analyste des forums sociaux et militants. Pensons entre autres à Whitaker, Sen, Rebick et Guerrero. Au Québec, le même problème s'est posé. L'une des personnes ayant le plus documenté et analysé le Forum social québécois est Raphaël Canet. Ce professeur de sociologie a produit plusieurs articles sur le Forum social québécois dans une optique purement analytique. Dans le cadre de ce mémoire, nous nous référons fréquemment à cet auteur en tant que sociologue, mais également en tant qu'acteur puisqu'il a été le coordonnateur du Forum social québécois. Même chose pour Pierre Beudet, politologue ayant contribué à l'organisation du Forum (notamment par sa participation aux assemblées générales). Gabrielle Gérin et Nathalie Guay ; toutes deux ayant été membres du secrétariat général du Forum social québécois ont également publié des articles sur le sujet. Pensons aussi à Francis Dupuis-Déri et Diane Lamoureux qui sont à la fois politologues et militants altermondialistes ; quoique les textes auxquels nous nous référons ne traitent pas directement du Forum social québécois. Il a ainsi fallu conjuguer avec cette littérature grise. Bien que leur identité militante n'enlève rien à la validité et à la qualité de leur analyse, il faut néanmoins prendre en considération cette double identité dans l'analyse. Afin de distinguer les acteurs des auteurs, nous appellerons les acteurs à l'étude par leurs noms complets. Par exemple, au lieu de dire « Canet », nous dirons « Raphaël Canet » lorsque nous le considérons comme le coordonnateur du Forum social québécois.

2. L'observation participante

L'observation participante constitue la seconde méthode retenue. En premier lieu, nous avons assisté aux assemblées générales du Forum social québécois. Nous avons pu être témoin des débats entourant l'organisation du Forum et recenser les acteurs impliqués et présents lors des assemblées. Notre présence aux assemblées débute officiellement le 10 février 2007 lors de la quatrième assemblée générale. N'ayant pu nous présenter à la troisième, qui s'est tenue le 9 décembre 2006, nous avons fait enregistrer les débats par un collègue. Nous possédons donc un enregistrement audio de l'assemblée du 9 décembre 2006. Nous avons assisté à toutes (4) les assemblées subséquentes. Dans le but de prendre acte de l'évaluation de l'événement par les acteurs impliqués, nous avons continué d'assister aux assemblées générales après la tenue du Forum social québécois 2007. Nous étions présents aux assemblées générales du 20 octobre 2007, du 11 novembre 2007 et du 14 juin 2008; cette dernière portant sur l'organisation d'un second Forum social québécois prévu pour 2009. Toutefois, ces dernières données ne seront pas vraiment utilisées vu qu'elles sont postérieures à l'objet d'étude, sauf pour l'assemblée du 20 octobre 2007 qui suit directement l'événement.

En deuxième lieu, nous avons participé à l'événement qui s'est tenu du 23 au 26 août 2007 à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) et observé l'Assemblée des mouvements sociaux. En dernier lieu, nous avons participé au Forum social mondial de Belém (Brésil) en janvier 2009. Cette participation, quoiqu'elle ne soit pas directement liée à l'objet d'étude, a enrichi notre compréhension des forums sociaux. Le fait de faire partie de la délégation québécoise nous a également permis de rencontrer les principaux acteurs et organisateurs du Forum social québécois et d'être témoins de la dynamique et de l'action des Québécois dans les Forums sociaux mondiaux.

3. Entrevues

La conduite d'entrevues s'est avérée être une méthode fort utile pour comprendre principalement le rôle ainsi que les motivations des acteurs dans l'organisation d'un Forum social québécois. Des entrevues ont été menées auprès d'acteurs majeurs dont, Louis Roy (2007), vice-président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Valérie Eme et Martin Rodrigue (2007), co-fondateurs du Campement Québécois de la Jeunesse (CQJ) et anciens secrétaires généraux du Forum social québécois 2006, ainsi que Raphaël Canet (2007), coordonnateur du Forum social québécois.

L'entrevue réalisée auprès de Louis Roy, nous informe sur la participation de la deuxième plus grande centrale syndicale au Québec dans le processus du Forum social québécois. Elle revêt un caractère primordial en ce sens que l'implication de la CSN dans l'organisation du Forum social québécois est considérée comme un facteur essentiel dans la réussite de l'événement de 2007. Cette entrevue a eu lieu le 13 juin 2007 au Palais des Congrès de Montréal lors du Conseil confédéral de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Nous avons choisi d'interviewer Valérie Eme et Martin Rodrigue parce qu'ils ont joué un rôle de premier plan dans l'organisation du Forum social québécois qui devait se tenir à Trois-Rivières en 2006. Ils nous permettent ainsi de comprendre les échecs passés d'organisation d'un Forum social québécois, et par le fait même, nous informent indirectement sur le succès de l'épisode de 2007.

L'entrevue réalisée auprès de Raphaël Canet le 19 juin 2007 par le professeur Pascale Dufour⁵, sera considérablement enrichissante puisque ce dernier occupait le poste de secrétaire du Forum social québécois. Sans vouloir parler de structure hiérarchique, il n'empêche que toute information passait par lui. Il constitue en quelque sorte une mémoire vivante de l'événement ainsi que l'un de ses principaux promoteurs.

⁵ Nous tenons à remercier Pascale Dufour d'avoir eu l'amabilité de nous fournir la transcription de cette entrevue.

Les entrevues étaient de type informatif. L'objectif était de mieux comprendre l'implication de ces acteurs dans le processus du Forum social québécois, connaître leur appréciation du processus organisationnel, de comprendre leurs motivations dans l'organisation de cet événement et de recueillir de l'information sur les tentatives passées d'organisation d'un forum social national au Québec (Forum social Québec-Canada-Premières nations et Forum social québécois 2006).

L'entrevue menée auprès de Martin Rodrigue et Valérie Eme avait pour but premier de comprendre pourquoi ils se sont retirés du processus d'organisation du Forum social québécois en 2007 alors qu'ils occupaient une place prépondérante dans l'organisation du Forum de 2006. Nous cherchions à voir si leur retrait résultait de tensions entourant le processus organisationnel ou de l'implication d'acteurs majeurs tels que les syndicats. Bien qu'ils soient en désaccord avec la structure organisationnelle du Forum social québécois de 2007, ce n'est pas ce qui explique leur absence.

Une partie du terrain, notamment la conduite d'entrevues ainsi que la participation aux assemblées générales du Forum social québécois a été effectuée dans le cadre d'une recherche plus large intitulée : « Action collective et mondialisation. Perspective comparée France-Canada ». Cette recherche a été dirigée par Pascale Dufour grâce à une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

La présente étude est circonscrite au Québec, que nous envisageons comme une société nationale. Pour ce qui est de la période couverte par l'étude, elle s'étend sur une période de 11 mois, soit de décembre 2006, moment où nous avons commencé à observer les assemblées générales du Forum social québécois, au 20 octobre 2007 qui correspond à l'assemblée générale qui suit la tenue de l'événement. La période de l'étude se justifie par l'intérêt d'étudier les débuts du processus organisationnel du Forum social québécois, l'événement en lui-même, ainsi que ses suites.

Les bases méthodologiques et théoriques étant établies, nous pouvons commencer à répondre à la grande question de ce mémoire : « Pourquoi un forum social au Québec en 2007? ». Nous débutons, dans le prochain chapitre, par déterminer pourquoi les acteurs québécois ont choisi d'organiser une action collective de type forum social (Chapitre 2), pour ensuite étudier le contexte politique au Québec (Chapitre 3) et pour finalement analyser la disponibilité des ressources dans l'organisation du Forum social québécois 2007 (Chapitre 4).

CHAPITRE 2 : POURQUOI UN FORUM SOCIAL?

Dans le cadre de ce second chapitre, nous nous intéressons à la forme particulière d'action collective qu'est le forum social. Plus précisément, nous cherchons à comprendre pourquoi certains militants québécois ont décidé d'organiser un forum social au Québec. Pourquoi c'est ce type d'action collective et pas un autre qui a été organisé? L'objet du chapitre n'est pas tant d'étudier les conditions ayant motivé la tenue d'une action collective (ce sera l'objet du prochain chapitre), mais bien de comprendre pourquoi avoir choisi ce type précis de mobilisation.

Nous montrons que la diffusion de la forme des forums sociaux est un des facteurs qui expliquent la tenue du Forum social québécois. Cette diffusion s'est réalisée à l'échelle mondiale avec la multiplication des expériences de type forum social aux quatre coins de la planète. D'après la littérature, cette diffusion est attribuable à la stratégie d'internationalisation des forums sociaux élaborée par l'organisation du Forum social mondial. Au Québec, c'est principalement via la participation des militants aux Forums sociaux mondiaux que s'est opérée la diffusion, et plus précisément, par l'appropriation collective de la formule des forums sociaux par plusieurs acteurs-clés du Forum social québécois.

Pour appuyer notre démonstration, nous utilisons la théorie de la diffusion transnationale développée par Chabot et Duyvendak (2002) de laquelle nous empruntons plusieurs concepts. Nous étudions dans un premier temps la diffusion mondiale de la formule des forums sociaux qui s'est réalisée principalement par le biais de la stratégie d'internationalisation développée par le Conseil international du Forum social mondial. Dans un deuxième temps, nous analysons comment la réception de la forme forum social s'est effectuée chez les principaux acteurs du Forum social québécois. Nous soutenons que l'expérimentation des Forums sociaux mondiaux par les Québécois ainsi que la nature des forums sociaux ont facilité l'appropriation de la forme forum social par les acteurs québécois et ainsi stimulé l'organisation d'un forum social national au Québec. Dans un troisième temps, nous vérifions si la diffusion de la formule des forums sociaux s'est

également effectuée au sein même de l'espace québécois dans une logique allant du local au national.

La diffusion mondiale des forums sociaux

L'histoire des forums sociaux débute en 2001 à Porto Alegre. Cherchant à faire contrepoids au Forum économique mondial de Davos, 16 400 militants altermondialistes se rassemblent en sol brésilien afin de participer au tout premier Forum social mondial. Plus qu'un événement annuel, le Forum social mondial est devenu un « continuous global process » (Ylä-Antila 2003, 9). Wallerstein (2004) va même jusqu'à le qualifier de « success story » car selon lui le FSM est devenu « the central locus of antisystemic activity in the world system » (634).

De 16 400 participants en 2001, ce nombre a triplé en 2002 pour se chiffrer à 52 000 participants. Et c'est en 2003 que le FSM accueillit plus de 100 000 personnes. Le nombre de participants restera autour de 100 000 les années suivantes. Outre l'accroissement du nombre de participants, on assiste également à la multiplication des forums sociaux à travers le monde. En effet, c'est à partir de 2002 que l'expérience des forums sociaux s'est articulée à de plus petites échelles (della Porta et al. 2006) : « forum panamazonien (Brésil, 2002 et 2003, Vénézuéla, 2004), africain (Mali, 2002, Éthiopie, 2003), asiatique (Mumbai, 2003), méditerranéen (Barcelone, 2004), européen (Florence, 2002, Paris, 2003, Londres, 2004, Athènes, 2005) » (Dupuis-Déri, 2009 : 43), mais également aux échelles locales, régionales (Sydney, Toronto, Poméranie), sur le plan thématique (Forum mondial de la paix (Vancouver, 2006) Forum mondial des juges (Porto Alegre, Brésil), et à l'échelle nationale (Belgique, Niger, Maroc, Somalie, Roumanie, Russie, Allemagne, etc.) (L'équipe de la Lettre, 2005).

Ainsi, on constate que les forums sociaux ont pris de l'expansion et de l'extension. Pour comprendre comment ces phénomènes ont eu lieu, nous analysons la stratégie d'internationalisation des forums sociaux mise de l'avant par l'organisation du Forum social mondial. Mais avant, il nous paraît important

de préciser brièvement que la diffusion est facilitée par le contexte mondial dans lequel gravite le mouvement altermondialiste.

1. La diffusion par la mondialisation

D'après la littérature et tel que démontré au premier chapitre, la mondialisation de l'économie a indirectement contribué à l'émergence des forums sociaux en créant de nouvelles opportunités pour les acteurs et en favorisant les contacts entre les groupes ainsi que la création de réseaux transnationaux. Elle serait également en cause dans la diffusion des forums sociaux. En effet, les forums sociaux s'inscrivent dans une dynamique de transnationalisation des mouvements sociaux et de l'action collective en lien avec la mondialisation de l'économie, la mondialisation des technologies de l'information et des communications ainsi que la mondialisation de la contestation et des solidarités. Selon Giugni (1998) :

(...) la globalisation (définie très largement) intensifie les occasions de construire des liens transnationaux du fait notamment du rôle accru des instances internationales de régulation, du développement d'une « affinité structurelle » entre nations, notamment du point de vue de la gestion politique de la contestation, et favorise enfin la diffusion des idées, des savoir-faire et des modes organisationnels (dans Sommier, Filleule et Agrikoliansky 2008, 29-30).

Suivant Guigni (1998), nous soutenons que la diffusion des forums sociaux est facilitée par la mondialisation au sens large quoique nous croyons que c'est principalement par le biais de la stratégie d'internationalisation du Forum social mondial que s'opère la diffusion des forums sociaux à l'échelle mondiale.

2. Le Forum social mondial : transmetteur de la diffusion

La prolifération des forums sociaux est essentiellement attribuable au Forum social mondial puisqu'il a lui-même cherché à diffuser son modèle et ce, via une stratégie d'internationalisation des forums sociaux.

C'est lors d'une rencontre du Conseil international du FSM en janvier 2002 qu'a été discuté le projet d'internationalisation des forums sociaux qui se veut en fait une « stratégie de diffusion des forums sociaux » (Canet 2008a, 4). Cette stratégie, qui a pour objectif de favoriser l'inclusion et de maximiser la participation et

l'organisation de forums sociaux, se décline en quatre logiques : la logique de délocalisation du FSM (1), la logique de multiplication des forums sociaux (2), la logique de déclinaison des forums sociaux (3) et la logique de diversification des thématiques (4) (Canet 2008a). Toutefois, seulement deux de ces logiques nous sont utiles afin d'appuyer notre propos, soit la logique de délocalisation et la logique de déclinaison.

2.1. La logique de délocalisation du FSM.

C'est au Brésil, à Porto Alegre, plus précisément, que se sont tenus les trois premiers Forums sociaux mondiaux. L'idée soutenant la logique de délocalisation est de déterritorialiser le Forum social mondial de son lieu d'origine. C'est pourquoi en 2004, le FSM a quitté sa terre natale pour se tenir à Mumbai, en Inde. Le choix du lieu serait significatif puisque selon Veilleux et Canet (2004) : « Mumbai [...] jouissait d'une force symbolique puissante pouvant stimuler la participation ainsi que la publicisation de l'événement » (2). C'est aussi dans cette logique que s'inscrit la tenue du Forum social mondial de 2007 à Nairobi, au Kenya.

En se délocalisant, le Forum social mondial stimule la participation de populations autres que celles des Amériques. Nous savons que les principaux participants aux Forums sociaux mondiaux sont les Brésiliens, les Argentins, les Américains, les Uruguayens et les Français (Canet et Perrault 2006). En se délocalisant, les Forums sociaux mondiaux atteignent d'autres publics, permettant ainsi une diffusion plus large des forums sociaux.

À cet effet, le Forum social polycentrique de 2006 constitue une articulation innovatrice de la logique de délocalisation et répond ingénieusement aux objectifs d'inclusion et de maximisation de la participation. En effet, au lieu de simplement sortir le Forum social mondial du Brésil, le Conseil international décide d'organiser l'événement dans trois pays et sur trois continents différents (Vénézuéla (Amérique latine), Pakistan (Asie), Mali (Afrique)), rejoignant ainsi diverses populations (Beaudet 2006).

En lien avec la théorie de la diffusion transnationale de Chabot et Duyvendak (2002), cette délocalisation réduit les obstacles (*hyperdifference* et *overlikeness*) qui peuvent bloquer le processus de diffusion. Ces obstacles sont liés à la difficulté d'interprétation de la part des récepteurs de l'item de diffusion et ce, du fait qu'il soit enraciné dans un lieu et dans un contexte autre que celui du récepteur. Ainsi, un participant non-brésilien construirait lui-même ces obstacles interprétatifs en établissant un lien entre l'espace où il se trouve (Brésil) et la réussite de l'innovation (l'item de diffusion forum social). Ce lien restreindrait la propension à importer l'innovation en question. En clair, selon la théorie de Chabot et Duyvendak (2002), un participant québécois aux Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre aurait tendance à créer une forte association entre le lieu (Porto Alegre) et le FSM, ce qui le découragerait à initier le projet d'organisation d'un forum social au Québec. En délocalisant le FSM, on réduit l'impact de ces obstacles en favorisant ce que Chabot et Duyvendak (2002) appellent la *dislocation* et qu'ils définissent comme étant le : « potential adopters' cognitive and emotional recognition that the foreign innovation may also work outside of its original environment » (707).

Bref, cette première logique facilite la diffusion des forums sociaux par le fait qu'elle déracine le FSM de son lieu d'origine. Ainsi, les récepteurs sont en mesure de concevoir que la formule n'est ni exclusive, ni conçue spécifiquement en lien à un environnement précis, mais qu'elle peut très bien se reproduire dans d'autres lieux et sous d'autres conditions.

2.2. *La logique de multiplication des forums sociaux*

La seconde logique est celle de la multiplication des forums sociaux. Ici, ce que le Conseil international du FSM a cherché à stimuler, c'est l'organisation de forums sociaux à de plus petites échelles d'action. Sans mettre en veilleuse l'événement mondial, l'objectif derrière la logique de multiplication est de favoriser l'organisation de forums sociaux aux niveaux continentaux, nationaux régionaux et locaux. Cette logique s'inscrit dans la mouvance altermondialiste de

« glocalisation », c'est-à-dire d'articulation des luttes locales à la mouvance mondiale. Canet (2008a) la décrit comme étant :

une conscience globale du problème (le couple néolibéralisme/impérialisme) ; le constat d'une multiplicité de manifestations locales et spécifiques de formes de résistances et d'actions ; la nécessité de fédérer ces luttes ; l'organisation de mobilisations internationales pour soutenir et propager des luttes. Dans cette perspective, le FSM apparaît comme une caisse de résonance de toutes les luttes locales et spécifiques parcourant la planète (49).

Selon Canet (2008a), cette multiplication des forums sociaux à différentes échelles « permet aux citoyens de se mobiliser sur plusieurs fronts et de débattre d'enjeux à la fois locaux, régionaux et mondiaux. » (40). Toujours selon lui, « le travail d'élargissement de la participation et de la mobilisation passe plus par les forums locaux, régionaux et thématiques que par le FSM » (2008a, 40). Cette logique serait responsable de la tenue de centaines de forums sociaux à travers le monde annuellement (Canet et Perrault 2006), permettant ainsi une diffusion sans précédent. Si nous nous fions à Canet, nous pouvons avancer que c'est cette logique qui contribue le plus efficacement à la diffusion et ainsi, à la prolifération des forums sociaux. Teivainen (2009) abonde dans le même sens puisque selon lui, les forums régionaux et thématiques constituent « the main mechanism for the globalisation of the forum » (98).

Le Forum social mondial, par le biais de son Conseil international, a ainsi contribué à ce que Chabot et Duyvendak (2002) nomment la dislocation ainsi qu'au *brokerage*. Le *brokerage* consiste en la formation de nouveaux liens entre les transmetteurs et les récepteurs. La multiplication des forums sociaux aurait entraîné la multiplication des transmetteurs et des récepteurs et ainsi, contribué à la formation de nouveaux liens entre eux, facilitant par le fait même, la diffusion de la formule des forums sociaux.

Tout comme la délocalisation du FSM, la prolifération des forums sociaux à différentes échelles stimulée par la logique de multiplication permet aux récepteurs de prendre conscience que la forme forum social est exportable et

adaptable en divers lieux et contextes. Elle contribue à affaiblir le lien entre l'émergence de l'innovation et son lieu d'origine et ainsi, à ébranler la conception du récepteur voulant que l'innovation soit ancrée dans un lieu et conséquemment, ne pourrait en être sortie.

Il s'avère pertinent de préciser que ces événements à multiples échelles sont organisés de façon autonome et non pas par le FSM ; sa contribution se limitant à un rôle de soutien ainsi qu'à la publicisation des événements locaux, régionaux, nationaux et continentaux. Autrement dit, il n'y a pas de lien organisationnel formel entre le FSM et ses déclinaisons locales ; le Conseil international du FSM n'étant pas en mesure de « commander » des forums sociaux continentaux, nationaux régionaux et locaux. Conséquemment, il faut que ces forums sociaux soient initiés par les acteurs locaux.

À la lumière de ces deux logiques constitutives de la stratégie d'internationalisation des forums sociaux, nous sommes en mesure d'affirmer que la stratégie du Conseil international du FSM a contribué à la diffusion des forums sociaux. C'est d'ailleurs ce que suggère Brunelle (2007) : « il convient de souligner à quel point la tenue d'un premier Forum social québécois (FSQ) s'inscrit dans un processus ample qui a conduit à la multiplication des forums sociaux un peu partout dans le monde au cours des dernières années » (6).

Bien que la forme se soit diffusée par l'entremise de la stratégie d'internationalisation des forums sociaux, pour qu'un Forum social québécois soit organisé, il a fallu qu'il y ait réception chez les acteurs de cette diffusion. Selon Chabot et Duyvendak (2002), la réception de l'item de diffusion est facilitée par ce qu'ils appellent : l'appropriation collective. Par l'utilisation de ce concept, nous démontrons que la réception de l'innovation forum social par les acteurs-clés du Forum social québécois passe par l'appropriation de la forme forum social. La forme forum a beau se diffuser largement, il demeure néanmoins que cette diffusion n'explique que partiellement la prolifération des forums sociaux.

La réception du forum social au Québec : l'appropriation collective

L'organisation d'un forum social au Québec est significativement liée à la diffusion de la formule des forums sociaux auprès d'acteurs québécois. S'est alors opérée l'appropriation, par ces derniers, de la formule des forums sociaux.

Le concept d'appropriation collective de Chabot et Duyvendak (2002) permet d'expliquer la prise de l'item de diffusion par les récepteurs. Selon eux, la diffusion est liée à la capacité des acteurs récepteurs de modeler leur identité ainsi que leurs stratégies collectives afin d'accueillir l'item de diffusion et ainsi pouvoir l'appliquer à leurs propres cadres. Pour que les acteurs puissent se l'approprier, ils doivent sortir l'innovation de son contexte. C'est par cette appropriation collective que les acteurs du Forum social québécois sont parvenus à croire possible la reproduction de l'événement au Québec. Mais comment s'est opérée cette appropriation ?

En premier lieu, nous soutenons que l'appropriation de la forme forum social est liée à l'expérience vécue au sein des Forums sociaux mondiaux. En second lieu, nous démontrons que la nature particulière des forums sociaux a favorisé l'appropriation de la formule par les acteurs centraux du Forum social québécois.

1. L'appropriation par l'expérimentation

1.1. Le Québec bien représenté à Porto Alegre

C'est depuis les tous débuts du Forum social mondial que les Québécois prennent part à ces événements. Déjà en 2001, près d'une dizaine de mouvements québécois (Beaudet 2005a) se sont envolés vers le Brésil pour inaugurer cet événement. Mentionnons, à ce moment-là, la présence d'ATTAC-Québec, d'Alternatives, du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), de militantes de la Marche mondiale des femmes (MMF) et de représentants du mouvement syndical (Lamoureux 2008). Au cours des années subséquentes, le nombre de participants québécois aux Forums sociaux mondiaux s'est amplifié. En effet, en 2002, on estime à plus de 500 le nombre de participants québécois sur

le territoire du FSM (Beaudet 2009). Entre 2001 (date de création du Forum social mondial) et 2007, c'est plus de 5000 Québécois (Beaudet 2009) qui ont vécu l'expérience de cet « autre monde possible »⁶. Ceci témoigne de l'importance de la mobilisation québécoise dans le cadre des Forums sociaux mondiaux. D'ailleurs, les participants canadiens au FSM de 2005 représentaient le double des participants américains ; et de ces participants canadiens, 30% provenaient du Québec (Brunelle, 2006). Proportionnellement à la population du Québec et en comparaison avec la délégation américaine, la participation québécoise aux Forums sociaux mondiaux est imposante.

Dufour et Conway (2009) ont suggéré une explication de la force de la délégation québécoise. Selon elles, celle-ci est principalement attribuable au support financier et politique d'organisations québécoises telles que les syndicats, les fédérations étudiantes et de l'État québécois. La contribution du gouvernement du Québec passe essentiellement par le biais de l'Office Québec-Amériques pour la Jeunesse (OQAJ). Cet organisme gouvernemental a pour mission de favoriser le développement de liens entre les jeunes Québécois et ceux des Amériques. C'est dans cette optique que l'OQAJ a favorisé la représentation des jeunes québécois dans les délégations aux Forums sociaux mondiaux puisqu'elle a subventionné à hauteur de 70% du coût du billet d'avion et des assurances, 150 jeunes Québécois entre 2001 et 2006⁷ (entrevue téléphonique du 8 mai 2009 avec Marie-Hélène Bois-Brochu, chargée de projet pour l'OQAJ).

Pour plusieurs acteurs, la forte participation des Québécois aux Forums sociaux mondiaux constitue un moteur de l'organisation d'un forum social au Québec notamment parce qu'elle témoigne d'un intérêt envers de type d'événement : « Année après année, la délégation québécoise aux Forums sociaux mondiaux grandissait et il se créait même un espace de concertation entre les organismes

⁶ Devise du Forum social mondial : « Un autre monde est possible ».

⁷ L'OQAJ ne peut subventionner que 10 personnes d'un même groupe. Il est fréquent qu'un groupe de plus de dix membres, se partage la subvention équitablement entre eux. Ainsi, c'est plus de 150 personnes qui auraient – directement ou indirectement – bénéficié de l'appui financier de l'OQAJ. De plus, il faut préciser que l'OQAJ n'a octroyé aucun soutien financier lors du FSM de 2004 puisqu'il s'est tenu hors des Amériques.

participants. C'est là qu'est née l'idée de créer un front commun au Québec » (Binette⁸ citée dans Murchison 2007) ; « Je remarquais que plusieurs Québécois prenaient part aux grands forums mondiaux, comme celui de Porto Alegre, on a donc eu l'idée de cet espace » (Raphaël Canet cité dans Girard 2007). L'implication de la CSN dans l'organisation du Forum social québécois tient notamment de sa participation aux Forums sociaux mondiaux. Y étant présente depuis 2001 et y déléguant annuellement entre 3 et 7 représentants, cette « longue pratique de la CSN à l'échelle internationale, particulièrement dans sa participation aux FSMs » a motivé son engagement dans le Forum social québécois (Létourneau 2007).

Lors de l'Assemblée de fondation du Forum social québécois qui s'est tenue à Montréal le 9 septembre 2006, un membre de l'assemblée demande à ce qu'on rajoute un point à l'ordre du jour concernant la signification ainsi que la pertinence d'un Forum social québécois. À ce point, quelques éléments de réponse ont été avancés dont l'importance de la délégation québécoise aux Forums sociaux mondiaux :

Qu'un si grand nombre de Québécois se déplace à l'autre bout du monde est révélateur d'un certain intérêt à participer à ce type d'événement, mais souligne également l'existence d'une masse critique d'individus et d'organisations qui devrait être prête à participer à un forum social ici, au Québec. De plus, l'expérience de cette participation québécoise aux FSM a démontré que lors de ces événements de portée internationale, les participants-es québécois-es pouvaient se rencontrer et nouer entre eux/elles un dialogue, ce qui ne se fait pas de manière aussi naturelle ici. En somme, cet événement permet de rompre avec la dynamique des agendas locaux (Compte-rendu, Assemblée de fondation du FSQ, 9 septembre 2006).

Il est possible d'établir un lien entre la participation au Forum social mondial et l'implication dans l'organisation du Forum social québécois. En effet, les organisations les plus activement et régulièrement impliquées dans l'organisation du Forum social québécois ont, pour la plupart, déjà participé aux Forums sociaux mondiaux. C'est d'ailleurs le cas de la CSN, d'Alternatives, d'Alter-UQÀM,

⁸ Catherine Binette, coordonnatrice de la mobilisation chez Alternatives.

d'ATTAC-Québec, de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) (Compte-rendu, Assemblée générale FSQ, 10 février 2007).

1.2. Des Québécois unis au Forum social mondial

Des auteurs (Conway 2005 ; Dufour 2005) ont soutenu que les Forums sociaux mondiaux contribuent au développement de liens entre groupes étrangers. Ce qui est intéressant dans le cas du Québec – mais probablement dans d'autres cas – c'est que le Forum social mondial a également permis le renforcement de liens entre nationaux.

Ainsi, lors des Forums sociaux mondiaux, les Québécois se rassemblent et construisent des liens entre eux. Comme le soutient Louis Roy, vice-président de la CSN en parlant des Québécois qui participent aux Forums sociaux mondiaux : « En-dehors des Forums sociaux mondiaux, on ne se voit pas (...) » (Roy, 2007). Durant les Forum sociaux mondiaux des occasions sont créées afin de rassembler les Québécois. On peut, à cet effet, souligner à titre d'exemple, qu'en 2002, la Ministre d'État aux Relations internationales et Ministre responsable de l'Observatoire sur la Mondialisation, Mme Louise Beaudoin, a invité les Québécois présents au FSM à une réception dans un hôtel de Porto Alegre où plus d'une centaine s'y sont rendus. Alternatives a également organisé une réception lors de ce même FSM (Beaudoin 2002). Dernièrement, j'ai pu prendre part à l'un de ces rassemblements lors du FSM de 2009 à Belém au Brésil. La CSN avait alors loué un bateau de croisière afin d'y tenir une petite soirée festive à laquelle tous les Québécois présents à Belém étaient conviés.

1.3. Et une idée émerge

C'est à l'occasion de ce type de rencontres qu'a émergé l'idée d'importer la formule des forums sociaux au Québec et d'organiser un Forum social québécois. C'est le mardi 25 janvier 2005, sur le site du Campement intercontinental de la jeunesse⁹ que se concrétise l'idée de tenir un Forum social québécois. Bien que

⁹ Une explication de ce qu'est le Campement intercontinental de la Jeunesse suit.

l'idée avait germé un peu avant le FSM de 2005, la plupart des participants s'entendent pour fixer le point de départ de l'initiative à cette rencontre à laquelle environ 120 Québécois participèrent (Rodrigue et Eme 2007). Et c'est à peine deux mois plus tard, lors du Forum social UQÀM, qu'est fondée l'*Initiative vers un Forum social Québécois* (Canet 2008b), un organisme à but non lucratif voué à l'organisation du Forum social québécois.

1.4. L'expérience du Campement

La participation québécoise au Campement intercontinental de la Jeunesse constitue également un bel exemple d'appropriation d'une innovation par l'expérimentation.

Le Campement Intercontinental de la Jeunesse (CIJ) est un événement qui se tient en même temps que le FSM et sur son territoire. Il consiste en la tenue d'un campement où les participants aux Forums sociaux mondiaux séjournent le temps de l'événement en faisant l'expérience de l'autogestion. L'organisation ainsi que la gestion du campement se font selon les règles de la démocratie participative, sans hiérarchie, ni structure formelle. Les campeurs participent collectivement à la gestion des activités du camp et au soutien logistique. L'idée derrière les campements, est d'essayer de vivre l'expérience d'un autre monde possible, de mettre en pratique les principes et alternatives proposés par le mouvement altermondialiste. La plupart des campeurs sont des jeunes de moins de 35 ans.

Des Québécois ayant vécu l'expérience de cette forme de gestion participative ont voulu répéter l'expérience et importer l'idée au Québec. En effet, « They [young people] went to Porto Alegre and were transformed by the Youth Camp. They felt an acute responsibility to bring it home to Quebec, to enroot alter-globalization in quotidian practices, if only for a few days a year. » (Dufour et Conway 2009, 29). Et c'est justement après le Forum social mondial de 2003 qu'est fondé le Campement Québécois de la Jeunesse (CQJ) (Campement autogéré S.d.) qui sera l'un des principaux acteurs dans l'organisation infructueuse du Forum social québécois de 2006. L'expérience du Campement est importante non seulement

parce qu'elle constitue un exemple d'appropriation, mais également parce que cette idée de mise en pratique des principes altermondialistes, inspirera certains organisateurs du Forum social québécois dans l'élaboration de la structure organisationnelle et procédurale du Forum social québécois. Nous y reviendrons plus loin.

La participation québécoise aux Forums sociaux mondiaux constitue un élément explicatif de la volonté d'importer la formule des forums sociaux parce qu'elle a réduit le caractère innovant et étranger de la forme forum par le fait d'y avoir massivement, et à plusieurs reprises, participé. Serait à l'œuvre le concept de *relocation* soit le « collective experiments with new protest ideas and practices in the receivers' settings. » (Chabot et Duyvendak 2002, 707). Ainsi, le fait que plusieurs militants québécois aient vécu l'expérience des Forums sociaux leur a permis de se familiariser avec le processus, ce qui, pour paraphraser Chabot et Duyvendak (2002), aurait réduit les obstacles à la réception de l'item de diffusion. En effet, le fait de prendre part à un Forum social mondial rend l'expérience moins étrangère et réduit ainsi la distance entre l'innovation (forum social) et son récepteur, rendant ainsi plus facile l'appropriation de l'item de diffusion.

2. L'appropriation de la forme par la forme : la nature des forums

Nous soutenons que par sa nature particulière et innovatrice, la forme forum social constitue un type de mobilisation qui a su plaire aux acteurs québécois. Nous mettons en lumière trois caractéristiques fondamentales de la nature des forums sociaux, soit sa fonction de réseautage, son caractère non-délibératif ainsi que sa structure horizontale et démocratique.

2.1. Lieu de réseautage

En premier lieu, l'appropriation de la forme forum s'explique par l'intérêt des acteurs à reproduire un événement qui a pour finalité la création de liens et de réseaux entre les groupes de la mouvance altermondialiste. Les acteurs québécois ont vu dans la formule forum social un moyen de favoriser le réseautage et la collaboration entre les groupes au Québec. C'est d'ailleurs ce qui explique

essentiellement la participation de la CSN à l'organisation du Forum social québécois.

Au départ, la CSN hésitait à se joindre au processus du Forum social québécois arguant qu'au Québec il existait une longue tradition de relations entre les groupes de la société civile québécoise qui disposait de l'utilité de tenir un Forum social québécois (Létourneau 2007). La CSN a, à cet effet, révisé sa position. Comme le soutient Louis Roy (2007), vice-président de la CSN, l'idée qu'un Forum social québécois serait inutile compte tenu de la force des réseaux au Québec est erronée. Toujours selon lui, les organisations québécoises ne travaillent pas réellement de concert et lorsque c'est le cas, ce n'est que de façon ponctuelle (Roy 2007). L'objectif derrière la participation de la CSN est d'amplifier les réseaux altermondialistes (Roy 2007). Prenant acte de la difficulté du mouvement syndical à s'adapter aux nouveaux défis imposés par la mondialisation, des représentants de la CSN croient que « (...) les transformations récentes qui ont changé la division internationale du travail appellent à un élargissement et à une recomposition de l'action syndicale. En ce sens, les Forums sociaux mondiaux représentent un moment privilégié pour la refondation du syndicalisme » (Létourneau et Guay 2008, 67). De plus, « cette jonction entre la mouvance altermondialiste et le mouvement syndical représente une opportunité certaine pour renforcer la mobilisation contre le modèle unique que tente de nous imposer le capitalisme transnational » (Létourneau et Guay 2008, 66).

Gérin, associée à Alter-UQÀM et très impliquée dans l'organisation du Forum social québécois abonde également dans ce sens, lorsqu'elle stipule qu'

il semble que le problème n'est pas tant l'absence de résistance, de volonté de transformer la vie sociale, ou de capacités potentielles de le faire, mais plutôt le manque d'espaces et d'énergies dédiés à mettre militant-e-s potentiel-le-s et existant-e-s en mouvement de façon collective, qui leur permette d'acquérir et de cumuler leurs forces : un manque d'espaces où les potentiels contenus dans la grande diversité des luttes, structures, consciences, volontés, connaissances et modes de vie alternatifs puissent se rencontrer, tisser des liens et acquérir une force transformatrice. (Gérin 2008, 79-80).

Le Forum social québécois viendrait combler ce manque dont parle Gérin.

De plus, afin de légitimer la tenue d'un forum social au Québec, on ajoute, lors de l'assemblée de fondation, que :

Cette perspective de nouveaux dialogues débouche sur l'argument connexe de la nécessité de construire des stratégies de résistance communes entre les multiples organisations militantes et, dans cette perspective, de concevoir le FSQ comme cet espace qui permettra de réunir les acteurs au Québec, rassembler nos forces, et élaborer des pistes d'action communes. La pertinence de créer cet espace de convergence des luttes est d'autant plus forte dans le contexte sociopolitique actuel où le Québec opère un virage néolibéral. (...) Finalement, le FSQ permettra aussi de faire de l'éducation populaire en sensibilisant les participants-es aux différents enjeux sociaux des politiques actuelles et en les incitant à se mobiliser dans le cadre des différentes campagnes menées par les organisations québécoises, ou à innover en lançant de nouvelles coalitions (Compte-rendu, Assemblée de fondation du FSQ, 9 septembre 2006).

La motivation sous-jacente à la tenue d'un forum social de favoriser l'établissement de liens entre les groupes québécois n'explique qu'en partie le choix de cette forme précise d'action collective.

2.2. Espace non-délibératif

Une caractéristique fondamentale de la forme « forum social » consiste dans le fait d'être un espace et non un acteur ou un mouvement. En tant qu'espaces, les forums sociaux privilégient une forme de structure organisationnelle et procédurale souple et très peu contraignante. La forme espace accueille les acteurs sans les forcer à adopter des principes ou actions qui leurs seraient dictés par le forum. Ainsi, « chaque mouvement ne se sent pas contraint à suivre les décisions qui ne correspondraient pas exactement à ses orientations ou à ses priorités. » (Aguiton et al., (collectif) 2003, 31).

Le caractère non-délibératif du forum social permet une plus grande inclusion et stimule la participation puisque très peu de coûts y sont associés. Dans une entrevue réalisée par Petitjean et Jossin (2005), Éric Agrikoliansky illustre très bien le caractère peu engageant des forums sociaux :

(...) la nouveauté [des forums sociaux] se situe moins au niveau de la créativité artistique (...) qu'au niveau des formes de coordination extrêmement souples que constituent justement les forums sociaux.

Ce sont des structures dans lesquelles il n'y a pas vraiment de logiques d'appartenances, il n'y a pas de frontières, on n'est pas "à l'intérieur" ou "à l'extérieur", il n'y a pas de cartes d'adhésion, ni pour les militants et ni pour les organisations, il suffit simplement de signer une déclaration vague et qui ne fait pas vraiment débat. Donc pas de frontières, des logiques d'organisation horizontales avec peu de phénomènes d'institutionnalisation, peu de logiques oligarchiques, des prises de décisions au consensus.

La nature du forum social conduit Agrikoliansky à le qualifier de :

nébuleuse très hétérogène et très souple permettant d'agréger des causes très diverses, sans proposer de méta-cadre d'analyse - comme le marxisme dans les années 70 - qui intégrerait les luttes et les hiérarchiserait dans quelque chose de supérieur (Agrikoliansky dans Petitjean et Jossin 2005).

En plus de permettre l'inclusion et la participation, le fait d'être un espace non-délibératif permet l'éloignement du conflit. En effet, de Sousa Santos (2009b) souligne que l'une des nouveautés politiques amenées par les forums sociaux consiste en leur conception très large du pouvoir et de l'oppression qu'ils lient à la mondialisation néolibérale. En critiquant la mondialisation néolibérale et les formes d'oppression qu'elle provoque, les forums sociaux, cherchent à s'en distancier et conséquemment, favorisent l'articulation entre les mouvements. Cette volonté d'inclusion et d'articulation expliquerait, toujours selon de Sousa Santos (2009b), l'« organisational novelty of a WSF with no leaders, its rejection of hierarchies, and its emphasis on networks made possible by the Internet. » (200-201). Agrikoliansky et Sommier (2005) abondent dans le même sens en soulignant que « les modalités spécifiques d'organisation et de déroulement des forums sociaux répondent en effet très directement aux difficultés posées par la fragile unité de la nébuleuse altermondialiste », laquelle n'est pas épargnée des logiques concurrentielles et conflictuelles (298).

Comme il a été illustré au premier chapitre, plusieurs débats ont cours concernant la mutation du « forum-espace » en « forum-acteur ». Les tenants du *statu quo* s'objectent à transformer le forum en acteur principalement parce qu'ils craignent l'installation de conflits entre les participants, qui seraient liés à la volonté

d'appropriation du pouvoir, à la compétition et à la radicalisation. Aguiton (collectif 2003) fait partie de ces tenants du « forum-espace ». Selon lui,

Il y aurait une différence de principe entre des “espaces”, ouverts par définition, et des “mouvements” que guetteraient en permanence les risques de la radicalisation et de la manipulation. Et, pour se prémunir de ces risques, une stricte vigilance s'imposerait, consistant à veiller par-dessus tout à préserver les forums de tout moment délibératif ou de toute décision d'action ! (30).

Whitaker (2009) est convaincu que si le Forum passait d'espace à acteur, de la compétition ainsi que des divisions surgiraient sur la base d'une volonté de contrôle de l'espace des forums sociaux. Selon lui, la continuité du forum social dépend du maintien de ce dernier en tant qu'espace.

Le fait que le forum social soit un espace non-délibératif favorise l'implication des organisations puisque peu de contraintes leurs sont imposées. Comme le soutiennent Agrikoliansky et Sommier (2005) :

Les représentants des « grosses » organisations, comme les syndicats, hésitent en effet à s'engager dans des outils collectifs où ils risquent de se trouver pris dans des décisions qui pourraient leur être reprochées dans leurs secteurs respectifs (298).

Cette forme permet ainsi une plus grande inclusion et stimule la participation des groupes. Ceci, conjugué à l'éloignement du conflit nous permet de comprendre l'intérêt et l'aisance des acteurs québécois à s'approprier la forme forum social.

2.3. Processus horizontal de mise en pratique de la démocratie participative

La forme forum social constitue une innovation politique par sa structure non-hiérarchisée (horizontalité), mais également par son souci de veiller à stimuler et à mettre en pratique la démocratie participative. Pour Canet (2007b) :

(...) les forums sociaux apparaissent comme de nouvelles formes de mobilisation politique qui entendent donner un sens concret à la notion de démocratie. C'est donc à une nouvelle pratique politique qui repose essentiellement sur l'implication citoyenne que nous invitent les forums sociaux portés par la mouvance altermondialiste.

On assisterait à une désaffection croissante du citoyen pour la politique (Sadoun et Donegani 1994 dans Canet 2008b) qui se manifeste notamment par l'abstention et conduit à la dépolitisation du citoyen. En ce sens, pour l'un des principaux organisateurs du Forum social québécois, la mise en pratique de l'utopie altermondialiste par le biais de forums sociaux « en insistant sur l'impératif de participation et de citoyenneté active, entend remettre le citoyen au centre du politique » (Canet 2008b, 97). Par la mise en pratique de la démocratie participative, la forme forum a trouvé un écho chez certains acteurs-clés du Forum social québécois dont Alter-UQÀM ainsi qu'auprès de militants affiliés au Campement Québécois de la Jeunesse. Il convient de préciser que selon Gérin (2008), l'horizontalité ainsi que la participation démocratique s'inspire davantage du mode de fonctionnement du Campement Intercontinental de la Jeunesse que des Forums sociaux mondiaux. Pour notre part, nous considérons l'horizontalité comme étant un élément constitutif, du CIJ, mais également du FSM. Pour ce qui est de l'emphase mise sur la participation citoyenne, nous sommes d'avis que cette pratique relève davantage des Campements que des Forums sociaux mondiaux. Pour les fins de l'analyse, nous traiterons ces deux aspects comme étant constitutifs de la forme forum social notamment parce que les acteurs à l'étude – à l'exception de Gérin – les envisagent comme tels.

Alter-UQÀM, constitué principalement de jeunes étudiants dont quelques membres coordonnent le secrétariat général du Forum social québécois, tient particulièrement aux principes de démocratie participative et d'horizontalité promus par les Forums sociaux mondiaux. Dans la logique du Forum social mondial, toute organisation, indépendamment de sa taille ou de ses ressources est invitée à participer aux forums et y détient le même poids que des organisations plus imposantes (Dufour et Conway 2009). Le Forum social mondial cherche ainsi à maximiser la participation et l'inclusion. Pour Alter-UQÀM et le CQJ, ce principe d'équité entre les organisations est central. Ils ont même étendu ce principe aux citoyens qui, pour eux, doivent avoir le même poids décisionnel qu'une organisation, aussi grosse soit-elle. En effet, pour Valérie Eme et Martin

Rodrigue (2005), co-fondateurs du CQJ et membres du secrétariat général du Forum social québécois 2006 :

(...) c'est très important pour nous de favoriser l'engagement de citoyens et de permettre l'engagement d'organismes de toutes tailles et de toutes sphères d'activité (...) Il est clair qu'une personne physique a les mêmes prérogatives, les mêmes droits et les mêmes obligations qu'une personne morale et le fait d'intervenir notamment dans le financement d'un tel forum ne donne pas et ne donnera pas plus de poids à un organisme qu'à un individu.

Cette conception horizontale, équitable et démocratique promue par Alter-UQÀM et le CQJ a dominé l'organisation du Forum social québécois 2006. Toutefois, ce forum social n'a jamais eu lieu et nous verrons au Chapitre 4 que c'est entre autres à cause de cette conception inspirée par les Forums sociaux mondiaux.

Bien que l'appropriation de la logique participative, horizontale et démocratique inhérente à la forme forum social fut aisée pour Alter-UQÀM et le CQJ, ça n'a pas été le cas des grosses organisations dont spécialement la CSN. En effet, à cette logique s'est opposée la logique organisationnelle qui promouvait une conception plus représentative et hiérarchique de l'organisation du Forum social québécois (Dufour et Conway 2009). Jacques Létourneau (2007), chargé des relations internationales à la CSN, raconte comment l'appropriation de l'élément participatif et horizontal du forum social a été ardue :

Il y avait beaucoup de scepticisme [aussi] sur la façon d'organiser le forum. Moi je défendais qu'il fallait faire un forum social au Québec, j'y ai toujours cru mais les premières rencontres avec les camarades d'Alter-UQÀM ont pas été simples. Nous on a une conception d'organisation différente.

Nathalie Guay, qui était affiliée à Alter-UQÀM et coordonnait le comité communication du Forum social québécois, travaille maintenant pour la CSN. Elle s'est interrogée sur la participation du mouvement syndical au mouvement altermondialiste québécois et en a conclu que le mouvement syndical ne s'identifie pas au mouvement altermondialiste, qu'il a une vision plus réformiste du changement social, qu'il participe aux Forums sociaux mondiaux principalement dans le but d'y faire du réseautage et de l'éducation populaire et

que finalement, l'horizontalité n'est peut-être pas une forme appropriée à tous (Guay 2009).

Les préoccupations des organisations ont fait l'objet de débats lors de l'Assemblée générale de fondation du Forum social québécois lorsque vint le temps d'adopter la charte constitutive du Forum social québécois. Plusieurs questions ont été soulevées lors de cette assemblée dont l'importance d'accorder aux organisations un droit de regard sur le processus organisationnel parce que la responsabilité financière, politique et organisationnelle du Forum social québécois leur incomberait. De plus, en lien avec la logique de participation citoyenne, des organisations font part de leur crainte de voir des citoyens bloquer des décisions lors des assemblées générales s'ils détenaient le même pouvoir décisionnel que les organisations. Finalement, des organisations ont voulu mettre en place un comité exécutif afin de favoriser l'efficacité de l'organisation du Forum social québécois. Cette logique de représentation s'est heurtée à la logique de participation promue principalement par Alter-UQÀM.

À la lumière de ces tensions entourant la nature participative, horizontale et démocratique de la forme forum social, nous réalisons que l'appropriation de ces logiques constitutives des forums sociaux ne fut guère aisée.

De plus, dans leur façon de concevoir le Forum social québécois, les acteurs-clés ont des visions divergentes. Pour Alter-UQÀM, le Forum social québécois constitue un processus de mise en pratique de l'autogestion, de la participation démocratique et de l'horizontalité. S'inspirant de la logique des Campements de la jeunesse, ils souhaitent mettre en pratique les valeurs de l'altermondialisme dans le processus organisationnel du Forum social québécois. En effet, pour Gérin (2009), membre du secrétariat général du Forum social québécois et militante dans le CQJ et Alter-UQÀM, le processus organisationnel du Forum est en lui-même un moyen de transformation sociale et une occasion de mettre en pratique un mode d'organisation différent du modèle organisationnel des mouvements sociaux au Québec. Même chose pour Canet (2008a) qui voit dans le Forum social

québécois un moyen de permettre l'ancrage d'une nouvelle culture politique au Québec. Il envisage le Forum social québécois comme un laboratoire de mise en pratique de la démocratie participative et de modes de vie alternatifs. Pour Raphaël Canet (2008b), le Forum social québécois n'est pas qu'un événement qui débute le 23 août et se termine le 26 août 2007 ; le Forum social québécois existe et se vit aussi tout au long de son organisation ; il est un espace d'élaboration et d'expérimentation d'alternatives. Comme le soutiennent Dufour et Conway (2009),

Canet, Alter-UQAM and the youth associated with the Campement see in the Forum a space of experimentation, to generate alternative ways of life in daily practice (...) For them, the Forum is valuable in and of itself for what it promote and allows and for what it may generate (28).

À cette vision s'oppose la vision plus utilitaire et pragmatique des organisations telles que la CSN, la FFQ et Alternatives. Pour elles, le Forum social québécois est essentiellement un moyen de lutte contre le néolibéralisme et un lieu de réseautage. Ce qu'ils attendent du processus organisationnel, c'est surtout qu'il soit efficace et efficient (Dufour et Conway 2009). Pour Gabrielle Gérin (2008) :

l'idée n'est pas tant de renforcer le réseautage et la coordination entre les hautes sphères des mouvements sociaux que de créer un espace dédié aux forces dites « citoyennes » ou populaires – à la base des mouvements sociaux – organisé par et pour elles (82).

Ces différentes conceptions du forum social ont fait place à des compromis autour de la nature des forums sociaux¹⁰. De la logique participative, démocratique et horizontale, on est passé à une logique un peu plus en accord avec la conception des organisations notamment en restreignant le droit de vote aux seules organisations. Il fut ainsi plus aisé pour les organisations de s'impliquer dans le Forum social québécois.

En dépit des tensions entourant la logique d'horizontalité et de participation démocratique des forums sociaux, il n'empêche que les acteurs du Forum social

¹⁰ Nous reviendrons plus en détails sur les divergences entourant la logique participative et organisationnelle au Chapitre 4.

québécois ont réussi à s'approprier la formule des forums sociaux entre autres par l'expérimentation et par certains éléments propres à la forme forum social. Cette forme particulière paraît au final leur convenir. Comme le dit Beaudet (2009) :

The idea of social movements coming together, strategising together, avoiding unnecessary sectarian strife, and above all, resisting subordination to narrow political platforms, was somehow 'natural'. In many ways, the major ingredients of the WSF 'soup' captured in its famous Charter of Principles, were already in the 'genetic code' of the social movement in Quebec (335).

Voyons maintenant si une autre forme de diffusion serait à l'œuvre dans l'explication de la tenue d'un Forum social québécois.

Diffusion du local au national ?

Lors du premier chapitre, nous avons vu que la littérature sur les forums sociaux suggère que leur diffusion s'opère selon trois façons, soit du mondial au national, via la stratégie d'internationalisation du FSM ainsi que du local au national. C'est maintenant ce dernier mode de diffusion qui sera brièvement interrogé. Nous vérifions s'il y a bien eu diffusion de la formule des forums sociaux qui prendrait origine dans ses expériences locales. Compte tenu qu'avant la tenue du Forum social québécois, des forums sociaux se sont organisés au Québec à l'échelle régionale, locale et thématique, peut-on alors établir un lien entre la tenue de ces événements et la tenue d'un Forum social québécois ? À prime abord, il ne semble pas y avoir de lien causal significatif.

C'est à l'été 2002, en Estrie, que se tient le tout premier forum social au Québec, soit le Forum social de la jeunesse estrienne (FSJE). C'est au Collectif jeunesse internationale de l'Estrie (COJITÉ) que l'on doit ce premier forum social en terre québécoise. Peu de temps après, soit en septembre 2002, c'est dans la région de Québec-Chaudière-Appalaches que se tient le second forum social régional au Québec. Ce n'est que quatre ans plus tard qu'aura lieu le Forum social régional 02, soit le Forum social du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Forum social québécois 2005). En terme de forums sociaux locaux et thématiques, c'est en 2005 que se

tient le premier Forum social UQÀM, en 2006 qu'a lieu le Forum québécois théologie et solidarités, et en 2007, le Forum social Villeray.

Peut-on lier ces événements à celui du Forum social québécois ? En fait, il nous est impossible d'établir un lien causal entre les initiatives régionales/locales/thématiques et l'événement national. Nous pouvons supposer compte tenu de la petitesse du milieu militant québécois, que l'information aurait été diffusée dans l'espace québécois. Nous pourrions également soutenir que le fait que se soient organisés des forums sociaux au Québec aurait contribué à l'appropriation de la forme « forum social » entre autres parce qu'elle aurait rendu possible la dislocation ainsi que la relocation. L'existence d'un lien entre les déclinaisons locales et régionales et le Forum social québécois aurait pu être plus facilement envisageable si les acteurs-clés dans l'organisation du Forum social québécois avaient au préalable participé à l'organisation de forums sociaux régionaux et locaux au Québec. À l'exception du Forum social UQÀM, organisé par Alter-UQÀM, il n'y a pas de congruence entre les organisateurs du Forum social québécois et ceux des forums locaux et régionaux.

Il semble que les initiatives régionales, locales et thématiques découlent plutôt de la diffusion de la forme forum opérée par la participation aux Forums sociaux mondiaux, donc dans une logique allant du mondial au local et par l'appropriation par l'expérimentation. En guise d'exemple, l'un des quatre promoteurs et organisateurs du Forum social régional 02, Simon-Olivier Côté, affirme que « l'idée nous est venue de Porto Alegre l'an dernier » (Lavoie 2006, 6). Nous pouvons alors prétendre que les mêmes mécanismes de la diffusion qui ont joué dans l'organisation d'un Forum social national seraient également en œuvre dans l'organisation de forums sociaux régionaux.

Bref, l'explication de la tenue d'un Forum social québécois via la diffusion du local au national ne nous permet pas de rendre compte du processus de diffusion dans l'organisation d'un Forum social québécois. Par ailleurs, avec l'émergence d'initiatives locales et régionales à la suite du Forum social québécois 2007

(Forum social Outaouais, le Forum social lanadois, le Forum social Laval, etc.), il est justifié de se demander s'il y a eu diffusion du national au local après la tenue du Forum social québécois. Toutefois, nous laisserons à d'autres le soin d'étudier cette question.

Conclusion

À la question « pourquoi un forum social ? », nous avons démontré, à l'aide de la théorie de la diffusion transnationale élaborée par Chabot et Duyvendak (2002), que c'est via le processus de diffusion qu'on a pu voir un forum social s'organiser au Québec et que cette diffusion s'est orchestrée de diverses façons.

Nous avons d'abord vu très brièvement que le contexte de mondialisation au sens large, en favorisant les contacts entre les multiples acteurs et groupes de la mouvance altermondialiste, a contribué à la transnationalisation de l'action collective, permettant ainsi la diffusion de nouvelles formes de mobilisation dont celle des forums sociaux. De plus, nous avons vu que le Forum social mondial a lui-même contribué à la diffusion de sa formule par le biais de l'élaboration d'une stratégie d'internationalisation favorisant la diffusion de la forme à différents groupes et espaces. Dans la seconde partie du chapitre, nous avons utilisé le concept d'appropriation collective de Chabot et Duyvendak pour illustrer la réception de la forme forum social chez les acteurs-clés du Forum social québécois. Nous avons constaté que cette appropriation passe premièrement par l'expérimentation des Forums sociaux mondiaux. Deuxièmement, nous avons démontré que par sa forme particulière, le forum social constitue une innovation intéressante et appropriée aux acteurs québécois, ce qui a facilité l'appropriation collective de la forme forum. Finalement, nous avons étudié le lien entre la tenue de forums sociaux régionaux, locaux et thématiques et le Forum social québécois afin de s'interroger sur l'articulation de la diffusion allant du local au national. Toutefois, ce lien nous est apparu peu significatif.

Ainsi, plusieurs éléments de réponse ont été élaborés afin d'expliquer pourquoi

des acteurs québécois ont décidé d'organiser un forum social. Nous allons maintenant nous interroger sur le contexte politique dans lequel émerge ce type de mobilisation au Québec.

CHAPITRE 3 : POURQUOI AU QUÉBEC?

Dans le cadre de ce troisième chapitre, nous répondons à la question « pourquoi un forum social s'est-il tenu au Québec? ». Maintenant que nous savons que des acteurs québécois se sont appropriés la forme forum social, il reste à comprendre ce qui les a poussés à en organiser un. Par le biais de l'étude du contexte politique et historique, nous établissons un lien entre le contexte au Québec et l'organisation d'un Forum social québécois.

Avant de procéder à cette démonstration, nous discutons en premier lieu, les concepts de droite et de gauche politique que nous emploierons afin d'illustrer en deuxième lieu, qu'une nouvelle conjoncture s'est mise en place au Québec. En effet, on assiste à la succession de gouvernements adoptant des politiques inspirées de la philosophie économique du néolibéralisme. Nous démontrons que dans ce nouveau contexte politique, la relation entre les acteurs sociaux « de gauche » et l'État québécois change. Les forces sociales progressistes voient s'accroître une fermeture de leurs accès au pouvoir politique qui débute après l'échec référendaire de 1995 et s'intensifie sous la gouverne du Parti libéral du Québec (PLQ) à partir de 2003.

Dans une seconde partie, nous démontrons qu'il existe au Québec une tradition récente de contestation altermondialiste qui a structuré la mouvance altermondialiste québécoise. C'est dans ce contexte historique que s'inscrit le Forum social québécois. Ainsi, nous soutenons que le Forum social québécois est en continuité avec l'histoire de l'altermondialisme québécois.

C'est en troisième partie que nous confirmons, par le biais de l'analyse des discours des deux principaux acteurs impliqués dans l'organisation du Forum social québécois, soit Alter-UQÀM et la CSN, que la référence aux épisodes contestataires passés et à la montée de la droite néolibérale au Québec sert de justification à la tenue d'un Forum social québécois. C'est dans cette troisième

partie que nous confirmons l'existence du lien entre le contexte politique et historique au Québec et l'émergence du Forum social québécois.

Il s'avère important de préciser que, dans le cadre de ce chapitre, ce n'est pas à la forme forum que nous nous intéressons, mais plutôt au contexte ayant permis une mobilisation de type altermondialiste. Nous ne cherchons donc pas à expliquer pourquoi c'est précisément un forum social qui a été organisé, mais plutôt à faire ressortir comment la conjoncture politique a motivé l'organisation d'une action collective altermondialiste.

Le contexte politique au Québec : la montée de la droite néolibérale

1. La gauche et la droite : esquisse de définition

Même si les concepts de gauche et de droite ne font guère l'unanimité au sein de la communauté scientifique, il nous paraissent être les plus à même d'expliquer l'évolution du contexte politique ainsi que l'interprétation de ce contexte par les acteurs à l'étude. De plus, nous croyons tout comme Noël et Thérien (2008) que le débat gauche-droite occupe une place centrale dans la politique internationale : « (...) global politics is first and foremost a debate between the left and the right » (3). Ces concepts parce qu'ils facilitent la compréhension de la politique contemporaine (Noël et Thérien 2008), nous seront utiles pour comprendre notamment le langage des acteurs puisque la dichotomie gauche-droite imprègne leurs discours et leurs interprétations de la politique tant nationale qu'internationale.

Tout à fait en lien avec notre étude, Noël et Thérien (2008) ajoutent que c'est la dichotomie gauche-droite qui sépare les tenants des opposants à la mondialisation de l'économie. En effet, « after all, what is it that divides partisans and adversaries of globalization if it is not a left-right conflict over markets, public intervention, and social justice? » (9). L'étude du contexte à la lumière des concepts de gauche et de droite convient parfaitement à l'analyse de l'émergence d'une action collective altermondialiste. En effet, la contestation altermondialiste découle

directement d'un changement dans la conjoncture politique nationale et internationale marquée par l'approfondissement de l'interdépendance économique et politique entre les États-nations, l'adoption de politiques néolibérales et l'articulation d'un discours politique idéologiquement marqué à droite.

Si l'on se réfère à Noël et Thérien (2008), le débat gauche-droite est construit autour du principe d'égalité et d'une interprétation optimiste ou pessimiste de la réalité et de la nature humaine :

On one side, then, we have the right, which is pessimistic about human nature, sees life as a tough competition among individuals, seeks security against the ever-present possibility of violence, and defines equality in terms of personal rights. On the other side is the left, which is more optimistic about humanity, considers that communities can successfully cooperate, wants the state to protect people against social risks, and hopes to achieve what it sees as real equality (24).

Selon Noël (1996), il est possible de distinguer la gauche et la droite par la hiérarchisation entre deux valeurs, soit l'égalité et la liberté. Ainsi, la droite met l'accent sur la liberté alors que la gauche accorde une plus grande valeur à l'égalité. Traditionnellement, dans la conception de la droite libérale, on croit que

les individus sont égaux en tant que citoyens ayant les mêmes droits fondamentaux, mais ce principe n'implique pas qu'ils doivent être égaux sur le plan du revenu, de la propriété, du statut social ou des conditions de vie. Ce qui prime, c'est le droit de chacun à disposer de sa propre personne et de ses propriétés sans interférence du reste de la société ou de l'État, sauf en ce qui concerne les règles nécessaires à l'ordre et au bon fonctionnement des échanges économiques et sociaux (13).

Pour la gauche, certes la liberté est importante mais d'y parvenir

(...) impliqu[e] non seulement l'instauration de droits formels tels que le droit de vote, mais aussi l'établissement de programmes permettant à chacun de recevoir une éducation, de se prémunir contre les différents risques de la vie et de bénéficier de conditions de vie minimales (Noël 1996, 14).

En lien avec la politique et l'économie,

la droite se méfie de l'État, de l'égalité et de la participation populaire ; la gauche ne fait pas confiance au marché, au laisser-faire, et aux recours individuels (...) Alors que la droite libérale se

méfie de la démocratie et de l'État, la gauche sociale-démocrate mise sur la politique pour bâtir une société plus juste (Noël 1996, 15-17).

L'étude du contexte politique québécois passe ainsi par la référence au néolibéralisme ainsi qu'à une gestion étatique inspirée des valeurs et principes de droite. Dans *Left and Right in Global Politics*, Noël et Thérien (2008) soutiennent que les deux dernières décennies sont marquées par un virage à droite tant à l'échelle nationale qu'internationale : « In economic and social policy as well as in global development, market rules, economic objectives, and efficiency have prevailed over state intervention, social preoccupations, and redistribution » (4-5).

Nous démontrons donc que le virage à droite s'est également effectué au Québec principalement avec l'arrivée en 2003 du gouvernement Charest qui adopte des politiques inspirées de la droite néolibérale. Le recours aux concepts de gauche et de droite nous sera utile pour faire état de la montée de la droite gouvernementale et de son impact sur les forces de gauche affiliées à la mouvance altermondialiste. C'est en référence à la dichotomie gauche-droite qu'il nous sera possible de comprendre comment le contexte politique au Québec a motivé la mobilisation des forces sociales progressistes (de gauche).

2. La montée de la droite néolibérale et la fermeture de l'accès au pouvoir politique

Les origines du néolibéralisme au Québec remontent au début des années 1980 (Bourque 2004). Le néolibéralisme s'est diffusé en Occident vers la fin des années 1970 principalement via l'idée qu'il n'existerait aucune autre alternative à l'adoption de ce modèle économique. Pour Dupuis-Déri (2009), le néolibéralisme provoque une « radical [isation] du libéralisme classique en affirmant que la logique économique doit s'appliquer à toutes les sphères de la vie humaine (...) » (17). Beauchemin, Bourque et Duchastel (1995) ont pour leur part une vision plus nuancée du néolibéralisme :

Bien qu'elle [la régulation néolibérale] paraisse renouer avec le primat libéral de la mise au travail et de la soumission à l'économie de marché et, en cette fonction, rompre avec l'objectif

providentialiste du soutien de la demande effective, le néolibéralisme n'en maintient pas moins la dominance du droit et de la sphère publique dans la gestion des problèmes sociaux (...) Autre paradoxe, la régulation néolibérale reconduit le principe d'un droit au soutien, mais en le délestant des grandes valeurs de solidarité sociale, sans pour autant renouer de façon extensive avec l'idée libérale de la responsabilité individuelle et naturelle (44).

En insistant sur la redéfinition de la notion de droit du citoyen au soutien de l'État via la protection sociale, Beauchemin et ses collaborateurs (1995) soutiennent que

La redéfinition néolibérale de la notion de soutien a pour effet idéologique de resituer l'individu dans la dynamique des lois du marché et de l'y soumettre, bien que ce dernier puisse être minimalement soutenu en amont. Le néolibéralisme reformule l'idéal providentialiste de la sécurité sociale dans des termes nouveaux. La responsabilité de la société consiste désormais à armer convenablement l'individu en butte à un monde compétitif et exigeant (37-38).

Le néolibéralisme s'installe assez tôt au Québec quoique timidement. Il aura pour effet de redéfinir le rôle central de régulateur de l'État québécois, hérité de la Révolution tranquille et de la construction de l'État-providence au Québec :

(...) la Révolution tranquille a été un moment d'exhaussement important du rôle de l'État dans la vie des citoyens du Québec. Certains célèbrent ce phénomène comme une épiphanie. Pour eux, le politique est une élévation transfiguratrice de la société : l'État est le lieu privilégié des conflits entre groupes de pouvoir par lequel le bien commun arrive, et l'instrument d'une émancipation nationale porteuse de progrès (Paquet 2000, 89).

De plus, Bourque (2000), en parlant du développement de l'État-providence dans les années 1960, soutient que s'articule une nouvelle référence identitaire liant fortement la nation québécoise à l'État québécois :

le développement accéléré de l'État-providence à partir du début des années 1960 favorisera la naissance d'une nouvelle référence identitaire posant l'existence d'une nation québécoise identifiable à l'espace Québec et à l'État québécois (...) L'émergence même de l'identité nationale québécoise demeure inséparable de la place nouvelle qu'occupe l'État dans la reproduction des rapports sociaux. Il en va de même de l'affirmation de cette culture politique empreinte de solidarité et de justice sociales, ouverte à la politisation extensive des rapports de pouvoir et de domination qui permet l'élargissement des débats dans l'espace public (115).

Ce changement du rôle de l'État en lien avec le remplacement du providentialisme par le néo-libéralisme modifiera les relations entre l'État québécois et les acteurs sociaux.

C'est à partir des années 1980, qu'on assiste au démantèlement progressif de l'État-providence québécois et à la mise en place de l'État néolibéral (Bourque 2000). Déjà au tout début des années 1980, le gouvernement de René Lévesque cherche à assainir les finances publiques, à réduire la taille de l'État québécois et à adopter une politique économique dans laquelle l'État s'efface puisqu'on croit que c'est aux entreprises de favoriser le développement économique (Canet 2007c). La tendance se poursuit sous le règne du Parti libéral du Québec de Robert Bourassa (Canet 2007c). Le gouvernement Bourassa concèdera une place importante aux entreprises privées, « il privatisera des sociétés d'État et changera la formule de concertation de manière à recentrer le débat sur les problèmes spécifiques aux entreprises » (Bélanger 2000, 182). Les années de gouvernement péquiste allant de 1994 à 2003 sont marquées, selon Bourque (2004), par une stratégie néolibérale de concertation. Ce néolibéralisme de concertation passe par la promotion de la mondialisation par le biais d'une politique économique qui soutient l'exportation, favorise l'investissement étranger et cherche à développer l'entrepreneuriat. Aussi, ce néolibéralisme de concertation se caractérise par l'adoption d'une loi anti-déficit, par une volonté des politiciens péquistes de réduire la taille de l'État ainsi que par l'accent mis sur la responsabilité individuelle dans le domaine des politiques sociales (Bourque 2004). Parallèlement, ces années de gouvernement péquiste « donnent lieu à l'institutionnalisation élargie de la concertation et du partenariat » qui passe notamment par la tenue de Sommets, de tables sectorielles et la création de Centres régionaux de développement (Bourque 2004, 379). Ainsi,

tous et toutes, l'État, les régions, le patronat, les syndicats, les groupes populaires, l'économie sociale sont invités à l'élaboration de compromis sociaux pensés comme l'aboutissement nécessaire de pratiques consensuelles généralisées et institutionnalisées (Bourque 2004, 379-380).

C'est dans ces années de gouvernement péquiste que débiterait le changement dans les relations entre l'État québécois et les forces sociales. Dufour (2009), en analysant la naissance du parti de gauche Québec solidaire, fait état d'une reconfiguration des forces politiques au Québec après 1995. Cette année marque l'échec du deuxième référendum portant sur la souveraineté du Québec. Le Parti québécois est alors au pouvoir et cherche à maximiser ses appuis en vue du vote référendaire. Ainsi, il adopte une attitude d'ouverture envers les demandes sociales portées par les groupes progressistes en vue de les rallier derrière le camp du oui. Après l'échec référendaire, Jacques Parizeau quitte la direction du Parti québécois pour être remplacé par Lucien Bouchard. C'est à ce moment-là que se manifeste un changement dans la façon de gouverner du PQ qui contribuera à la rupture de l'alliance traditionnelle entre ce parti et les mouvements sociaux progressistes.

En étudiant le syndicalisme québécois dans le contexte de la montée d'une droite antisyndicale, Collombat et Gagnon (2003) font état de la proximité traditionnelle entre les syndicats et le Parti québécois et constatent que le virage à droite du PQ a modifié la relation entre ce parti et les syndicats :

Cette proximité entre l'État [et les syndicats] s'accroît lorsque le Parti québécois est au pouvoir. Non seulement les centrales syndicales ont-elles toutes pris position graduellement en faveur de la souveraineté, mais encore le Parti Québécois occupe-t-il la gauche (il serait plus juste de dire le centre-gauche) de l'échiquier politique. En dépit de brouilles imputables notamment aux tensions lorsque vient le moment des négociations de conventions collectives dans le secteur public, il existe entre le PQ et les appareils syndicaux une complicité réelle (4-5).

De centre-gauche, le PQ adopte maintenant des mesures d'austérité budgétaire, procède à des compressions dans les services publics et vise l'atteinte du déficit zéro, s'aliénant en conséquence une partie de ses appuis traditionnels, dont la CSN. En effet, lors de la campagne électorale de 2003, plusieurs syndicats affiliés à la CSN ont dressé un bilan critique des derniers mandats péquistes. Ces derniers, dont le conseil central de Montréal, « n'ont pas hésité à prendre position pour des

candidats de gauche en rupture avec le PQ dont ils dénonçaient les « dérives néolibérales » (Collombat et Gagnon 2003, 8).

Ainsi, d'une attitude d'ouverture et de conciliation envers les demandes sociales, on passe à la fermeture relative de l'accès des mouvements sociaux à l'État québécois (Dufour 2009) ainsi qu'à un changement dans les relations entre l'État et les acteurs sociaux. Selon Dufour (2009) : « implementation of social democratic policies were no longer automatically linked with the PQ's political action, and the opportunity to oppose the PQ or to be critical of its actions for social reasons was no longer revived. »

Avec l'élection du gouvernement Charest au printemps 2003 c'est une « stratégie discursive néolibérale à propension autoritaire » qui se met en place. Selon Bourque (2004), cette stratégie :

radicalise le retour au primat du marché en prônant une dévolution plus large et plus systématique vers le secteur privé. Cela implique, dans le domaine de la politique économique, une propension à la privatisation de l'offre de capital ou, si l'on préfère, à la promotion du laisser-faire et, dans le domaine des politiques sociales, une volonté de réimposer de façon plus ouverte la discipline du marché du travail. Cette stratégie, enfin, qui préconise le démantèlement des institutions d'encadrement de la concertation, entend recentrer la régulation politique sur les institutions de la démocratie représentative, projet qui paraît destiné à réimposer le pouvoir du personnel politique, des notables locaux et régionaux et, plus largement, des classes et des forces sociales qui dominent l'économie de marché (385-386).

C'est donc un néolibéralisme plus agressif et profond qui se met en branle au printemps 2003.

La campagne électorale de 2003 est révélatrice de changements dans le système de partis au Québec. En effet, on assiste en 2003 à la soudaine popularité d'un parti politique prônant clairement des politiques de droite, soit l'Action démocratique du Québec (ADQ) :

Le programme de l'ADQ s'inspire du paradigme commun aux partis de droite nord-américains. Moins d'État, moins de

réglementations, baisse des effectifs du secteur public, ouverture des services publics aux entreprises privées, taux unique d'impositions, bons d'éducation... ces moult clins d'œil aux revendications traditionnelles du patronat québécois (Collombat et Gagnon 2003, 5).

Bien que ce parti existe depuis 1994, ce n'est qu'en 2003 qu'il devient une option politique véritable. Durant la campagne électorale de 2003, les sondages révèlent un soutien massif à l'ADQ. Au final, cet appui révélé par les sondages, ne se matérialisera que faiblement en terme de votes ; ne faisant élire que quatre députés et n'obtenant que 18,2% des voix (Collombat et Gagnon 2003). En dépit de son relatif échec électoral, la soudaine popularité de l'ADQ ébranle plusieurs progressistes au Québec puisqu'ils réalisent à ce moment-là qu'il existe une proximité entre les idées adéquistes et l'électorat québécois (Collombat et Gagnon 2003).

L'élection en 2003 du gouvernement libéral de Jean Charest modifiera dramatiquement la structure des opportunités politiques (Dufour 2009). En effet, s'accroîtra la fermeture déjà entamée des points d'accès des forces sociales progressistes au pouvoir politique. Selon Dufour (2009) :

Since 2003, the new Liberal government has been much more reluctant to favour negotiation and consensus-building with social actors and prefers to rely on its electoral legitimacy to govern and take political decisions. In consequence, the level of social conflict has risen, and the division between social and political actors were more salient.

della Porta (2005) a expliqué ce changement dans la structure des opportunités. Selon elle, l'augmentation du pouvoir du marché sur celui de l'État, de l'exécutif sur le législatif, des institutions internationales sur les institutions nationales a transformé la démocratie représentative. Ces éléments conjugués ont contribué à la fermeture des canaux d'influence des mouvements sociaux sur le pouvoir politique. De plus, la crise de l'État-providence et l'hégémonie de l'idéologie néolibérale ont réduit la possibilité d'alliances dans le système partisan.

Ce changement dans les relations entre l'État et les groupes sociaux, en limitant leurs points d'entrée ainsi que leur pouvoir de négociation envers le gouvernement en place, mènera à une vague d'intenses mobilisations.

3. La mobilisation de la gauche

Bien que la droite néolibérale se manifeste au Québec depuis le début des années 1980, on assiste en 2003 à une réelle intensification de la gestion gouvernementale néolibérale. Selon Rebick (2009), la plus récente montée de la droite néolibérale au Québec serait une situation nouvelle pour la gauche québécoise qui aurait jusqu'alors réussi à contenir son développement. Selon elle,

Quebec is probably the last country to be hit by a neoliberal shift. Powerful social movements and the labour movement have been able to resist the assault until very recently. The Quebec Left is still in a bit of state of shock in response to the rise of the Right and the new experience of marginalisation by a neoliberal media and government. (313).

En réaction aux politiques néolibérales ainsi qu'à la fermeture de l'accès au pouvoir par le gouvernement libéral, on assiste à une vague d'intenses mobilisations de la société civile québécoise. Pensons à cet égard à la mobilisation syndicale en 2003 contre le projet de loi 31 modifiant l'article 45 du Code du Travail, à la manifestation contre le projet de centrale thermique du Suroît ainsi qu'à la grève étudiante de 2005, la plus longue dans l'histoire du Québec (Lacoursière 2008).

Dans les années suivant l'élection du gouvernement Charest et en lien avec la montée de la droite et l'adoption de politiques néolibérales, on assiste à la création de nouveaux mouvements, tel qu'Option citoyenne qui deviendra, via la fusion avec l'Union des forces progressistes (UFP), le parti Québec solidaire (QS) en février 2006 (Dufour 2009). Notons que l'UFP naît sous des conditions semblables. En effet, c'est en réaction aux politiques néolibérales – dont celle de l'atteinte du déficit zéro – du gouvernement péquiste de Lucien Bouchard que les forces progressistes s'unissent pour fonder le Rassemblement pour une alternative politique (RAP) en novembre 1997. Le RAP se veut un « lieu de rassemblement

où ils [les participants] pourront s'informer mutuellement des activités des différents réseaux, échanger, se solidariser et prendre des initiatives qui établiront progressivement un réel rapport de force politique (...) » (Thibault 2008, 55). D'abord un mouvement, le RAP fait son entrée sur la scène électorale et deviendra plus tard l'Union des forces progressistes. Cependant, l'entrée sur la scène électorale de partis de gauche, n'aura pas pour effet de calmer le jeu ; ceux-ci étant encore trop marginaux auprès de l'électorat québécois.

Une autre manifestation du rassemblement des forces de gauche et directement en réaction aux politiques néolibérales du gouvernement Charest, est la création du Réseau de vigilance. Ce réseau créé à l'automne 2003, soutenu par une soixantaine d'organisations « constitue un mouvement virtuel de lutte et de réflexion communes » (Lamoureux 2008, 27) qui a entre autres, pour fonction la coordination de campagnes de mobilisation. Son principal objectif est de « développer une synergie entre les diverses oppositions aux politiques du gouvernement Charest » (Lamoureux 2008, 27). Notons que ce réseau, par ses principes (respect des droits humains, culture démocratique, participation citoyenne, développement durable, protection des services publics et des politiques sociales, etc.) ainsi que par sa structure souple et peu contraignante, ressemble étrangement à un forum social. On doit d'ailleurs sa création au Réseau du Forum social Québec-Chaudières-Appalaches, mais également à D'Abord Solidaires ainsi qu'au Collectif pour un Québec sans pauvreté (Lamoureux 2008). Toutefois, la dimension « action » le différencie d'un forum social qui ne se veut qu'un espace et non un acteur.

Ainsi, puisque l'action collective dépend grandement d'éléments conjoncturels et particulièrement du contexte politique (Mathieu 2004), nous sommes en mesure d'affirmer que le contexte politique au Québec a contribué à la mobilisation des acteurs sociaux, notamment en exacerbant leur mécontentement. La montée de la droite politique au Québec, conjuguée à une attitude de fermeture des gouvernements envers les acteurs sociaux, a entraîné une exacerbation des conflits

menant à des mobilisations ; ces dernières traduisant clairement la frustration des acteurs de gauche face à ce nouveau contexte.

La contestation altermondialiste au Québec

Nous allons maintenant nous employer à démontrer qu'il existe au Québec une tradition récente de contestation altermondialiste qui facilite l'émergence d'une action collective de type altermondialiste. Ainsi, nous soutenons que le Forum social québécois s'inscrit en continuité avec ce passé contestataire.

Par l'utilisation de la notion de contestation altermondialiste, nous faisons référence aux actions collectives menées en opposition aux accords de libre-échange et aux accords internationaux visant l'approfondissement de la mondialisation économique, à la lutte contre le néolibéralisme et, dans une moindre mesure, à la promotion de la justice sociale. De plus, sans prétendre qu'à partir de ces mobilisations s'est créé un mouvement altermondialiste québécois, nous affirmons que ces mobilisations ont structuré l'altermondialisme au Québec. Nous relevons au fil de cette démonstration le rôle actif des syndicats durant ces épisodes contestataires.

Tout d'abord, nous pouvons fixer les origines de la contestation altermondialiste au Québec aux pourparlers entourant le traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALÉ) dans la deuxième moitié des années 1980. C'est à ce moment que s'organise la Coalition québécoise d'opposition au libre-échange constituée des grandes centrales syndicales du Québec (Dupuis-Déri 2009, 28). Elle deviendra en 1994, le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et s'insérera dans de plus vastes coalitions opposées au libre-échange telles que *Common Frontiers Canada* et l'Alliance sociale continentale (ASC) (Brunelle et Deblock 2000). Le RQIC regroupe entre autres des organisations syndicales, de coopération internationale et communautaires. Le Réseau vise principalement à

favoriser la participation démocratique aux négociations d'accords, à favoriser la renégociation de l'ALÉNA pour faire place à des mesures favorables au développement social, culturel, démocratique

et environnemental des sociétés, à collaborer avec les réseaux à la construction d'un forum social des Amériques, à favoriser les liens d'échanges et les actions entre les organisations sociales du Québec et des autres pays des Amériques. Essentiellement, le Réseau s'applique à critiquer le processus de libéralisation appuyé sur la déréglementation, la privatisation, la réduction des politiques sociales et des programmes sociaux (Duchastel 2004, 73-74).

La mobilisation contre l'ALÉ constitue le premier épisode de la contestation altermondialiste québécoise. Il s'avère important de souligner l'apport des syndicats dans la contestation altermondialiste puisque ce sont eux qui l'ont initiée.

D'autres moments structurent la mouvance altermondialiste québécoise. Pensons à la révolte du Chiapas en 1994 qui trouve un écho au sein des mouvements de solidarité internationale (Rioux 2008) ainsi qu'auprès de la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC) (Gaudet et Sarrasin 2008). Pensons également à la Marche *Du pain et des roses*. Cette marche contre la pauvreté et la violence envers les femmes organisée par la FFQ en 1995, « was a phenomenal success in terms of mass mobilization, public sympathy, international feminist solidarity and concrete policy gains » (Dufour et Conway 2009, 7). De plus, elle rassemble non seulement des organisations féministes, mais également des syndicats ainsi que des groupes populaires. Là où la Marche *Du pain et des roses* est constitutive de la mouvance altermondialiste, c'est qu'elle unit différents groupes autour d'une « fairly open platform of social justice » (Beaudet 2009, 334).

Un autre moment constitutif de la mouvance altermondialiste au Québec est le blocage du Complexe G en 1998 lors de la conférence de Montréal sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (Gaudet et Sarrasin 2008 ; Dupuis-Déri 2009). Dufour et Conway (2009) soutiennent en s'inspirant de Lemire (2003) que:

(...) the alterglobalization' movement in Quebec is usually dated from the anti-MAI mobilizations of 1998. At this point in time, several new social actors emerged that are specifically oriented towards the fight against globalization (or for a different form of globalization) (8).

Toutefois, c'est sans contredit le Sommet des Amériques de 2001 qui constitue le grand moment fondateur de la mouvance altermondialiste québécoise ; « l'événement phare dans l'histoire de la contestation sociale au Québec » (Gaudet et Sarrasin 2008, 179). En avril 2001, s'organise à Québec une conférence réunissant les chefs d'État des 34 pays du continent américain (à l'exception de Cuba) pour discuter du projet de création d'une zone de libre-échange à travers les Amériques. La Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) se veut l'extension de l'ALÉNA à l'Amérique latine.

En parallèle du Sommet des Amériques s'est organisé le Sommet des peuples réunissant une grande diversité d'acteurs et de mouvements sociaux opposés à ce traité commercial. Tous les acteurs majeurs y étaient : des syndicats, des fédérations étudiantes, des groupes environnementalistes, des groupes de femmes, etc. C'est au RQIC (dont 9 organisations membres sur 21 sont des syndicats¹¹) qu'on doit en majeure partie l'organisation du Sommet des peuples. Ce sommet, visant principalement à préparer la résistance au Sommet des Amériques, fut l'occasion « d'une prise de conscience sur la mondialisation capitaliste » (Rioux 2008, 225). Autant le Sommet des Amériques a permis la diffusion des thèses altermondialistes au sein de la population québécoise, autant il a permis aux acteurs sociaux d'intégrer de nouveaux éléments d'analyse à leurs discours (Desrosiers 2006). Comme le dit le président d'ATTAC-Québec, Robert Jasmin, en parlant du Sommet de Québec : « ça a été une opération de conscientisation sans précédent. Le Sommet a servi de porte d'entrée pour tout ce qui touche à la mondialisation » (Jasmin cité dans Rioux 2008, 225).

En plus d'une diffusion et d'une compréhension de l'altermondialisme, le Sommet de Québec a été une grande occasion de rassemblement des diverses forces sociales opposées à la mondialisation néolibérale. En effet, plus de 50 000 militants du Québec surtout, mais aussi du reste du Canada, des États-Unis, du Brésil et d'ailleurs, se sont unis afin de manifester leur opposition à ce traité

¹¹ Réseau québécois sur l'intégration continentale « Membres du RQIC » S.d. [En ligne] <http://www.rqic.alternatives.ca/RQIC-fr.htm> (Page consultée le 3 juillet 2009).

(Beaudet 2005b). Pour Beaudet (2009), le Sommet des peuples « gave a huge boost to the emerging multi-class alliance rooted in communities throughout Quebec » (334).

Avec le Sommet de Québec, on assiste, selon Lamoureux (2008) à une modification du cadre de référence des mouvements sociaux qui adoptent un cadre altermondialiste qui établit en permanence un lien entre les luttes locales et le néolibéralisme international (Lamoureux, 2008). Cette construction du cadre altermondialiste associant luttes locales et sectorielles au néolibéralisme a été facilitée par l'omniprésence de la droite néolibérale au Québec qui se voit selon Lamoureux (2008) par :

les gouvernements qui se succédaient à Ottawa vantaient les mérites du libre-échange, peu importe leur couleur politique ; les gouvernements provinciaux tout aussi libre-échangistes et la persistance d'un parti politique à la droite du Parti libéral au Québec ; l'impact des *think tanks* néolibéraux dans le discours public et la pollution des esprits avec leur mantra du TINA (*there is no alternative*). Dans cette perspective, il convient également d'ajouter les signataires du *Manifeste pour un Québec lucide* (20-21).

Sans prétendre qu'un cadre altermondialiste s'est construit chez les acteurs québécois, nous soutenons plutôt que s'est partagée une sensibilité altermondialiste qui passe principalement par le rejet du néolibéralisme. En effet, ces moments contestataires témoignent de l'opposition des acteurs québécois à la mondialisation néolibérale et par le fait même, de leur proximité avec les valeurs et objectifs altermondialistes.

Un élément important qui ressort de l'historique de la contestation altermondialiste, c'est entre autres l'implication syndicale dans le processus, premièrement par le biais de la Coalition québécoise d'opposition au libre-échange et ensuite, par le rôle prépondérant des syndicats dans le RQIC à l'occasion du Sommet des peuples. Il nous est paru important de souligner l'apport syndical puisque, comme il a été mentionné au Chapitre 2, le mouvement syndical ne s'identifie pas au mouvement altermondialiste. Pourtant, en constatant leur participation active à la contestation altermondialiste nous sommes en mesure

d'affirmer que, même s'ils ne s'identifient au mouvement altermondialiste, ils partagent néanmoins la sensibilité altermondialiste.

Le portrait historique de la contestation altermondialiste nous permet également de soutenir qu'il existe au Québec une tradition militante de type altermondialiste qui peut faciliter l'organisation d'un Forum social québécois principalement parce que les acteurs sont réceptifs et habitués aux mobilisations altermondialistes. Ceci se constate d'ailleurs dans le discours des acteurs-clés du Forum social québécois

L'articulation du contexte politique et historique chez les acteurs

Nous démontrons, par le biais de l'analyse discursive, que les acteurs-clés du Forum social québécois ont construit un argumentaire qui justifie l'organisation d'un Forum social québécois. Cet argumentaire s'articule autour de deux principaux éléments. Le premier élément est l'évaluation par ces acteurs du contexte politique caractérisé par la montée de la droite néolibérale au Québec. Le second élément consiste en la référence aux épisodes contestataires passés (particulièrement le Sommet de Québec de 2001) qu'ils considèrent comme étant en continuité avec le Forum social québécois. Ces deux éléments servent de justification à l'organisation du Forum social québécois et nous permettent de confirmer le lien entre le contexte politico-historique au Québec et l'émergence d'une action collective altermondialiste.

1. Alter-UQÀM - Le secrétariat du Forum social québécois

Les personnes qui composent le secrétariat du Forum social québécois sont pour la très grande majorité affiliées à Alter-UQÀM. Leur sensibilité altermondialiste est très forte notamment par leur opposition au néolibéralisme. Raphaël Canet, Nathalie Guay, Ariane Denault-Lauzier et Gabrielle Gérin (2007), impliqués dans le secrétariat du Forum social québécois, ont signé un texte dans lequel ils caractérisent négativement le contexte tant national que mondial, tous deux marqués par le néolibéralisme :

C'est aujourd'hui un lieu commun de dire que nous vivons à l'ère du néolibéralisme. Une époque où la liberté individuelle l'emporte sur

l'égalité sociale, où les valeurs de performance, d'efficacité et de responsabilité personnelle s'imposent devant celles de complémentarité, de partage et de solidarité mutuelle. Un monde où l'État est conçu comme un obstacle à la croissance économique et où le libre marché doit régner en maître. (...) Au Québec, de nombreuses organisations se mobilisent contre les conséquences désastreuses de ce capitalisme exacerbé, et ce depuis de nombreuses années. Malheureusement, force est de constater que le néolibéralisme poursuit son implacable avancée dans tous les aspects de notre vie, et que son idéologie s'impose sans cesse comme une évidence incontournable à laquelle il faudrait se rallier en toute lucidité.

Pour Alter-UQÀM, il semble clair que le système de partis au Québec s'est déplacé vers la droite notamment par sa référence à l'ADQ. En conséquence, la tenue d'un Forum social québécois est d'autant plus motivée :

Il faut aussi souligner l'importance, toute particulière que revêt désormais, dans le contexte postélectoral, la tenue du premier Forum social québécois. En effet, nous venons d'assister à l'ascension fulgurante d'un tiers parti qui a chamboulé la structure traditionnelle de la vie politique québécoise que nous connaissons depuis le milieu des années 70. Avec cette vague qui semble avoir déplacé vers la droite l'ensemble de l'échiquier politique, nous sommes en train d'assister au Québec, comme cela s'est produit ailleurs en Amérique du Nord, au glissement du néolibéralisme vers le néoconservatisme (Denault-Lauzier, Canet, Gérin et Guay 2007, 57).

Raphaël Canet poursuit dans le même sens en stipulant que :

un des objectifs du forum est de concevoir des alternatives au modèle hégémonique du néolibéralisme, lequel s'appuie sur des impératifs de croissance et de compétitivité, ainsi qu'à un discours social néo-conservateur tenu, entre autres, par l'ADQ au Québec (Canet cité dans Gauvreau 2007).

Dans le contexte de l'élection provinciale de 2007, Raphaël Canet avance que : « Avec André Boisclair [chef du PQ], le prochain gouvernement sera de droite de toute manière. L'option de gauche a besoin d'un endroit où s'exprimer » (Canet cité dans Murchison 2007). De plus, ce dernier établit un lien entre le gouvernement libéral de Jean Charest et la mobilisation entourant l'organisation du Forum social québécois. Par exemple, selon Canet (2007d), l'implication de la CSN dans le Forum social québécois est liée à la fermeture de ses accès au

gouvernement parce qu'en conséquence, la CSN aurait voulu d'un point de vue stratégique se rapprocher des mouvements sociaux (Canet 2007d).

On constate la prégnance de la sensibilité altermondialiste chez Raphaël Canet (2007b) notamment par ses références à la contestation altermondialiste, mais également dans sa façon de situer le Forum social québécois dans un contexte précis :

Le FSQ s'inscrit dans un double contexte. D'une part, la restructuration des rapports sociaux, culturels, économiques et politiques au Québec, impulsée par la logique néolibérale et les intérêts des nantis de notre monde. (...) D'autre part, et par lien de cause à effet, le FSQ se situe dans le sillage des nombreuses mobilisations sociales qui ne cessent de remettre en question cette idéologie de la *mondialisation heureuse*. Depuis le soulèvement des Indiens zapatistes du Chiapas mexicain, le jour de la date d'entrée en vigueur de l'ALENA, le 1er janvier 1994, les manifestations de Seattle en 1999 contre l'Organisation mondiale du commerce, ou encore celles de Gênes contre le G8 en 2001, les peuples de tous les continents affichent leur résistance. Le Québec n'est pas resté à l'écart de ce phénomène. Souvenons-nous des mobilisations entourant le Sommet des peuples d'avril 2001 à Québec. Puis, ici comme ailleurs, a commencé à se manifester la mouvance altermondialiste qui, en de multiples lieux et sous diverses formes, exprime sa dissidence déterminée face à la mondialisation néolibérale (20).

Il rajoute dans un autre article :

Confrontés à cette détérioration de nos conditions de vie et à ce discours néolibéral omniprésent, seules notre solidarité, notre détermination et notre créativité permettront d'opposer une multitude de solutions capables de redonner un sens à notre volonté de vivre ensemble et de progresser vers un modèle de société apte à reconnaître la dignité de chaque être humain, et à respecter la vie en général. C'est pour cette raison fondamentale que nous devons nous doter d'un espace collectif de réflexion stratégique et de construction de la société québécoise de demain : le Forum social québécois. Le Québec avait emboîté le pas au mouvement antimondialisation en avril 2001, en se mobilisant lors du Sommet des peuples dans une capitale transformée en camp retranché. Le Québec doit aujourd'hui confirmer sa participation à la mouvance altermondialiste et tenir, lui aussi, son forum social (Canet 2007c, A7).

Dans le même ordre d'idées et en parlant du Forum social États-Unis, Raphaël Canet déclare, lors de l'Assemblée générale du 10 février 2007, qu'il faut capitaliser sur l'expérience du Sommet des peuples de Québec 2001 et passer du stade des contre sommets à l'organisation d'un véritable forum social national, tout comme sont en train de faire les Américains.

À la lumière de cette brève analyse discursive, nous voyons que le lien entre le contexte québécois et le Forum social québécois est clairement établi par les membres du secrétariat du FSQ. Dans leur façon d'évaluer le contexte politique au Québec comme nouvellement marqué à droite et imprégné de l'idéologie néolibérale, ainsi que par leur référence aux épisodes de la contestation altermondialiste au Québec, s'articule clairement le contexte politico-historique du Québec qui est envisagé comme une justification de la tenue d'un Forum social québécois. Voyons maintenant si ce lien est aussi limpide chez la CSN.

2. La Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Au Québec, les syndicats sont les premiers acteurs à s'être investis dans l'espace de la mondialisation via la contestation des accords de libre-échange. Toutefois, leur identification ainsi que leur adhésion au mouvement altermondialiste n'est pas aussi évidente que ne l'est celle d'Alter-UQÀM qui s'autoproclame essentiellement altermondialiste. Les syndicats sont d'abord et avant tout des organisations de défense et de représentation des travailleurs locaux. Toutefois, l'implication de la CSN dans la mouvance altermondialiste s'explique par leur passé contestataire, par le contexte politique au Québec ainsi que par une volonté claire de s'allier à la mouvance altermondialiste.

C'est en lien avec les nouveaux objectifs de la Confédération syndicale internationale (CIS) à laquelle la CSN est affiliée, que s'est opéré le rapprochement entre la CSN et le mouvement altermondialiste québécois. En décembre 2004, la CIS :

se lance le double défi de renforcer l'action syndicale à l'échelle internationale tout en instaurant de nouveaux liens entre les luttes nationales et les luttes mondiales (...) De plus, dans son document

fondateur, la CSI admet que le mouvement syndical est en perte de vitesse et convient que le mouvement altermondialiste joue un rôle de vecteur de résistance et de changement, et qu'il doit être reconnu comme tel. Si le mouvement syndical international dans sa globalité ne se définit pas nécessairement comme partie intégrante du mouvement altermondialiste, plusieurs syndicats qui en sont membres s'inscrivent dans l'action sociale et politique qu'il met en avant, dépassant ainsi le cadre unique des relations de travail (Létourneau et Guay 2008, 68-69).

La CSN a adhéré à ces orientations comme en témoigne l'extrait suivant, qui fait également référence à l'activisme de la CSN dans la contestation altermondialiste ainsi qu'à leur résistance à la mondialisation néolibérale :

Forte de son expérience historique sur le terrain de l'action sociopolitique, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) a participé, depuis sa fondation en 2001, au Forum social mondial (FSM) ainsi qu'au premier FSQ. Devenue nécessaire dans le contexte de la mondialisation, cette jonction entre la mouvance altermondialiste et le mouvement syndical représente une opportunité certaine pour renforcer la mobilisation contre le modèle unique que tente de nous imposer le capitalisme transnational. Cependant, la composition du mouvement altermondialiste et son caractère diffus font en sorte que la pratique issue de Porto Alegre ne cadre pas toujours avec les objectifs syndicaux du mouvement ouvrier. Sociologiquement construit sur le modèle du XXe siècle, le mouvement syndical répond de moins en moins bien aux enjeux imposés par la mondialisation. Si l'action syndicale demeure plus que jamais pertinente, les transformations récentes qui ont changé la division internationale du travail appellent à un élargissement et à une recomposition de l'action syndicale. En ce sens, les forums sociaux mondiaux représentent un moment privilégié pour la refondation du syndicalisme (Létourneau et Guay 2008, 66-67).

Ce rapprochement avec le mouvement altermondialiste se manifeste notamment par la condamnation du néolibéralisme par la CSN. En effet, à la question « Quelle est la signification du Forum social québécois pour la société québécoise ? », Louis Roy (2007), lors d'une entrevue qu'il nous a accordée, explique que la lutte doit cibler le néolibéralisme car selon lui, c'est ce qui constitue le problème central. À son avis, il faut dépasser les revendications primaires et les petites luttes ponctuelles ; « il faut aller à la source ». Et cette source, pour le vice-président de la CSN, c'est indéniablement le néolibéralisme. En parlant du Forum social québécois, Louis Roy (2007) soutient que :

il faut avoir un point de vue global, il faut que les groupes dits progressistes soient capables d'ouvrir sur une vision des choses. C'est ça qu'on attend : une première réflexion collective sur le néolibéralisme ; pérennité dans la réflexion politique au sens large.

Le Forum social québécois apparaît comme l'espace permettant cette réflexion.

Dans le cadre de la Table-Ronde *Quelles significations politiques pour les forums sociaux ? : Le cas du Forum social Québécois* organisée à l'Université de Montréal par le Centre de recherche sur les politiques et le développement social, Jacques Létourneau (2007) explique comment la CSN a décidé de s'impliquer dans l'organisation du Forum social québécois. Il fait alors référence au Sommet des peuples qu'il envisage comme un succès. Pour lui, cet événement constitue le « début d'une nouvelle génération militante au Québec, d'engagement sur le terrain altermondialiste ».

Toujours dans le but de justifier l'implication de la CSN dans l'organisation du Forum social québécois, Jacques Létourneau (2007) fait référence au contexte politique au Québec. Il déclare :

L'autre aspect qui nous a motivé à aller de l'avant avec l'idée du FSQ c'est la conjoncture politique au Québec, pis je pense que ça, ça a été même l'élément déterminant (...) Rappelons-nous avec Charest il y a une mobilisation sociale, syndicale d'importance au Québec. Malheureusement, elle n'a pas nécessairement donné les résultats qu'on aurait souhaité. Et à partir du moment où le gouvernement du Québec décrète les conditions de travail, adopte un certain nombre de projets de loi qui en embrasse plus large que les conditions de travail des travailleurs au Québec ; la question de « maintenant qu'est-ce qu'on fait ? » s'est posée rapidement.

Jacques Létourneau (2007) soutient également que la participation de la CSN au Forum social québécois s'inscrit dans la campagne « *Agir ensemble contre les mesures néolibérales du gouvernement Charest* » menée par la CSN en vue de lutter contre les politiques de droite du gouvernement libéral.

Aussi, en lien avec le contexte marqué par la montée de la droite néolibérale, Louis Roy (2007) croit qu'une réflexion plus globale et apolitique doit se tenir

notamment parce que tous les partis sont à droite mais à des degrés divers. Toujours selon Louis Roy (2007), ce n'est plus dans l'arène électorale qu'il faut se battre car aucun parti ne peut résoudre le problème central. La fermeture des accès au pouvoir politique de la CSN ainsi que le virage à droite des partis politiques transparaît au travers des propos du vice-président de la CSN.

Ainsi, à la lumière de l'analyse des discours des deux principaux acteurs dans l'organisation du Forum social québécois nous avons vu s'articuler le contexte politique et historique qui passe principalement par le rejet de la droite néolibérale et la référence au passé contestataire de l'altermondialisme québécois. Nous avons démontré que les acteurs-clés du Forum ont justifié l'organisation du Forum social québécois par l'établissement de liens entre la montée de la droite au Québec et la contestation altermondialiste passée. De plus, la relation entre les deux éléments (contexte politique et contestation altermondialiste passée) et le Forum social québécois nous permettent d'affirmer que le contexte au Québec a favorisé la mobilisation altermondialiste.

Conclusion

Dans l'optique de répondre à la question « pourquoi au Québec ? », nous avons, dans un premier temps, jeté les bases conceptuelles de l'analyse en définissant les notions de gauche et de droite politique. Nous avons pu, ensuite, démontrer que le contexte politique au Québec change via une montée de la droite gouvernementale inspirée des doctrines néolibérales. Concomitamment, les accès des acteurs sociaux au pouvoir politique se ferment. Ces éléments conjugués contribuent à accroître le mécontentement social, dont témoignent les mobilisations suivant l'élection en 2003, du gouvernement libéral de Jean Charest.

C'est dans un deuxième temps que nous avons démontré que le Québec a été témoin dans le passé de contestations altermondialistes qui font état d'une tradition de militance au Québec dans laquelle s'inscrit le Forum social québécois. Dans un troisième temps, nous avons démontré qu'Alter-UQÀM et la CSN ont

justifié la tenue du Forum social québécois en fonction du contexte politique au Québec marqué par la droite néolibérale et par leur façon de considérer le Forum social québécois comme étant en continuité avec le passé contestataire du Québec. Ces éléments conjugués expliquent pourquoi il y a eu un Forum social au Québec.

À partir de l'existence de ce lien nous sommes en mesure de conclure que la tenue d'un forum social au Québec est effectivement liée au contexte politico-historique québécois ; celui-ci ayant permis de légitimer et de fournir un terrain propice à l'organisation d'une action collective de type altermondialiste au Québec

CHAPITRE 4 : POURQUOI EN 2007?

Dans ce quatrième et dernier chapitre, l'objectif est de répondre à la question « pourquoi un Forum social québécois a-t-il eu lieu en 2007 ? ». Il s'agit non pas d'analyser les conditions ou encore le contexte de l'année 2007, mais plutôt de voir – en lien avec les tentatives passées d'organisation de forums sociaux nationaux au Québec – pourquoi l'entreprise de 2007, contrairement aux précédentes, fut une réussite.

L'argument principal expliquant le succès de l'organisation du Forum social québécois pour l'année 2007 réside dans la disponibilité des ressources. Comme le soutiennent McAdam, McCarthy et Zald (1996) la disponibilité des ressources permet d'expliquer la réussite d'une action collective. Par le biais de la théorie de la mobilisation des ressources, nous démontrons que l'organisation du Forum social québécois 2007 a eu accès à suffisamment de ressources (matérielles, humaines et organisationnelles) pour lui permettre de tenir un Forum social québécois en août 2007.

Afin de répondre à la question « pourquoi en 2007 ? » nous étudions les deux expériences passées d'organisation d'un forum social national, soit le Forum social Québec-Canada-Premières nations ainsi que le Forum social québécois qui devait avoir lieu en 2006 dans la ville de Trois-Rivières. L'étude de ces deux processus organisationnels cible particulièrement les relations entre les acteurs, leurs rôles dans l'organisation ainsi que la disponibilité de ressources. Nous serons en mesure d'identifier les causes de l'annulation de ces événements et de les confronter à la réussite du Forum social québécois de 2007.

Dans la seconde partie du chapitre, nous démontrons que le processus organisationnel du Forum 2007 a été facilité par la disponibilité de ressources diverses. Une attention particulière est portée sur les relations entre les groupes et sur le rôle de la CSN dans l'organisation du Forum social québécois 2007.

Les échecs passés

Deux tentatives d'organisation d'un forum social national au Québec ont précédé la tenue du Forum social québécois. Celles-ci n'ont par contre jamais été menées à terme. Nous démontrons que c'est l'insuffisance des ressources qui explique ces deux échecs.

1. Le Forum social Québec-Canada-Premières nations

C'est à Porto Alegre, lors du Forum social mondial de 2003 que des membres de la délégation canadienne se réunissent et avancent l'idée d'organiser un forum social au Canada qui regrouperait les trois nations canadiennes. Initiée par Alternatives, une ONG montréalaise, l'idée de tenir un forum social national (canadien) a séduit plusieurs acteurs (Beudet 2005b). De retour au Canada, une première rencontre d'organisation s'est tenue à Toronto en mars 2003 (L'équipe de la Lettre 2003a). Lors de la seconde réunion de mai, qui regroupait majoritairement des Québécois, on détermine que le lieu de l'événement sera Montréal (L'équipe de la Lettre 2003a).

L'idée derrière l'organisation d'un événement pancanadien était de « créer un lieu de convergence des mouvements sociaux et de citoyen-nes ainsi qu'un espace de création et de développement d'alternatives qui répondent aux préoccupations de notre société civile québécoise, canadienne et des Premières nations » (L'équipe de la lettre 2003b).

À ces réunions étaient surtout présents des Québécois et des Ontariens, et donc très peu de Canadiens provenant des autres provinces. Soulignons aussi la présence lors de ces rencontres, de différents groupes tels que des syndicats, des groupes de femmes, des représentants de fédérations étudiantes, des peuples autochtones, des groupes écologistes et communautaires. En ce qui concerne plus spécifiquement les organisations québécoises, mentionnons qu'étaient impliqués dans le processus, les grandes centrales syndicales du Québec – CSN, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Centrale des syndicats du

Québec (CSQ), Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) – la FFQ, Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), des groupes de jeunes (Campement de la jeunesse), des ONGs (ATTAC-Québec) et mouvements communautaires (Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), Cybersolidaires, Forum social régional Québec-Chaudière-Appalaches). Le tout était chapeauté par Alternatives. Ces organisations impliquées dans le processus se sont entendues sur trois éléments en octobre 2003 :

L'organisation du Forum est une priorité pour tout le monde surtout dans le contexte où il faut travailler ensemble pour résister au rouleau compresseur néolibéral; (2) L'hypothèse qui reçoit l'approbation de la majorité des groupés est d'organiser ce Forum en juin prochain, à Montréal; (3) Les organisations syndicales qui sont un élément-clé dans le processus doivent se concerter rapidement et indiquer leurs engagements politiques et financiers (Alternatives 2003, 1).

Bien que tous semblaient s'entendre sur la pertinence, voire même sur la nécessité de tenir un forum pancanadien, ce dernier n'aura jamais lieu. Peut-on expliquer cet échec par les relations entre les groupes?

Selon Judy Rebick (2009), qui a activement participé au processus d'organisation du Forum social Québec-Canada-Premières nations, une des principales raisons de son échec est le manque de solidarité entre les groupes nationaux qu'elle explique par la nature du Canada qui est un pays multiculturel où cohabitent trois nations. Les organisations impliquées dans le Forum social Québec-Canada-Premières nations, voulaient « faire du forum un rassemblement ouvert et participatif, qui permette de surmonter les défis de nos différences régionales » (Binette, 2003). Dufour (2005), en étudiant les mouvements de protestation contre la mondialisation néolibérale au Canada et en France, souligne que la protestation canadienne et québécoise contre la mondialisation s'est orchestrée dans des espaces de protestation distincts. Selon elle, il existe une impossibilité structurelle à la création d'un mouvement canadien unifié qui s'explique par la question du statut politique du Québec au sein de la fédération canadienne.

Canet (2007b) croit pour sa part que le projet a « avorté du fait du manque de cohésion entre les organisations fondatrices » et ce, parce que celles-ci ont « adopté des agendas divergents ». Martin Rodrigue du Campement québécois de la jeunesse va dans le même sens. Selon lui, les groupes n'auraient pu s'entendre sur les dates et lieux du forum et ce, à cause des agendas des organisations qui, à son avis, « tiraient la couverture de leur bord » (Rodrigue et Eme 2007).

La principale raison de l'échec du Forum social Québec-Canada-Premières nations qui fait consensus auprès des acteurs est attribuable aux syndicats. Ceux-ci étaient impliqués au début du processus, mais se sont par la suite retirés du projet. Plusieurs raisons expliquent leur retrait. Tout d'abord, les syndicats ont finalement trouvé que le climat n'était pas propice à la tenue d'un forum social pancanadien (Beaudet 2005b). Pour sa part, la CSN a décidé de prioriser la lutte contre l'agenda néolibéral du gouvernement Charest (Létourneau dans Dufour et Conway 2009). Une autre raison est la présence de radicaux au sein de l'organisation du Forum social Québec-Canada-Premières nations qui a fait fuir les syndicats ; ces derniers préférant la négociation à la confrontation du néolibéralisme (Beaudet 2009). Puisqu'on considérait les organisations syndicales comme un « élément-clé dans le processus » (Alternatives 2003), le retrait de celles-ci est venu fragiliser le processus.

Plus que la perte d'un important acteur dans la mobilisation sociale, le retrait des syndicats du Forum social Québec-Canada-Premières nations signifiait la perte de ressources substantielles. En effet, « qui dit « plus de syndicats dans l'affaire » dit aussi problèmes de financement, perte de visibilité et mobilisation amoindrie » (Mahéo 2005). Ainsi, les syndicats parce qu'ils détiennent des ressources considérables constituent un acteur quasi essentiel au succès d'une mobilisation. Nous verrons aussi qu'ils sont indirectement responsables de l'échec du Forum social québécois de 2006.

2. Le Forum social québécois 2006

Tout comme le Forum social Québec-Canada-Premières nations, l'idée d'organiser un forum social québécois naît à Porto Alegre lors du Forum social mondial de 2005. Au retour du Brésil est fondée l'*Initiative vers un Forum social québécois* qui chapeaute l'organisation du Forum social québécois. L'objectif derrière la création de cette organisation à but non lucratif était de veiller à ce que l'autonomie de la coordination du Forum soit prémunie des risques d'appropriation par des organisations, ce qui avait été constaté dans l'organisation du Forum social Québec-Canada-Premières nations (Canet 2007b).

En novembre 2005, lors d'un « week-end de réflexion » qui se déroule à Québec, on décide que les citoyens et les organisations seront traités et considérés comme étant sur le même pied d'égalité dans le processus organisationnel et décisionnel du Forum. Aussi, on détermine que le Forum social québécois 2006 doit se tenir en-dehors des grands centres urbains (Rodrigue et Eme 2007). L'exclusion de Montréal et Québec comme villes hôtes du Forum est alors motivée par la volonté de conscientiser les habitants de la région qu'on considère comme étant moins informés sur les problématiques altermondialistes que les Montréalais ou les Québécois (Lavoie 2006).

C'est l'importance du bassin militant, l'intérêt manifesté par la ville de Trois-Rivières à accueillir le Forum social québécois, sa position géographique (au centre du Québec) ainsi que la disponibilité des installations nécessaires à l'événement qui ont déterminé que c'est à Trois-Rivières qu'aurait lieu le Forum social québécois (Paquin-Boutin 2006).

En ce qui concerne le bassin militant, plusieurs organismes de Trois-Rivières ont soutenu le processus dont Concept (organisme d'économie solidaire), le comité de solidarité de Trois-Rivières, Équiterre-Mauricie, le conseil municipal de la ville de Trois-Rivières, la Table régionale des organismes communautaires de la Mauricie, la Table de concertation du mouvement des femmes, la CSN-Mauricie et une partie de la communauté Abénaki (Eme 2006).

Outre les groupes trifluviens, d'autres groupes se sont impliqués dans le processus dont ATTAC-Québec, le Forum de la jeunesse estrienne, Alter-UQÀM, FTQ-Centre du Québec, Forum social régional 02/Saguenay-Lac-Saint-Jean, Réseau du Forum social Québec-Chaudière-Appalaches (Delisle 2005). Notons également la forte présence des jeunes (Dufour et Conway 2009) et plus particulièrement celle des membres du Campement québécois de la jeunesse qui, à ce moment-là, font partie du secrétariat général du FSQ.

Malgré l'implication de plusieurs groupes et de bénévoles (citoyens) et en dépit de la disponibilité des installations offertes par la municipalité de Trois-Rivières, l'événement se solde tout de même par un échec. Cet échec, tout comme celui du Forum social Québec-Canada-Premières nations, est attribuable à l'absence relative des syndicats ainsi qu'aux relations entre les groupes. Voyons d'abord pourquoi les syndicats n'ont pas participé au processus d'organisation du Forum social québécois de 2006.

Selon Louis Roy (2007), la CSN n'a pas embarqué dans le processus car elle croyait que c'était un événement régional et non national. Il ajoute également qu'ils ont été mis au courant du projet trop tard (Roy 2007). Même chose pour Gilles Paquette de la FTQ. À son avis, « Pour ce genre d'événement, les centrales syndicales sont prévenues depuis la genèse du projet. Pour ce FSQ, on ne nous a pas demandé notre avis. Lorsque nous avons été mis au courant, le projet était déjà élaboré. Et pour juin 2006, c'était trop tard » (Rico 2006). Michel Dupont de la même organisation syndicale rajoute pour sa part qu'« il était difficile pour nous d'assumer des décisions et de nous engager à respecter des principes qui avaient été décidés sans nous. Retarder le FSQ va nous permettre de mieux nous impliquer » (Rico 2006). À partir de ces explications, un élément important ressort, soit le besoin des syndicats d'avoir un contrôle sur l'organisation du Forum.

En fait, il y a eu une grande réticence à inviter les syndicats à se joindre au processus. Comme l'a dit Valérie Eme (2006), du secrétariat du Forum social québécois 2006, lors d'une entrevue radiophonique :

Les grands syndicats ne sont surtout pas les premières portes auxquelles on va aller frapper. D'une part parce que pour l'instant notre initiative émergeant du terrain et n'ayant pas la crédibilité d'une initiative lancée par des gros organismes (...) Cette initiative qui est aujourd'hui balbutiante n'est pas crédible à leurs yeux donc les syndicats aujourd'hui ne sont pas intéressés. D'autre part, effectivement on pourrait penser à un gros danger de récupération politique, stratégique de la part de gros syndicats qui viendraient tout à coup investir un comité initiateur ou un comité organisateur.

Il y avait donc une méfiance envers les syndicats qui est liée à leur besoin de contrôle. Toutefois, plusieurs personnes croyaient qu'il s'avérait nécessaire de rallier les syndicats au processus (Pelletier 2005 dans Dufour et Conway 2009). C'est d'ailleurs une des raisons ayant motivé le report de l'événement d'un an : « Le temps que l'on se donne, c'est aussi celui qui s'avère nécessaire à la mobilisation des institutions syndicales, mobilisation qui doit se faire par leurs bases locales » (Gérin 2006). Ici Gérin aborde un point important qui explique la volonté de contrôle des syndicats. Ces derniers sont des organes démocratiques et représentatifs dirigés par leurs membres, c'est-à-dire les travailleurs syndiqués. Conséquemment, il s'avère impératif d'obtenir l'approbation de leurs membres. De plus, dans le cas des centrales syndicales, celles-ci sont construites sous le mode fédéral ou, dans le cas de la CSN, sous le mode confédéral. Dans sa structure, la CSN, en tant que centrale confédérale, ne détient ni le pouvoir, ni l'autonomie nécessaire pour décider unilatéralement de sa participation au Forum social québécois. Elle doit ainsi demander l'approbation de ses syndicats affiliés et leur est imputable.

L'exclusion des syndicats explique l'échec du FSQ 2006 puisqu'on a été obligé de se passer ainsi de ressources financières considérables. D'ailleurs, on s'entend pour attribuer l'échec – ou du moins le report de l'événement en 2007 – à « la faiblesse des fonds recueillis, des inscriptions enregistrées et [à] l'absence de

plusieurs acteurs importants à deux mois de l'événement » (Compte-rendu Assemblée générale de fondation, 9 septembre 2006).

Outre l'absence des syndicats, une autre variable, soit les conflits entourant le processus organisationnel, est en cause dans l'explication de l'échec du Forum social québécois de 2006. Selon Raphaël Canet, il y a eu un conflit idéologique entre le collectif mauricien d'un côté, et Alter-UQÀM et le CQJ de l'autre, par rapport au mode d'organisation (Canet 2007d). Pour Alter-UQÀM et le CQJ, le processus organisationnel du Forum se doit de mettre en pratique la démocratie participative, l'horizontalité, la décision par consensus ainsi que la participation citoyenne. Selon cette logique, tous les participants sont considérés comme étant sur le même pied d'égalité et jouissent du même pouvoir décisionnel. Comme le soutient Valérie Eme, co-fondatrice du CQJ et membre du secrétariat du Forum social québécois 2006,

(...) c'est très important pour nous de favoriser l'engagement de citoyens et de permettre l'engagement d'organismes de toutes tailles et de toutes sphères d'activité (...) Il est clair qu'une personne physique a les mêmes prérogatives, les mêmes droits et les mêmes obligations qu'une personne morale et le fait d'intervenir notamment dans le financement d'un tel forum ne donne pas et ne donnera pas plus de poids à un organisme qu'à un individu (Rodrigue et Eme 2005).

Elle est d'ailleurs consciente que cette logique peut « dévaloriser la participation financière de certains groupes qui pourraient y voir moins d'intérêt ». Mais elle ne paraît pas s'en préoccuper outre mesure : « on ne vise pas un grand Forum avec un esprit élitiste. On vise à être le plus « entre nous » avec les moyens qu'on peut se permettre » (Rodrigue et Eme 2005).

De plus, lorsque l'organisation du Forum social québécois 2006 a cherché à rallier les syndicats, ces derniers ont ressentis un inconfort quant au mode de gestion horizontal (Rodrigue et Eme 2007). La CSN et Alternatives ont d'ailleurs remis en question la parité entre les citoyens et les organisations. Ils ont alors voulu tenir une assemblée générale pour revoir cet aspect et ont procédé à du magouillage et à des « jeux de coulisses » (Rodrigue et Eme 2007).

Bref, ce qui ressort de l'étude des tentatives échouées d'organisation de forums sociaux nationaux au Québec, c'est à prime abord le rôle primordial des syndicats dans l'organisation, principalement parce qu'ils détiennent des ressources financières et une capacité de mobilisation substantielles nécessaires au succès de l'événement. Ensuite, nous constatons que les relations entre les groupes, trop souvent teintées de conflits et d'intérêts divergents – notamment au niveau de la philosophie organisationnelle – nuisent clairement au processus d'organisation d'un forum social. Mais qu'en est-il maintenant de l'épisode de 2007? A-t-on réussi à contrer ces obstacles?

L'épisode de 2007 : enfin un succès

L'explication du succès de l'épisode de 2007 réside dans la disponibilité d'une variété de ressources (matérielles, logistiques, communicationnelles, financières, humaines et organisationnelles) dans l'organisation du Forum social québécois.

1. Ressources matérielles, logistiques et communicationnelles

Une partie du succès du Forum social québécois 2007 est attribuable à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). En effet, cette université a mis plusieurs ressources à la disposition des organisateurs du Forum. Soulignons que l'UQÀM, par le biais de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM) a prêté plus de 75 locaux pour l'événement ainsi que 70 espaces pour y tenir des kiosques. Lors du Forum, deux techniciens en audiovisuels étaient présents ainsi qu'une dizaine d'agents de sécurité. L'UQÀM a également contribué au succès du Forum social québécois 2007 en annonçant l'événement sur son site Internet, ainsi qu'en envoyant deux courriels afin de favoriser la participation de la communauté étudiante. De plus, le site Web du Forum a pu être hébergé par l'UQÀM, ce qui lui confère plusieurs avantages. Un article a également été publié dans le *Journal de l'UQÀM*. Les organisateurs du Forum social québécois ont pu bénéficier de l'expertise des ressources en communication de l'UQÀM ainsi que de l'aide du département des finances facilitant ainsi le paiement de l'inscription au Forum (Bilan organisationnel du Forum social québécois 2007). Si l'on compte

uniquement le prêt de locaux consenti par l'UQÀM, c'est 63 800\$ qui ont été épargnés (Budget Forum Social Québécois 2007 – BILAN FINAL 2007).

Une entente avec la ville de Montréal a également été fructueuse. La Place Émilie-Gamelin leur a été prêtée ainsi qu'une scène destinée aux prestations artistiques, des tables de pique-nique, des poubelles ainsi que des espaces de stationnement pour les organisateurs du Forum social québécois. La ville de Montréal a fourni l'électricité, l'eau potable ainsi que des agents de sécurité à la Place Émilie-Gamelin (Bilan organisationnel du Forum social québécois 2007).

Au niveau communicationnel, l'organisation du Forum social québécois a pu bénéficier de l'appui de porte-parole dont l'ancienne ministre péquiste Louise Beaudoin, les chanteurs Raoul Duguay, Paul Piché, Samian, le sculpteur Armand Vaillancourt, ainsi que la militante écologiste, Laure Waridel (Rouy 2007). Leur appui a contribué non seulement à attirer l'attention des médias, mais également à promouvoir le Forum social québécois. Comme l'explique Mathieu (2004), « une personnalité peut, par sa seule renommée promouvoir la cause à laquelle elle s'est convertie » (105). Un partenariat a été établi avec le quotidien *Le Devoir* qui a publié des articles et couvert l'événement ainsi qu'avec la station de radio CHOQ-FM. Cette dernière a d'ailleurs fourni un espace de visibilité au Forum social québécois sur son site, a prêté du matériel pour la durée du Forum et a couvert l'événement (Bilan organisationnel du Forum social québécois 2007). Comme le fait remarquer Neveu (2005), « les mouvements sociaux ont besoin de publicité : celle des médias, de l'argumentation publique, du tapage aussi » (19). Un sondage, mené auprès de 407 participants au Forum social québécois par le secrétariat du Forum, a démontré que bien qu'il y ait eu publicisation de l'événement via les médias, seulement 36 répondants ont affirmé avoir pris connaissance de l'existence de l'événement de cette façon (Bilan organisationnel du Forum social québécois 2007, 40).

2. Ressources humaines et mobilisation des groupes

Le processus du FSQ a pu bénéficier d'un soutien essentiel de la part de bénévoles. Si ces derniers avaient été rémunérés à 10\$ de l'heure, leur contribution se serait chiffrée à 306 000\$. De plus, durant l'événement, 300 personnes ont agi à titre de bénévoles (Bilan organisationnel du Forum social québécois 2007, 53).

Pour que le FSQ se révèle être un succès, il était essentiel pour les organisateurs de favoriser la participation des gens provenant des régions, des communautés autochtones et culturelles.

L'un des grands défis auquel s'est attaqué l'organisation du Forum social québécois était celui de « favoriser la participation constructive de l'ensemble des régions. L'objectif [était] de s'assurer que soient soulevés les divers enjeux rencontrés dans toutes les régions et que soient tissés des liens de solidarités à travers l'ensemble du territoire » (Secrétariat du FSQ 2007). Plusieurs efforts ont été déployés en ce sens dont un système de covoiturage et de l'hébergement solidaire. Pensons également à la *Caravane de mobilisation du FSQ* qui a sillonné le Québec dans le but de stimuler la participation régionale ainsi que la mise sur pied de collectifs régionaux. Une stratégie de soutien à la création de collectifs régionaux a d'ailleurs été élaborée par le secrétariat du Forum social québécois : « Ces collectifs visent à regrouper des forces vives dans chaque région pour notamment convenir d'actions communes, ainsi que pour susciter une mobilisation et une participation forte des personnes et groupes de chaque région au FSQ » (Secrétariat du FSQ 2007). Ainsi, sur les 79% de participants québécois au Forum, 36% provenaient de l'extérieur de Montréal, ce qui constitue une réussite aux yeux des organisateurs (Bilan organisationnel du Forum social québécois 2007, 49).

La participation des communautés autochtones revêtait une importance particulière pour l'organisation du Forum social québécois qui fut très bien traduite lors de l'assemblée générale du 10 février 2007. En effet, la présence du

chef de l'Assemblée des Premières nations, M. Ghislain Picard, provoque une vague d'applaudissements. De plus, lors de l'assemblée des mouvements sociaux clôturant le Forum, M. Picard prend la parole et annonce qu'il signera l'appel des mouvements sociaux. L'appel se veut une déclaration commune des mouvements sociaux à l'issue du Forum social québécois. Cette annonce suscite, là encore, une vague d'applaudissements sans pareil traduisant une joie certaine de la part des acteurs québécois de voir se joindre à eux l'organe représentatif de la nation autochtone au Québec. La participation des autochtones préoccupait les membres participant à l'organisation du Forum. Lors de deux assemblées générales différentes, des questions ont été soulevées quant à l'implication des communautés autochtones.

Comme il a été brièvement mentionné au Chapitre 1, le retrait des autochtones a contribué à l'échec du Forum social États-Unis, ce qui témoigne de l'importance de la présence de certains groupes. Peut-on alors dire que le succès du Forum social québécois 2007 est attribuable à la participation des autochtones? On ne peut certes pas réduire le succès de l'épisode de 2007 à la seule présence autochtone. Toutefois, elle au moins a contribué symboliquement à l'évaluation du Forum social québécois comme étant une réussite

Bien que des activités ont été organisées pour approfondir le dialogue avec les communautés culturelles du Québec lors du Forum social québécois, leur présence était plutôt faible. En effet, « the most visible absence at the Québec Forum was from what the Quebecois call the 'cultural communities' » (Rebick 2009, 313).

3. Contribution des organisations

En-dehors de l'importance de la présence de certains groupes « culturels », la réussite du Forum social québécois 2007 peut être attribué à la mobilisation des ressources par les organisations. Selon McCarthy et Zald (1977) bien que les ressources matérielles soient essentielles, l'élément déterminant dans l'organisation d'une action collective est sans contredit les organisations de

mouvement social. C'est à ces organisations que revient la tâche de la mobilisation des ressources puisque, selon eux, « l'agrégation des ressources requiert une forme minimale d'organisation » (1216). Afin de confirmer l'importance des organisations dans le processus du Forum social québécois, nous allons illustrer l'apport, en terme de ressources, de certains d'entre eux que nous envisageons comme étant les plus significatifs.

3.1. *Alter-UQÀM*

Bien qu'Alter-UQÀM n'ait apporté aucune ressource financière, l'apport de ce groupe de recherche activiste n'en a pas moins été crucial. En effet, ce sont eux qui ont assumé la permanence du secrétariat, qui ont assuré la coordination des comités, bref ce sont eux qui ont essentiellement soutenu l'organisation. Dufour et Conway (2009) relatent que l'implication substantielle d'Alter-UQÀM dans le processus avait pour effet d'occuper une position stratégique dans l'organisation, laquelle aurait été impossible compte tenu de leur faible poids organisationnel :

According to our interviews because they did not have a comparable organizational weight and power the Alter-UQAM activists sought to occupy strategic position in the organizing process, which they were able to do because they carried the enormous workload of the everyday organizing, and on a largely volunteer basis. Because their consistent presence and deep involvement, they had the *de facto* power to make many proposals and decisions between the general assemblies (...) Despite a structure favouring organizational weight, these activists exerted considerable influence in the daily production of the Forum through their consistent presence and endless work on numerous committees (22-23).

En somme, on peut dire que l'organisation de l'événement est en grande partie attribuable au travail effectué par plusieurs militants d'Alter-UQÀM.

3.2. *Alternatives*

Soulignons ici la grande contribution d'Alternatives qui, en plus d'avoir octroyé 7 032\$ à l'organisation du Forum social québécois, a fourni d'autres ressources telles que des locaux pour loger la permanence du Forum ainsi que des ressources humaines, le tout se chiffrant à près de 70 000\$ (Budget Forum Social Québécois

2007). Soulignons également qu'Alternatives a décidé d'annuler son forum de l'été « Les Journées Alternatives » qui a lieu habituellement en août de chaque année. Les fonds prévus pour l'événement ont été transférés au Forum social québécois et les participants au forum d'été ont été invités à participer au Forum social québécois (Compte-rendu Assemblée générale FSQ 9 décembre 2006). Bref, Alternatives a mis à la disposition de l'organisation des ressources substantielles ayant favorisé la réussite du FSQ.

3.3. Autres organisations

D'autres organisations ont contribué financièrement au Forum social québécois, notons entre autres les groupes religieux, les instances gouvernementales, des entreprises socialement responsables et des organismes solidaires (Bilan organisationnel du Forum social québécois 2007, 47). Le support a été tellement fort que l'organisation du Forum social québécois s'est retrouvée avec un excédent de 90 218\$ (Budget Forum Social Québécois 2007 – BILAN FINAL 2007).

Outre leur contribution financière, les organisations ont contribué au succès du Forum social québécois par leur implication dans le processus organisationnel et par leur participation massive à l'événement.

4. Les causes des échecs maintenant disparues

4.1. L'implication des syndicats

Nous avons vu précédemment qu'une des causes de l'échec des tentatives d'organisation de forums sociaux a été l'absence ou le retrait des syndicats. Voyons maintenant comment leur présence constitue une variable explicative de la réussite du Forum social québécois. Cette présence syndicale sera relevée essentiellement par l'entremise de l'étude du rôle de la CSN dans le Forum social québécois. Nous avons vu lors des Chapitres 2 et 3 pourquoi la CSN a voulu se joindre au processus d'organisation du Forum social québécois. Elle a cru en l'importance de créer des liens avec la mouvance altermondialiste québécoise, étant donné la conjoncture actuelle caractérisée par la montée de la droite et la

fermeture de ses accès au pouvoir politique. Sa « tradition » d'implication dans les Forums sociaux mondiaux et dans la contestation altermondialiste au Québec ont également motivé sa participation au Forum social québécois.

Tout d'abord, mentionnons que la CSN a décidé de participer aux réunions d'organisation une fois que l'événement prévu pour 2006 a été reporté à 2007. Depuis, les représentants de la deuxième plus grosse centrale syndicale du Québec n'ont pas manqué une seule assemblée générale, y prenant part activement. En assistant aux assemblées générales, nous avons constaté que la CSN y jouait un rôle de premier plan ; cette dernière participait à pratiquement tous les débats et ne ratait aucune occasion d'émettre son point de vue et de défendre ses préoccupations. L'implication de la CSN dans le processus organisationnel va même jusqu'au travail dans les comités du Forum social québécois. Nous pouvons nous interroger à savoir si l'implication de la CSN en ressources humaines n'est pas une façon d'avoir un certain contrôle ainsi qu'un droit de regard sur l'organisation du Forum. À cet effet, Giraud et al. (2005), en étudiant la place des syndicats dans l'organisation du Forum social européen, soutiennent que :

l'investissement de permanents syndicaux dans l'organisation du forum et le rôle prépondérant qu'ils ont joué grâce à leur savoir-faire militant et à la mise en œuvre de stratégies de coopération durables ont constitué autant de ressources pour imposer et rendre visibles leurs préoccupations (204).

Soulignons que bien que la CSN ait été présente dans tous les comités du Forum social québécois, cette dernière a toutefois décidé de n'en coordonner aucun (Roy 2007).

La CSN est consciente du poids et du pouvoir potentiel qu'elle détient au sein de l'organisation du Forum social québécois. C'est ce que paraît suggérer Louis Roy (2007) lorsqu'il dit : « on y va ou on n'y va pas » ou lorsqu'il avance : « on prend de la place, on est structurés, on a plusieurs représentants ». Il semble également conscient qu'une certaine méfiance envers la CSN en découle.

Ce poids de la CSN et son importance dans la réussite du Forum social québécois sont également liés à son grand pouvoir de mobilisation. C'est d'ailleurs ce que soulève Dupuis-Déri (2009) en référence aux mobilisations altermondialistes : « (...) que ce soit à Seattle, à Québec ou à Gênes en 2001, les cortèges syndicaux comptaient le plus de participants. Sans cette mobilisation syndicale, les manifestations de plus de 50 000 personnes n'en auraient compté que quelques milliers » (53). Le pouvoir mobilisateur des syndicats constitue, en plus de leurs ressources financières, un atout souvent essentiel à une mobilisation collective. Toutefois, à l'occasion du Forum social québécois, la CSN a choisi de circonscrire sa mobilisation ne voulant créer une surreprésentation syndicale et ainsi monopoliser l'espace du Forum et créer une distorsion. Ils ont tout de même prévu libérer une centaine de délégués et de représentants faisant partie de leur « gang décisionnelle » (Roy 2007).

En tant qu'acteur majeur de la vie politique au Québec (Gagnon 1996) et dotée d'une forte expérience en terme d'organisation de manifestations et d'activités collectives diverses, la CSN détient un grand « savoir-faire militant » (Giraud et al. 2005) et une expertise qu'elle a mis au service de l'organisation du Forum social québécois. Cette dernière a d'ailleurs fourni des renseignements pour organiser la marche de clôture du Forum et élaboré un plan de communication (Compte-rendu Assemblée générale FSQ 24 mars 2007). Elle a également contribué à la publicisation ainsi qu'à la médiatisation de l'événement, notamment via le soutien du service des communications de la CSN (Compte-rendu Assemblée générale FSQ 10 février 2007).

On ne peut passer sous silence la contribution financière de la CSN, mais également celle d'autres syndicats. Sans compter les autres ressources (humaines, expertise, conseil, implication, etc.), la CSN a versé 10 000\$ au FSQ. Si l'on calcule au total la contribution financière des syndicats – toutes affiliations confondues – celle-ci se chiffre à 41 900\$ (Bilan organisationnel du Forum social québécois 2007, 47).

Compte tenu de l'importance des ressources consenties par les syndicats et, plus particulièrement celles de la CSN, nous pouvons affirmer que leur implication a bel et bien contribué à la réussite du Forum social québécois de 2007. D'ailleurs, lors de l'assemblée générale de fondation du Forum social québécois, on a souligné le caractère essentiel de l'implication des organisations syndicales et pour permettre cette implication, il a été convenu de modifier la structure organisationnelle du Forum (Compte-rendu Assemblée générale de fondation, 9 septembre 2006).

4.2. Les relations entre les groupes : Le litige autour de la participation citoyenne

Outre l'absence ou le retrait des syndicats dans les tentatives passées d'organisation d'un forum social national, l'échec de celles-ci est également attribuable aux conflits entre les groupes principalement en lien avec la structure organisationnelle marquée par l'horizontalité et la participation citoyenne soutenue par Alter-UQÀM et inspirée du Campement intercontinental de la jeunesse.

Lors de l'Assemblée générale de fondation du Forum social québécois en septembre 2006, et en lien avec la dissolution et le retrait du collectif Mauricie, on aborde le sujet de l'adoption de la Charte constitutive du Forum social québécois. C'est alors qu'un débat s'enclenche sur la structure organisationnelle du Forum et principalement sur la parité entre citoyens et organisations. Certaines organisations, notamment syndicales, font comprendre à l'assemblée que leur « implication [est] cependant conditionnelle à la reconnaissance explicite dans le texte de la Charte constitutive du FSQ d'un rôle de coordination de premier plan dévolu aux organisations » (Compte-rendu de l'Assemblée générale de fondation, 9 septembre 2006).

Puisqu'on croit fermement que le Forum social québécois « ne pourrait être organisé de manière satisfaisante sans l'implication concrète et le soutien des organisations notamment syndicale, dans le processus lui-même », l'Assemblée accepte de retirer le droit de vote aux citoyens (Compte-rendu de l'Assemblée

générale de fondation, 9 septembre 2006). Ainsi, seules les organisations ont pu jouir de ce pouvoir décisionnel.

Bien que cette modification ait permis l'implication de grosses organisations, elle a en conséquence provoqué le retrait d'autres groupes, notamment les citoyens ainsi que les membres du Campement québécois de la jeunesse (Canet 2007d). Lors de l'Assemblée générale de fondation où fut retiré le droit de vote des citoyens, neuf personnes se définissant comme tel étaient présentes dans l'assistance. À la lecture des procès verbaux, nous avons remarqué que ces derniers (à l'exception d'une seule personne) n'ont plus participé aux assemblées générales subséquentes. Notons que sur le plan des ressources, ces départs ne sont pas significatifs.

En assistant aux assemblées générales, nous avons pu prendre acte de la mauvaise réception de cet élément de la Charte du Forum social québécois. En effet, pratiquement à chacune des assemblées auxquelles j'ai assisté, des critiques se faisaient entendre lorsque le président d'Assemblée expliquait les modalités de vote. Il fallait alors justifier celles-ci afin de calmer la grogne.

L'explication derrière la volonté des organisations de retirer le droit de vote aux individus a bien été expliquée par Roy :

C'est important pour nous de pouvoir défendre toutes les décisions qui sont prises avec l'argent de nos membres qui cotisent (...) Nous sommes d'accord avec une certaine démocratie horizontale, mais il faut que les gens qui prennent les décisions en assemblée générale soient imputables de leurs propositions. Sinon, un citoyen qui passe par là aurait pu entrer dans une assemblée et vendre une belle idée qui est très dispendieuse, et ce sont les organisations qui auraient eu à en assumer les coûts (Roy cité dans Murchison 2007).

Cette modification au processus du Forum social québécois, qui a remplacé la logique de participation citoyenne par la logique organisationnelle, en a déçu plus d'un dont en premier lieu Alter-UQÀM (Canet 2007d). Elle aura tout de même permis l'implication d'organisations importantes à la réussite du Forum social

québécois et l'établissement d'un compromis permettant la collaboration et la relative bonne entente entre les organisations en présence.

Les deux obstacles à l'organisation d'un forum social national ont été surmontés grâce à l'abandon (relatif) de la logique de participation citoyenne et ce, parce que cet abandon a permis l'implication d'un acteur incontournable : la CSN.

Conclusion

Dans le but d'expliquer pourquoi il y a eu un forum social au Québec en 2007, il nous restait à comprendre pourquoi c'est précisément en 2007 qu'on a pu voir s'organiser pour la première fois un forum social d'envergure nationale. Il s'agissait alors de déterminer en quoi l'entreprise de 2007, comparativement aux tentatives passées d'organisation d'un forum social national, a été rendue possible.

Nous avons documenté les échecs passés d'organisation d'un forum social national – soit le Forum social Québec-Canada-Premières nations et le Forum social québécois 2006 – afin d'en ressortir les causes explicatives de leur non-aboutissement sous l'angle de la mobilisation des ressources. Deux principales causes ont été discutées, soit l'absence (ou le retrait) des organisations syndicales ainsi que les relations conflictuelles et non-cohésives entre les groupes.

En ce qui a trait à l'épisode de 2007, nous avons établi que des ressources substantielles prévalaient à l'organisation d'un Forum social québécois. Pensons à cet effet à la disponibilité de ressources matérielles via l'établissement de partenariats avec l'UQÀM et la ville de Montréal, mais également aux ressources communicationnelles et humaines. Les organisations ont constitué l'un des piliers essentiels en terme d'attribution de ressources.

Après avoir étayé la quantité de ressources destinées à l'organisation du Forum social québécois 2007, nous nous sommes tournés vers les causes des échecs passés – c'est-à-dire à l'absence des syndicats et aux relations entre les groupes –

afin de déterminer si ces obstacles étaient toujours présents dans l'organisation du Forum social québécois 2007. C'est alors qu'a été révélée l'importance de l'implication syndicale dans le processus organisationnel, principalement par le biais de la CSN. De plus, en matière de relations entre les groupes, s'est mise en place une logique organisationnelle octroyant la primauté aux organisations. Celle-ci a permis l'implication d'acteurs-clés – notamment les syndicats – ainsi que la relative bonne entente entre les groupes. C'est donc ainsi que s'explique pourquoi c'est en 2007 qu'a pu être tenu le premier Forum social québécois.

CONCLUSION

Le phénomène contemporain de mondialisation économique a fourni l'occasion de voir émerger de nouvelles formes d'action collective. C'est dans ce contexte que s'inscrit la naissance des forums sociaux ainsi que leur prolifération mondiale. Dans ce mémoire, nous nous sommes intéressés à étudier une déclinaison nationale du Forum social mondial : le Forum social québécois.

Nous voulions comprendre pourquoi il y a eu un forum social au Québec en 2007. Nous cherchions à expliquer l'émergence d'une action collective en considérant les phénomènes de diffusion, le rôle du contexte national et la question de la disponibilité des ressources.

C'est au premier chapitre que nous avons jeté les bases analytiques qui ont guidé l'étude du Forum social québécois et ce, par une recension des écrits sur les forums sociaux, par l'élaboration du cadre théorique ainsi que par la présentation de la méthodologie qui a guidé l'étude. La littérature sur les forums sociaux nous a permis de préciser des éléments qui doivent intervenir dans l'analyse des forums sociaux : les forums sociaux constituent une forme particulière de mobilisation altermondialiste, ils émergent dans un contexte national et international précis et selon trois principaux facteurs.

Bien que le forum social ne cadre pas avec la définition d'un mouvement social, nous avons vu qu'il existe une réelle proximité entre le forum social et le mouvement social. Le seul élément non-concordant a trait à la dimension « action protestataire ». Le forum social se distingue essentiellement du mouvement social parce qu'il refuse d'être un acteur. Toutefois, la tenue d'un forum social est en elle-même une action. Non, le forum en tant qu'organisation n'est pas un acteur – dans le sens d'acteur social – mais l'événement « forum social » constitue bel et bien une action collective organisée en fonction d'une cause à défendre et qui indirectement – et parfois même directement – interpelle l'opinion et les pouvoirs

publics et favorise la diffusion de ses revendications. Ainsi, l'emploi de théories sur les mouvements sociaux était d'autant plus approprié.

Nous avons retenu trois approches théoriques pour comprendre l'émergence des forums sociaux : la théorie de la diffusion transnationale, la théorie des opportunités politiques ainsi que la théorie de la mobilisation des ressources.

Dans le second chapitre, nous avons démontré que le choix du type de mobilisation forum social résulte de la diffusion de la formule des forums sociaux entreprise par le Forum social mondial lui-même via l'élaboration et la mise en branle d'une stratégie d'internationalisation des forums sociaux qui passe par la délocalisation des Forums sociaux mondiaux ainsi que par la multiplication des forums sociaux à des échelles autres que l'échelle mondiale. Conséquemment, des forums sociaux se sont organisés un peu partout à travers le monde et les Forums sociaux mondiaux se sont tenus non plus exclusivement au Brésil. Ceci a permis aux acteurs québécois de réduire les obstacles à la reproduction de l'innovation forum social en sol québécois.

Nous avons vu, à l'aide de la théorie de la diffusion transnationale de Chabot et Duyvendak (2002) que la diffusion passe par la réception et que cette réception, pour sa part, passe par l'appropriation collective de l'item de diffusion. Chez les acteurs-clés de l'organisation du Forum social québécois, cette appropriation s'est effectuée de deux façons. Premièrement, c'est par l'expérimentation des forums sociaux, principalement par la forte participation québécoise aux Forums sociaux mondiaux, qu'ils ont pu se familiariser et ainsi s'approprier la forme forum social. Deuxièmement, c'est par la nature des forums sociaux que l'appropriation a été rendue possible. En effet, le forum, en tant que lieu de réseautage et espace non-délibératif, a su convenir aux acteurs québécois. Bien que la caractéristique des forums sociaux basée sur l'horizontalité et la démocratie participative n'a pas suscité une appropriation unanime, elle a néanmoins séduit Alter-UQÀM, l'un des acteurs majeurs dans l'organisation et la promotion du Forum social québécois.

À voir le fort intérêt et l'implication constante de ce groupe lors des assemblées générales, nous avons constaté à quel point le désir d'organiser un Forum social québécois était manifeste chez les membres d'Alter-UQÀM coordonnant le secrétariat général du Forum. Ces derniers ont pu s'ajuster – quoique ce fut à contre-cœur – aux autres acteurs en établissant des compromis, tout ça dans le but de mener à terme l'organisation du Forum social québécois. Sans cette motivation et ce travail acharné d'Alter-UQÀM, il est justifié de penser que le Forum social québécois aurait pu ne jamais voir le jour. Notons par ailleurs que lors de l'Assemblée générale suivant le Forum social québécois d'août 2007 – soit l'Assemblée générale du 20 octobre 2007 – Alter-UQÀM a soumis une proposition à l'effet d'organiser un second Forum social québécois à l'été 2008. Malheureusement pour eux, la réception fut mauvaise principalement chez les grandes organisations telles que la CSN, la FFQ, Alternatives et l'AQOCI (Compte-rendu Assemblée générale FSQ 20 octobre 2007). Là encore, Alter-UQÀM s'est heurté aux organisations mais a, là aussi, fait preuve de persévérance puisque se tiendra à l'automne 2009, le deuxième Forum social québécois.

Toujours dans le cadre du deuxième chapitre, nous nous sommes interrogés à savoir si la diffusion des forums sociaux s'est également opérée dans une logique allant du local au national. Toutefois, il nous a été impossible de confirmer l'existence d'un lien significatif entre la tenue, avant 2007, de forums sociaux régionaux, locaux et thématiques au Québec et l'organisation d'un forum social d'envergure nationale.

L'objectif du troisième chapitre était de déterminer pourquoi une mobilisation altermondialiste s'est organisée au Québec. À l'aide de la dichotomie conceptuelle gauche-droite, nous avons démontré qu'on assiste au Québec depuis quelques années à une montée de la droite gouvernementale néolibérale concomitante à la fermeture de l'accès des acteurs sociaux progressistes (de gauche) à l'État québécois. Ce nouveau contexte politique a engendré un mécontentement chez les forces sociales québécoises justifiant la mobilisation de ces dernières. De plus, nous avons établi que le Forum social québécois est en continuité avec

l'historique de la contestation altermondialiste au Québec. Par le biais de l'analyse des discours de d'Alter-UQÀM et de la CSN nous avons démontré la prise en compte du contexte politique et historique au Québec par ces acteurs ; cette prise en compte ayant servi de justification à l'organisation d'un forum social au Québec.

L'analyse en fonction des concepts de gauche et de droite politique est peu courante au Québec. Ceci s'explique entre autres par la prégnance de la question nationale dans le débat public et chez les mouvements sociaux. Jusqu'à tout récemment, le débat souverainiste/fédéraliste, par son omniprésence au Québec, a structuré le débat politique au Québec. Ce cadre de référence « québéco-québécois » (Lamoureux 2008, 20) faisait en sorte que les problèmes sociaux étaient envisagés en relation avec le statut politique du Québec au sein de la fédération canadienne. La source des conflits était alors liée au fédéralisme canadien et la solution à presque tous les maux résidait dans l'accession du Québec à l'indépendance politique. Avec la défaite de l'option souverainiste lors du référendum de 1995, la question de l'indépendance du Québec perd de son omniprésence et de son caractère structurant. Conséquemment, on assiste à une reconfiguration des alliances ainsi qu'à l'émergence d'une analyse des conflits sociaux sur la base de la logique gauche-droite et non plus souverainiste-fédéraliste (Dufour, 2009). Comme le soutient Dufour (2009):

the 2007 provincial elections appears less as a “rupture” with past political dynamics than as the result of a process that begins in the mid-nineties. This process could be characterised as a process of “normalisation” of the Quebec political society, less and less structured only around the question of the political status of Quebec and more and more permeable to social cleavages that had impact in other societies for a long time, such as the left/right and open/closed cleavages.

L'étude du contexte politique aura permis de mettre en relief la présence de ce clivage gauche-droite dans l'explication de l'émergence du Forum social québécois.

Le quatrième et dernier chapitre a fait état de la disponibilité des ressources comme facteur de réussite d'une mobilisation de type forum social. En relevant comme point commun à l'échec du Forum social Québec-Canada-Premières nations et du Forum social québécois 2006 l'insuffisance des ressources, nous nous sommes employés à illustrer la disponibilité des ressources dans l'entreprise de 2007. Nous avons relevé le rôle majeur des syndicats, plus particulièrement de la CSN, dans la réussite d'une mobilisation au Québec et nous avons considéré la bonne entente entre les groupes participant à l'organisation des forums sociaux comme étant un facteur essentiel à la tenue du Forum social québécois en août 2007. Ce chapitre a contribué à mettre en lumière la dynamique relationnelle entre les principaux acteurs sociaux du Québec ainsi que la prégnance de la logique organisationnelle chez plusieurs d'entre eux.

Ainsi, à la question « Pourquoi un forum social au Québec en 2007? » nous répondons que la conjoncture politique au Québec marquée par la montée de la droite gouvernementale et l'adoption de politiques néolibérales a créé une fermeture de l'accès des acteurs sociaux progressistes à l'État québécois. L'historique de la contestation altermondialiste au Québec ainsi que la prise en compte de ce nouveau contexte par les acteurs-clés du Forum social québécois a contribué à leur mobilisation. Combiné à la diffusion et à la réception de la forme forum social par les forces progressistes québécoises ainsi qu'à la disponibilité de ressources tant matérielles, humaines, qu'organisationnelles, l'émergence d'un forum social au Québec en 2007 a pu être possible. C'est l'amalgame de tous ces facteurs qui nous ont permis de répondre à la question constitutive de ce mémoire.

En tant que plus grand rassemblement de la gauche au Québec (Rebick 2009, Guay citée dans Shields 2007), il nous est apparu à la fois analytiquement pertinent et intéressant d'étudier le Forum social québécois. Ainsi, cette étude nous a permis de comprendre le phénomène de la prolifération des forums sociaux par l'entremise de l'analyse d'une initiative nationale menée par des acteurs locaux. Nous avons pu comprendre les motivations des acteurs, leurs relations entre eux et prendre le pouls de leur mécontentement. Le caractère novateur de

l'expérience forum social en Amérique du Nord conjugué au fait que c'était le premier forum social national au Québec, rajoute à la valeur de l'objet d'étude « Forum social québécois ». Il aurait été intéressant d'évaluer la signification politique de la tenue d'un forum social national en Amérique du Nord, mais ce n'était pas précisément l'objet de la présente étude.

Notre apport à la recherche sur les forums sociaux réside principalement dans le développement d'un modèle explicatif du phénomène de la prolifération et de la régionalisation des forums sociaux. L'élaboration de facteurs explicatifs de l'émergence d'un forum social national contribue à expliquer pourquoi des centaines de forums sociaux s'organisent annuellement à travers la planète. Nous comprenons maintenant que l'émergence de forums sociaux nationaux est premièrement liée à la diffusion des forums sociaux via la stratégie d'internationalisation du Forum social mondial ainsi qu'à l'appropriation par les acteurs de la forme forum social. Deuxièmement, nous avons démontré que le contexte national peut favoriser la mobilisation des acteurs locaux et ainsi, l'émergence d'une action collective. Troisièmement, nous avons relevé l'importance de la mobilisation des ressources dans l'organisation d'un forum social et par le fait même, le rôle-clé des acteurs dans cette organisation. Nous ne prétendons pas que ces facteurs soient les seuls en mesure d'expliquer l'émergence des forums sociaux. Nous ne pensons pas non plus qu'ils s'articulent de la même façon ailleurs qu'au Québec. Toutefois, nous considérons que leur utilisation peut expliquer l'émergence de forums sociaux en d'autres lieux.

L'étude du Forum social québécois a contribué à expliquer l'émergence d'un forum social national et à documenter un événement mobilisateur et innovateur au Québec. Pour poursuivre la réflexion, il serait intéressant d'analyser l'apport du Forum social québécois de 2007 dans la diffusion et la prolifération des forums sociaux régionaux au Québec. Durant l'organisation du Forum social québécois et à la suite de l'événement, des initiatives locales et régionales se sont organisées et continuent à s'organiser. Pensons par exemple au Forum social de Laval, au Forum social Outaouais et au Forum social lanudois. Certaines de ces initiatives

régionales ont pu bénéficier du soutien financier de l'organisation du Forum social québécois qui avait dégagé un surplus de 90 218\$ (Budget Forum social québécois 2007 – Bilan final 20 octobre). Est-ce que la disponibilité des ressources a stimulé l'organisation de ces forums sociaux ? Est-ce que ce serait plutôt opéré un processus de diffusion de la formule des forums sociaux au Québec dans une logique allant du national au local ? À l'approche du deuxième Forum social québécois prévu pour octobre 2009, la recherche sur les forums sociaux au Québec est loin de s'achever.

BIBLIOGRAPHIE

- Agrikoliansky, Éric et Isabelle Sommier, dir. 2005. *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*. Paris : La Dispute.
- Aguiton, Christophe, Michel Benasayag, Bernard Cassen, Nadia Demond, Gustave Massiah, Philippe Merlant, Bruno Rebelle, Patrick Viveret, Gilbert Wasserman et Chico Whitaker. 2003. *Où va le mouvement altermondialisation?-- et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*. Paris: La Découverte.
- Albert, Michael. 2009. « The World Social Forum: Where To Now? ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 363-369.
- Allahwala, Ahmed et Roger Keil. 2005. « Introduction to a Debate on the World Social Forum ». *International Journal of Urban and Regional Research* 29.2 (June): 409-416.
- Alternatives. 2003. « Vers le Forum des peuples du Québec, du Canada et des Premières Nations ». *Lettre du vendredi, le bulletin des membres*, 30 octobre : 1.
- Beauchemin, Jacques, Gilles Bourque et Jules Duchastel. 1995. « Du providentialisme au néolibéralisme : de Marsh à Axworthy. Un nouveau discours de légitimation de la régulation sociale ». *Cahiers de recherche sociologiques* (no 24): 15-47.
- Beudet, Pierre. 2005a. *Le Forum social 2006 : Nouvelles étapes*. [En ligne]. <http://www.alternatives.ca/article2111.html> (Page consultée le 29 septembre 2007).
- Beudet, Pierre. 2005b. *Le Forum social mondial et l'altermondialisme*. [En ligne]. <http://alternatives-international.net/article12.html?lang=fr> (Page consultée le 29 septembre 2007).
- Beudet, Pierre. 2006. « Le Forum social mondial de Caracas: à la recherche du mouvement populaire du Venezuela ». *La Chronique des Amériques* (no 9) : 1-10.
- Beudet, Pierre. 2009. « Asterix On The St Lawrence ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 332-342.
- Beaudoin, Louise. 2002. *Le Québec à Porto Alegre. Bulletin d'information quotidien en provenance de Porto Alegre*. [En ligne]. <http://archives.vigile.net/dossier-souv/1.html> (Page consultée le 4 mai 2009).

- Bélanger, André-J. et Vincent Lemieux. 1996. *Introduction à l'analyse politique*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Bélanger, Yves, « Le « modèle » québécois survivra-t-il à l'avènement du XXI^e siècle ? ». Dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier dir., *La révolution tranquille : 40 ans plus tard : un bilan*. Montréal : vlb éditeur : 179-186.
- Binette, Catherine. 2003. *Appel pour la mise sur pied du forum social Québec-Canada Premières Nations*. [En ligne]. <http://www.alternatives.ca/article578.html> (Page consultée le 6 mars 2007).
- Bourque, Gilles. 2000. « La Révolution tranquille entre les velléités de l'oubli et les impératifs de la mémoire ». Dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier dir., *La révolution tranquille : 40 ans plus tard : un bilan*. Montréal : vlb éditeur : 107-119.
- Bourque, Gilles. 2004. « Prolégomènes à l'analyse des transformations de la régulation ». Dans Raphaël Canet et Jules Duchastel dir., *La régulation néolibérale. Crise ou ajustement ?* Outremont: Athéna Éditions : 363-388.
- Brunelle, Dorval et Christian Deblock. 2000. « Les mouvements d'opposition au libre- échangeisme dans les Amériques et la constitution d'une Alliance sociale continentale ». *Nouvelles pratiques sociales* 13 (2) : 131-147.
- Brunelle, Dorval. 2006. « Le Forum social mondial : origine et participants ». *La Chronique des Amériques* (no 3): 1-10.
- Brunelle, Dorval. 2007. « Du Forum social mondial de Nairobi au Forum social québécois ». *La Chronique des Amériques* (no 6): 1-10.
- Brunelle, Dorval. 2009. « Citizen Mobilisation In The Americas And The Birth Of The World Social Forum ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 258-275.
- Campement autogéré. S.d. *Bilan historique au moment de la création du CQJ*. [En ligne]. <http://www.uncampement.net/?q=en/node/6> (Page consultée le 27 juin 2009).
- Canet, Raphaël et Simon Perrault. 2006. « Les forums sociaux : vers une culture politique de l'implication citoyenne ». Dans Jules Duchastel et Raphaël Canet, dir., *Crise de l'État, revanche des sociétés*. Outremont : Athéna éditions : 245-268.

- Canet, Raphaël, Nathalie Guay, Ariane Denault-Lauzier et Gabrielle Gérin. 2007. « En 2007, un autre Québec sera possible ! Vers le premier Forum social québécois ». *Journal Alternatives* (Montréal), 4 avril.
- Canet, Raphaël, coordonnateur FSQ. 2007a. *Table-Ronde du CPDS. Quelles significations politiques pour les forums sociaux ? : Le cas du Forum social Québécois*. Montréal : Centre de recherche sur les politiques et le développement social, Université de Montréal.
- Canet, Raphaël. 2007b. *Les Forums sociaux : principe espérance du XXIème siècle Forum social québécois*. [En ligne]. <http://www.er.uqam.ca/nobel/social/2007/articles-textes-sur-le-fsq-et-les-forums-sociau/1er-forum-social-qu-b-cois-journal-luqam-14-mai.html> (Page consultée le 11 octobre 2007).
- Canet, Raphaël. 2007c. « Un autre Québec est-il possible? L'imposition tranquille de la société néolibérale ». *Le Devoir* (Montréal), 17 juillet : A7.
- Canet, Raphaël, coordonnateur du FSQ. 2007d. *Entrevue avec Raphaël Canet*. Propos recueillis par Pascale Dufour le 19 juin, Montréal.
- Canet, Raphaël. 2008a « L'intelligence en essaim. Stratégie d'internationalisation des forums sociaux et régionalisation de la contestation mondiale ». *Cultures & Conflits* 70 (été) : 33-56.
- Canet, Raphaël. 2008b. « L'éclosion d'une culture politique participative. L'expérience du Forum social québécois ». *Nouvelles pratiques sociales* 21 (no1) : 84-103
- Caruso, Giuseppe. 2004. « Conflict management and hegemonic practices in the World Social Forum 2004 ». *International Social Science Journal* 56 (182): 577-589.
- Chabot, Sean et Jan Willem Duyvendak. 2002. « Globalization and transnational diffusion between social movements: Reconceptualizing the dissemination of the Gandhian repertoire and the "coming out" routine ». *Theory and Society* 31 : 679-740.
- Collombat, Thomas et Mona-Josée Gagnon. 2003. « Le syndicalisme québécois face à la résurgence d'une droite antisyndicale ». *Chronique Internationale de l'IREs* no 83 (juillet) : 1-14.
- Comité communication et mobilisation (FSQ). 2007. *Document de présentation du FSQ*, 2 février.
- Conway, Janet. 2005. « Social Forums, Social Movements and Social Change: A Response to Peter Marcuse on the Subject of the World Social Forum » *International Journal of Urban and Regional Research* 29 (2): 425-428.

- Daulatzai, Anila. 2004. « A leap of faith : thoughts on secularistic practices and progressive politics ». *International Social Science Journal* 56 (182): 565-576.
- della Porta, Donatella et Sidney Tarrow, dir. 2005. *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield.
- della Porta, Donatella. 2005. « Multiple Belongings, Tolerant Identities, and The Construction of "Another Politics": Between the European Social Forum and the Local Social Fora ». Dans della Porta, Donatella and Sidney Tarrow, dir., *Transnational Protest and Global Activism*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield: 175-202.
- della Porta, Donatella et Mario Diani. 2006. *Social Movements: An Introduction. Second Edition*. Oxford: Basil Blackwell.
- della Porta, Donatella, Massimiliano Andretta, Lorenzo Mosca et Herbert Reiter. 2006. *Globalization from below. Transnational Activists and Protest Networks*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- della Porta, Donatella. 2008. « L'altermondialisme et la recherche sur les mouvements sociaux. Quelques réflexions ». *Cultures & Conflits* 70 (été) : 13-31.
- Denault-Lauzier, Ariane, Raphaël Canet, Gabrielle Gérin et Nathalie Guay. 2007. « Le Forum social québécois : un espace de liberté pour penser le Québec! » *Développement social* 8 (juin) : 56-57.
- de Sousa Santos, Boaventura. 2002. « Le Forum social mondial : vers une mondialisation contre-hégémonique ». Dans Samir Amin et François Houtard, dir., *Mondialisation des résistances : l'état des luttes 2002*. Paris : l'Harmattan : 185-204.
- de Sousa Santos, Boaventura. 2008. « The World Social Forum and the Global Left ». *Politics & Society* 36 (no 2): 247-270.
- de Sousa Santos, Boaventura. 2009a. « The World Social Forum And The Future: The Future Of The World Social Forum ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 378-386.
- de Sousa Santos, Boaventura. 2009b. « The World Social Forum : Toward A Counter-Hegemonic Globalisation ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 191-204.
- Desrosiers, Éric. 2006. « Les altermondialistes ». *Le Devoir* (Montréal), 15 avril : A6.

- Duchastel, Jules. 2004. « De libre-échangistes, les Québécois sont-ils devenus antimondialistes? ». Dans Michel Venne, dir., *L'annuaire du Québec*. St-Laurent: Fides : 65-75.
- Dufour, Pascale. 2005. « Globalisation and Social Protests : Where and How ? The Case of Canada and France ». *Gouvernance*, 2 (1) : 18-34.
- Dufour, Pascale. 2009. « From Protest to Partisan Politics. When and How Collective Actors Cross the Line ? ». *Canadian Journal of Sociology* 34 (1): 53-78.
- Dufour, Pascale et Janet Conway. 2009. « Emerging Visions of Another World? Contestation and Collaboration at the Quebec Social Forum ». *Journal of World-system Research*, à paraître.
- Dupuis-Déri, Francis. 2009. *L'altermondialisme*. Montréal : Boréal.
- Eme, Valérie. 2006. « Valérie Eme et le Forum Social Québécois? ». Émission *Un vent d'ailleurs* animée par Évelyne Boisvert- Beauregard, Radio-Centre-ville (102,3 FM), 29 mars. [En ligne]. http://ventdailleurs.free.fr/eq_elyne.htm (Page consultée le 11 juin 2007).
- Farrer, Linden. 2009. « World Forum Movement: Abandon Or Contaminate ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 134-144.
- Forum Social Mondial. 2001. *Charte des Principes du Forum Social Mondial*. [En ligne]. http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id_menu=4&cd_language=3 (Page consultée le 5 février 2007)
- Forum social québécois. 2005. *Les Forums sociaux au Québec*. [En ligne]. <http://www.forumsocialquebec.org/index1.html> (Page consultée le 7 décembre 2006).
- Forum social québécois. 2006. *Compte-rendu, Assemblée de fondation du FSQ*. Montréal, le 9 septembre.
- Forum social québécois. 2006. *Compte-rendu Assemblée générale FSQ*, Montréal, le 9 décembre.
- Forum social québécois. 2007. *Compte-rendu, Assemblée générale FSQ*, Montréal, le 10 février.
- Forum social québécois. 2007. *Compte-rendu Assemblée générale FSQ*, Montréal, le 24 mars.

- Forum social québécois. 2007. *Compte-rendu Assemblée générale FSQ*, Montréal, le 20 octobre.
- Forum social québécois. 2007. *Budget Forum Social Québécois 2007*, 6 juillet.
- Forum social québécois. 2007. *Budget Forum Social Québécois 2007 – BILAN FINAL 2007*, 20 octobre 2007.
- Forum social québécois. 2007. *Bilan organisationnel du Forum social québécois 2007*. [En ligne].
http://www.er.uqam.ca/nobel/social/2007/files/bilan/Bilan_organisationnel_FSQ_20080614.pdf (Page consultée le 4 janvier 2008).
- Gagnon, Mona-Josée. 1996. Le mouvement syndical. [En ligne].
http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html (Page consultée le 2 juin 2009).
- Gaudet, Louis-Frédéric et Rachel Sarrasin. 2002. « Fragments d'anarchisme au Québec (2000-2006) ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux Éditeur : 177-197.
- Gauvreau, Claude. 2007. « 1er Forum social québécois » *Journal L'UQÀM* (Montréal), 14 mai : vol. XXXIII, no 17.
- Gérin, Gabrielle. 2006. « Report du Forum social québécois à l'été 2007 ». *Presse-toi à gauche !* 22 mai [En ligne].
<http://www.pressegauche.org/spip.php?article150> (Page consultée le 6 mars 2007).
- Gérin, Gabrielle. 2008. « Potentiels et innovations de l'altermondialisme au Québec ». *Possibles* 32 (no 3-4): 74-86.
- Gérin, Gabrielle. 2009. *Altermondialisme et innovation au Québec* (présentation dans le cadre du Colloque Marcel Rioux/Lancement revue Possibles tenu à Montréal, le 20 février 2009). Montréal : Université de Montréal.
- Girard, Mario. 2007. « Montréal aura son premier forum social ». *La Presse* (Montréal), 19 février.
- Giraud, Baptiste, Guillaume Garcia, Daniel Mouchard et Karel Yon. 2005. « La question sociale au Forum social ». Dans Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, dir. *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*. Paris : La Dispute: 187-212.

- Guay, Nathalie. 2009. *Le syndicalisme et la transformation du monde* (présentation dans le cadre du Colloque Marcel Rioux/Lancement revue Possibles tenu le 20 février 2009 à Montréal) Montréal : Université de Montréal.
- Guerrero, Michael Leon, Tammy Bang Luu et Cindy Wiesner. 2009. « The Road to Atlanta : Reflections on The Organising History of The U.S. Social Forum ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 315-331.
- Guidry, John A., Michael D. Kennedy et Mayer N. Zald, dir. 2000. *Globalizations and Social Movements : Culture, Power, and the Transnational Public Sphere*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Keraghel, Chloé et Jai Sen. 2004. « Explorations in open space. The World Social Forum and cultures of politics » *International Social Science Journal* 56 (182): 483-493.
- Lamoureux, Diane. 2008. « Québec 2001 : un tournant pour les mouvements sociaux québécois ? ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux Éditeur : 11-34.
- Lacoursière, Benoît. 2008. « Le retour à un mouvement combatif et démocratique ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux Éditeur : 71-95.
- Lavoie, Frédérick. 2006. « Le Quotidien à Caracas. Un premier forum social régional en gestation ». *Le Quotidien (Chicoutimi)*, 30 janvier : 6.
- Leite, José Corrêa. 2005. *World Social Forum : Strategies of Resistance*. Chicago : Haymarket Books.
- L'équipe de la Lettre. 2005. *Initiative vers un Forum social québécois*. [En ligne]. http://www.ufp.qc.ca/article.php3?id_article=1557 (Page consultée le 6 mars 2007).
- L'équipe de la Lettre. 2003a. *2^e réunion pan-canadienne – Forum social Québec-Canada Premières Nations 8 juin 2003*. [En ligne] <http://www.ufp.qc.ca/article577.html> (Page consultée le 6 mars 2007).
- L'équipe de la Lettre. 2003b. *Grande réunion pour le Forum social Québec-Canada Premières Nations 5 mai 2003*. [En ligne] <http://www.ufp.qc.ca/article363.html> (Page consultée le 6 mars 2007).

- Létourneau, Jacques, représentant CSN. 2007. *Table-Ronde du CPDS. Quelles significations politiques pour les forums sociaux ? : Le cas du Forum social Québécois*. Montréal : Centre de recherche sur les politiques et le développement social, Université de Montréal.
- Létourneau, Jacques et Nathalie Guay. 2008. « Mouvement syndical et altermondialisme ». *Possibles* 32 (no 3-4): 66-73.
- Mahéo, Valérie-Anne. 2005. « Un Forum Social Québec ? ». *Centre des médias alternatifs du Québec*, 26 janvier. [En ligne]. <http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=19646> (Page consultée le 6 mars 2007).
- Marcuse, Peter. 2005. « Are Social Forums the Future of Social Movements ? ». *International Journal of Urban and Regional Research* 29 (2): 417-424.
- Mathieu, Lilian. 2004. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris : Textuel.
- Mathieu, Lilian. 2005. « La constitution du mouvement altermondialiste français ». *Critique internationale* 2 (no.27): 147-161.
- McAdam, Doug et Dieter Rucht. 1993. « The Cross-National Diffusion of Movement Ideas ». *The Annals of The American Academy of Political and Social Science* 528 (July): 56-74.
- McAdam, Doug, John D. McCarthy et Mayer N. Zald. 1996. *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge: Cambridge University Press.
- McCarthy, John D. et Mayer N. Zald. 1977. «Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory ». *American Journal of Sociology* 82 : 1212-1241.
- Murchison, Noée. 2007. « Parlez, citoyens! Premier Forum social québécois ». *Montréal Campus* (Montréal), 25 avril.
- Neveu, Érik. 2005. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.
- Noël, Alain. 1996. « Vers un nouvel État-providence ? Enjeux démocratique », *Politique et Sociétés* 15^e année (no 30): 3-27.
- Noël, Alain et Jean-Philippe Thérien. 2008. *Left and Right in Global Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Olson, Mancur. 1965. *The logic of collective action; public goods and the theory of groups*. Cambridge: Harvard University Press.

- Paquet, Gilles. 2000. « Après la Révolution tranquille : un lien social moderne à reconstruire ». Dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier dir., *La révolution tranquille : 40 ans plus tard : un bilan*. Montréal : vlb éditeur : 89-93.
- Paquin-Boutin, Marie-Pierre. 2006. « Plus de 2000 altermondialistes à Trois-Rivières. La ville accueillera en juin le 1^{er} Forum social québécois ». *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières), 1 mars : 4.
- Passy, Florence. 1999. « Supranational Political Opportunities as a Channel of Globalization of Politics Conflicts ». Dans Hanspeter Kriesi, Donatella della Porta et Dieter Rucht, dir., *The Case of the Rights of the Indigenous Peoples*. New York : McMillan : 148-169.
- Perez, Benito et Sergio Ferrari. 2007. « Le Forum social mondial en pleine introspection ». *Le Courrier* (Genève), 15 janvier. [En ligne].
<http://www.lecourrier.ch/index.php?name=News&file=article&sid=42839>
- Petitjean, Olivier et Ariane Jossin. 2005. « Altermondialisation : permanence et novation des formes d'engagement, entretien avec Éric Agrikoliansky ». *Revue critique d'écologie politique* [En ligne].
<http://ecorev.org/spip.php?article330> (Page consultée le 12 mai 2009).
- Pleyers, Geoffrey. 2004. « Les forums sociaux comme modèle idéal de convergence ». *Revue internationale des sciences sociales* 4 (182): 569-579.
- Rebick, Judy. 2009. « Another U.S. Is Happening! ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 305-314.
- Rico, Anne-Gaëlle. 2006. « Une autre date est possible ». *Quartier Libre* (Montréal). [En ligne].
<http://www.quartierlibre.ca/index.php?c=article&no=137> (Page consultée le 6 mars 2007).
- Rioux, Claude. 2008. « Solidarité internationale : du développementisme à la solidarité directe ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux Éditeur : 215-229.
- Rodrigue, Martin et Valérie Eme, secrétariat général FSQ 2006. 2007. *Entrevue avec Martin Rodrigue et Valérie Eme*. Propos recueillis le 20 juin, Montréal.

- Rodrigue, Martin et Valérie Eme. 2005. « Valérie Eme et Martin Rodrigue : Vers un Forum Social Québécois? ». Émission *Un vent d'ailleurs* animée par Évelyne Boisvert-Beauregard, Radio-Centre-ville (102,3 FM), 14 septembre. [En ligne]. http://ventdailleurs.free.fr/eq_evelyne.htm (Page consultée le 11 juin 2007).
- Rojo, Raül Enrique, Carlos R.S. Milani and Carlos Schmidt Arturi. 2004. « Expressions of international contestation and mechanisms of democratic control ». *International Social Science Journal* 56 (182): 615-628.
- Rouy, Mathieu. 2007. « Du global vers le local: le Forum social québécois ». *La Grande Époque* (Montréal), 15 août.
- Roy, Louis, vice-président CSN. 2007. *Entrevue avec Louis Roy*. Propos recueillis le 13 juin, Montréal.
- Réseau québécois sur l'intégration continentale « Membres du RQIC » S.d. [En ligne] <http://www.rqic.alternatives.ca/RQIC-fr.htm> (Page consultée le 3 juillet 2009).
- Secrétariat du FSQ. 2007. « Un autre Québec est en marche ! ». *Journal Alternatives* (Montréal), 31 mai.
- Sen, Jai. 2009. « How Open? The Forum As Logo, The Forum As Religion: Scepticism Of The Intellect, Optimism Of The Will ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 162-184.
- Shields, Alexandre. 2007. « Rassemblement de la gauche. Le premier Forum social québécois a mobilisé 5000 participants ». *Le Devoir* (Montréal), 27 août : A2.
- Smith, Jackie. 2001. « Introduction to special issue: Globalization and Resistance ». *Mobilization: the International Journal of Research and Theory about Social Movements, Protest, and Collective Behavior* 6 (no 1): 1-19.
- Sommier, Isabelle, Olivier Filleule et Éric Agrikoliansky, dir. 2008. *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*. Paris : Éditions Karthala.
- Tarrow, Sidney. 1994. *Power in Movement : Social Movements, Collective Action, and Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Tarrow, Sidney. 2000. « La contestation transnationale ». *Cultures & Conflits* 38-39. [En ligne]. <http://www.conflits.org/index276.html> (Page consultée le 13 janvier 2009).

- Teivainen, Teivo. 2002. « The World Social Forum and global democratisation : learning from Porto Alegre ». *Third World Quarterly* 23 (no 4) : 621-632.
- Teivainen Teivo. 2004. « The World Social Forum : Arena or Actor ? ». Dans Jai Sen, Anita Anand, Arturo Escobar et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*. New Dehli: The Viveka Foundation: 122-129.
- Teivainen, Teivo. 2009. « The World Social Forum: Arena or Actor? ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 94-103.
- Thibault, André. 2008. « Laborieuses mutations des acteurs collectifs ». *Possibles* 32 (no.3-4) : 55-65.
- Vaillancourt, Claude. 2008. « Altermondialisme et grandes institutions internationales ». *Possibles* 32 (no 3-4): 15-25.
- Vargas, Gina. 2009. « World Social Forum 3 And Tensions In The Construction Of Alternative Global Thinking ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 185-190.
- Veilleux, Anik et Raphaël Canet. 2004. « La mondialisation du Forum social : Les défis de Mumbai ». *La Chronique de la Chaire MDC*. [En ligne]. <http://www.chaire-cd.ca>
- Ventura, Christophe. 2006. « Éléments de bilan et de réflexion ». [En ligne]. <http://www.france.attac.org/spip.php?article6424> (Page consultée le 5 janvier 2009).
- Wallerstein, Immanuel. 2004. « The dilemmas of open space: the future of the WSF ». *International Social Science Journal* 56 (182): 629-637.
- Waterman, Peter. 2009. « The Secret Of Fire ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 109-125.
- Whitaker, Chico. 2003. « Où va le Forum social mondial? ». *Cultures en mouvement* (62) : 21-24.
- Whitaker, Chico. 2005. « The World Social Forum. What is really about? ». *OECD Observer* (no 248): 26-28.
- Whitaker, Chico. 2009. « The World Social Forum As Open Space ». Dans Jai Sen et Peter Waterman, dir., *World Social Forum. Challenging Empires*, 2e édition. Montréal: Black Rose Books: 81-93.

Ylä-Anttila, Thomas. 2003. *How Global Public Debates Enter National Contexts: The Case of Finnish Associations at the World Social Forum* (actes du colloque tenu à Paris du 3 au 5 décembre 2003). Paris : Fondation Nationale des Sciences Politiques.

ANNEXE I

Questionnaires d'entrevues

Entrevue 1: Louis Roy, vice-président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

1. Pourquoi un Forum social québécois ?
2. En 2005-2006, la CSN ne voulait pas embarquer, elle ne voyait pas la pertinence. Pourquoi en 2007 vous embarquez ?
3. Qu'est-ce que vous pensez du fait que le FSQ ait lieu à l'UQÀM ?
4. Qu'est-ce que ça apporte à la CSN de faire partie d'un tel processus ?
5. Qu'est-ce qui s'est passé avec le collectif Mauricie et l'Initiative vers un Forum social québécois ?
6. Quelle est votre appréciation du processus en 2007 ?
 - a. Modes de décision
 - b. Pluralité des acteurs
7. Comment sentez-vous la participation en région ?
8. Quelle implication la CSN a et prévoit avoir dans la préparation du FSQ ?
 - a. Et durant la tenue du FSQ ?
 - b. Allez-vous mobiliser vos membres ?
9. Allez-vous participer à l'Assemblée des mouvements sociaux ?
10. Quelle est la signification d'un tel événement pour la société québécoise ? Pensez-vous qu'il y aura des retombées à moyen ou à long terme ?
11. Comment se fait-il que les gens du Campement Québécois de la Jeunesse ne sont pas là ?

Entrevue 2: Martin Rodrigue et Valérie Eme, co-fondateurs du Campement Québécois de la Jeunesse et anciens membres du secrétariat général du FSQ 2006

1. Parlez-moi du Forum social Québec-Canada-Premières Nations
2. Comment s'est déroulée l'organisation du Forum social québécois de 2006 qui devait avoir lieu à Trois-Rivières ?
3. Savez-vous pourquoi le collectif Mauricie s'est retiré de l'organisation du FSQ ?

4. Les organisateurs du FSQ 2007 vous ont-ils contacté pour voir si vous alliez tenir un campement ?
5. Allez-vous participer au FSQ en août ?
6. Pourquoi n'avez-vous pas participé à l'organisation du FSQ en 2007 alors que vous étiez très présents en 2006 et avant ?
7. Que pensez-vous de la réorientation du FSQ 2007 par rapport au droit de vote et au poids des organisations ?
8. Savez-vous pourquoi le collectif Chaudières-Appalaches est mort ?
9. Lors du Sommet de Québec en 2001, il y avait des militants radicaux importants tels la CLAC, SalAMI, Opération Québec printemps 2001, etc., où sont-ils aujourd'hui? Savez-vous s'ils vont participer au FSQ ?
10. Qu'est-ce que vous croyez que le FSQ va donner ?

Entrevue 3: Raphaël Canet, coordonnateur du Forum social québécois
par Pascale Dufour

Thèmes discutés (3):

1. Processus de formation de la structure organisationnelle du FSQ
2. Mobilisation, implication des groupes dans le FSQ
 - a. Mobilisation des régions
 - b. Partis politiques
 - c. Campement Québécois de la Jeunesse
 - d. Fédérations étudiantes
 - e. Communautés culturelles et autochtones
3. Retombées du Forum social québécois